

Mercure et Washington...
pour empêcher un essai...
en Afrique du Sud

AFRIQUE

Rhodésie

M. Vorster a donné des apaisements à M. Smith
De notre correspondant

Johannesburg. — M. John Vorster, premier ministre sud-africain, a rencontré samedi 27 août son homologue rhodésien, M. Ian Smith. Ce lundi, M. Vorster devait recevoir le représentant de la Grande-Bretagne, M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, et l'ambassadeur américain à l'ONU, M. Andrew Young. L'Afrique du Sud occupe une position clef pour un règlement du conflit rhodésien. Il est donc normal qu'elle figure aujourd'hui au centre de la recherche d'une solution pacifique et fasse l'objet de sollicitudes anglaises, américaines ou rhodésiennes. Jusqu'à présent, M. Ian Smith

n'a pas eu à douter de l'amitié du pays voisin. Récemment encore, celui-ci a manifesté son soutien au premier ministre rhodésien, qui doit affronter les élections le 31 août prochain. Bien que ne cachant pas sa préférence pour la solution intérieure, Pretoria n'a cependant pas abandonné son rôle d'intermédiaire. Après les nouvelles entre les deux capitales africaines, M. P. Botha s'est rendu à Londres, où il a rencontré M. Owen et le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance. « Je crois que nous sommes allés de l'avant », a-t-il déclaré à son retour en faisant référence au nouveau plan, en précisant toutefois que le détail des propositions n'était pas encore connu.

La réaction de l'Afrique du Sud blanche aux grandes lignes de la solution proposée, telles qu'elles ont été publiées dans la presse américaine, a été comparable à celle des Rhodésiens. Avec, en plus, l'irritation de voir divulgués ces « indiscretions » une semaine des élections rhodésiennes, à un moment où le premier ministre ne peut que répondre « non ».

Mais l'Afrique du Sud doit faire face à ses propres problèmes. Aux pressions intérieures s'ajoutent celles du monde extérieur, hostile à sa politique d'apartheid. Même favorable à une solution locale, elle tient à ménager la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Pretoria a donc, samedi, donné des apaisements à M. Smith. Un communiqué commun, laissant une porte entrouverte à été rédigé : « Comme par le passé, il y a beaucoup de rumeurs qui circulent. Cela ne servirait à rien de discuter sur ces rumeurs avant le vote du 31 août. C'est le moins qui pourrait être dit. Il reste en fait très peu d'espoir pour les représentants britanniques et américains de voir leur démarche aboutir ».

Dans l'avis du retour, le premier ministre rhodésien a réaffirmé à la presse qu'il n'accepterait pas une force de paix étrangère dans son pays. « Cela me paraît difficile de croire qu'il puisse s'agir d'une proposition du gouvernement britannique, cela me paraît en contradiction avec mes discussions antérieures avec le Dr Owen », a-t-il déclaré.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Le conflit entre Mogadiscio et Addis-Abeba

Le chef de l'Etat somalien est parti pour Moscou

La radio somalienne, captée à Nairobi, annonce ce lundi 27 août que le président Siyad Barre, chef de l'Etat somalien, a quitté Mogadiscio pour Moscou en compagnie d'une importante délégation.

Cette visite a notamment pour but de tenter de résoudre les divergences qui se sont aggravées entre la Somalie et l'Union soviétique à la suite du conflit de l'Ogaden. En effet, Moscou a récemment accusé la Somalie d'une « intervention armée » en Ogaden, déclaration qualifiée de « provocation » par Mogadiscio. Le voyage du président Siyad Barre intervient d'entre parenthèses au moment où, selon le quotidien libanais *al Nahar*, l'Union soviétique projette d'organiser une conférence groupant tous les protagonistes du conflit érythréo-somalien. Selon ce quotidien, les dirigeants soviétiques ont entrepris des démarches en ce sens auprès des responsables érythréens afin de les convaincre de participer à cette conférence, qui se tiendrait dans une capitale de l'Europe orientale.

Les dirigeants de Mogadiscio continuent cependant à lancer de nombreux appels à l'aide aux pays arabes. Ils ont fait parvenir, samedi, un message en ce sens aux dirigeants du Koweït. D'autre part, le président Bourmedienne a reçu dimanche, à Alger, une délégation somalienne, venue lui remettre un message du président Siyad Barre. Au Caire, la Ligue arabe a conclu dimanche avec la Somalie un accord d'assistance technique de plus d'un million de dollars, dans le cadre de l'action du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES). Cet accord prévoit notamment l'envoi en Somalie d'experts pédagogiques et de professeurs d'arabe. L'octroi aux enseignants somaliens de bourses d'études dans les universités arabes.

Tandis que la radio éthiopienne accuse la Somalie de chercher à obtenir « une intervention militaire arabe totale » à ses côtés dans l'Ogaden, et dénonce la participation de pilotes syriens et irakiens à la guerre, les efforts de médiation se poursuivent activement. Dimanche, le lieutenant-colonel Mengistu Kidanemariam a reçu une délégation de personnalités malgaches. De son côté, le président ougandais Idi Amin Dada a offert, dimanche, ses services, indiquant qu'avant d'entreprendre pareille mission, il voudrait « visiter l'Erythrée où des maîtres combattent pour l'indépendance, et l'Ogaden dont les insurgés somaliens se sont emparés ».

La Junte éthiopienne a com-

plété samedi la mobilisation générale annoncée il y a une semaine en créant une commission nationale, qui sera notamment chargée de coordonner l'aide aux forces armées. Les citoyens qui s'opposent aux décisions de la commission seront passibles de la peine de mort. La commission sera assistée par des comités sectoriels et de coordination aux niveaux régional, provincial et du district. Elle pourra, à préciser la radio éthiopienne, assigner aux citoyens des tâches déterminées, réquisitionner les propriétés privées et publiques, les moyens de transport et de communication, contrôler la production et l'approvisionnement.

On apprend d'autre part qu'un responsable local de la capitale éthiopienne et trois membres d'associations urbaines de la province de Gondar ont été assassinés la semaine dernière. (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

AMÉRIQUES

Pérou

Levée de l'état d'urgence

De notre correspondant

Lima. — Le général Francisco Morales Bermudez, président de la République, a annoncé dimanche 28 août, à Tacna, dans le sud du pays, la levée de l'état d'urgence et le rétablissement des garanties constitutionnelles, suspendues depuis plus d'un an. L'état d'urgence et la suspension des garanties avaient été proclamés au Pérou le 1er juillet 1976, à la suite de graves troubles dans la capitale. L'ensemble des milieux politiques du pays, de gauche comme de droite, demandaient avec insistance, depuis des mois, que soit mis un terme à ces mesures d'exception. Le général Morales Bermudez a finalement décidé au processus électoral qui doit commencer dès l'an prochain, et qui devrait permettre un transfert progressif du pouvoir aux civils en 1980.

Des mesures d'apaisement ont également été prises, ces derniers jours, dans le domaine syndical. Environ trois cents travailleurs qui avaient été licenciés par leurs entreprises pour avoir par-

Londres. — La première journée du carnaval antillais de Notting Hill s'est déroulée, dimanche 28 août, sans incidents notables. On a beaucoup dansé au « n'assourdissant des steel bands » (orchestres faits de fûts métalliques, spécialité des Caraïbes), beaucoup ri et mangé des kilos de riz à la créole. Il

En septembre 1976, le carnaval de Notting Hill avait dégénéré en batailles de rue après que la police, à peu près exclusivement blanche — trop nombreux et trop voyants à dire des responsables antillais — ont arrêté un jeune voleur à la tire. Il y avait eu six cents blessés, dont quatre cents policiers, et quatre-vingt-quatre arrestations.

A l'origine, le carnaval de Notting Hill, créé en 1967 à l'initiative de celui de Trinidad, qui célèbre la libération des esclaves, était une fête de quartier. En dix ans, il s'est acquis une grande notoriété : orchestres, troupes de danseurs et spectateurs affluent de tout le Royaume-Uni. On attend cette année quelque 250 000 personnes dans ce labyrinthe de rues de l'ouest de Londres, qui se termine au sud par les grandes résidences de Chelsea et de Kensington, et au nord, par l'un des ghettos les plus misérables de la capitale, Notting Hill même, qui fut au siècle dernier un des quartiers aristocratiques, abrité aujourd'hui un mélange explosif de rivaux maisons victorienne rénovées, de grands foyers de jeunes couples dans le vent, et des taudis dans lesquels s'entassent des familles noires pléthoriques.

En 1958, déjà, Notting Hill avait été le théâtre des plus violentes émeutes raciales de l'après-guerre. C'était la première commotion sérieuse de la décadence du monde britannique, d'accorder la citoyenneté britannique et le droit d'établissement dans la métropole à tous les citoyens du Commonwealth. Depuis, la population britannique de couleur n'a cessé de se gonfler d'année en année. Elle dépasse aujourd'hui les deux millions et demi, la population blanche de Londres, elle-même, est en déclin. Les tentatives pour freiner l'immigration plus ou moins clandestine.

La plus grande partie de cette population est d'origine antillaise ou indienne. Si les tensions raciales, comme on les appelle communément, se sont souvent bien

« Le sale colonialisme français »

A Birmingham, au cœur industriel de l'Angleterre, on se remet mal des affrontements qui avaient accompagné la récente élection partielle de Ladywood-Handsworth, un quartier qui compte 40 % d'électeurs de couleur. Dans la rue principale, pas très large, avec ses maisons de briques basses et ses magasins modestes, on ne croise guère, le matin, que des Indiens et des Pakistanais, des musulmans en pantalon, quelques Sikhs enturbannés et de jeunes Antillais habillés en « rasta-aria », un gros bonnet de laine orné d'un galon jaune, noir, vert et rouge, les couleurs éthiopiennes — cachant leurs cheveux nattés, pantalons trop courts, pieds nus dans des sandales trop larges. Ces adolescents arrogants n'ont rien de commun, si ce n'est l'affirmation de leur négritude, avec les fidèles de la secte religieuse jamaïcaine qui vénèrent la mémoire de Haile Selassie (Ras Tafari) avant son

intégration économique, sinon socialement. Il n'est pas de même des Antillais, dont les structures familiales, moins solides, résistent mal au choc de la transplantation. Les conflits se multiplient avec la nouvelle génération, moins respectueuse que la précédente de « l'ordre britannique », d'autant moins décidée à accepter les discriminations qu'elle est née en Grande-Bretagne et qu'elle est six fois plus touchée par le chômage que les jeunes Anglais.

Grâce aux efforts d'innombrables comités de quartier, mais aussi de la télévision, qui analyse régulièrement, sous une forme ou sous une autre, le problème des relations raciales, la population britannique garde, pour l'instant, son sang-froid. Mais l'entrée en scène des extrémistes de droite et de gauche inquiète l'opinion.

Pour notre part, ayant tenté d'entrer en contact avec le club du pouvoir noir de Handsworth, nous nous sommes fait répondre qu'on ne voulait pas parler « avec une représentante du sale colonialisme français ».

Comme dans toutes les villes où les extrémistes de droite du Front national tentent d'exploiter la tension raciale, on se demande à Birmingham s'il faut ou non interdire les défilés du Front au profit de réunions de salles. La police est consciente qu'en entourant d'un cordon de protection l'école de Handsworth, où le Front tenait le 15 août sa réunion électorale, elle a pu paraître, aux yeux de la communauté de couleur, « protéger les racistes », ce que les trotskistes du Front de l'Unité ne veulent pas. Ils cherchent toutes les occasions d'en découdre actuellement avec le Front, ne se sont pas fait faute de leur lancer des pierres. Mais la perspective de voir biterder des manifestations politiques, fussent-elles dangereuses pour l'ordre public, fait horreur à l'opinion. Cette décision ne peut d'ailleurs être prise que par le ministre de l'Intérieur, lequel

ne manquerait pas de se trouver alors sous un feu croisé de l'opposition.

En attendant, les représentants modérés de la communauté antillaise, comme M. James Hunter, ancien membre du parti travailliste et ex-candidat indépendant au siège de Ladywood, ne mâchent pas leurs mots : pour M. Hunter, il est inadmissible que les deux millions de citoyens britanniques de couleur n'aient pas encore un seul représentant au Parlement, dont les mouvements sociaux ne votent dans cette dangereuse situation que le moyen de gagner des voix à bon compte, qu'il n'existe pas un seul club local de rencontres pour les jeunes Antillais.

Les heurts entre la police et les Antillais ou entre le Front national et les trotskistes ne sont pas la seule préoccupation des gardiens de l'ordre de l'un des quartiers à plus forte population de couleur de tout le Royaume-Uni : les incidents se multiplient aussi entre jeunes Antillais et commerçants indiens ou pakistanais, dont plusieurs familles sont arrivées d'Ouganda en 1972, expulsées par le président Amin.

Le contraste est de plus en plus grand entre la bourgeoisie indienne ou pakistanaise, souvent à l'aise et révoltée d'être totalement acceptée par la bourgeoisie anglaise, et les prolétaires antillais qui hésitent à accepter le repli culturel et l'extrémisme politique.

A Notting Hill, dimanche, il y avait des Antillais, des Anglais, des Américains, des Japonais, des hippies et des Punks, et aussi beaucoup de couples mixtes avec des enfants de toutes les nuances de brun. Mais il n'y avait pas d'Indiens et pas de Pakistanais. NICOLE BERNHEIM.

● Le parti britannique d'extrême-droite

Le parti britannique d'extrême-droite, le Front, a annoncé dimanche 28 août, à Londres, la création d'un mouvement de jeunesse destiné à combattre « la propagande des enseignants d'extrême-gauche ».

convoqué à la chancellerie, a annoncé, samedi 27 août, le chancelier allemand, M. Helmut Schmidt. Le chancelier a enfin souligné que l'annulation de visas était en contradiction « avec l'esprit et la lettre des décisions d'Helmski », et qu'elle n'était « pas le signe de la puissance politique, mais celui de l'insécurité ».

Portugal

LE P.C. ACCEPTERAIT DE PARTICIPER A UN GOUVERNEMENT DE COALITION INCLUANT CENTRISTES ET SOCIAUX-DÉMOCRATES

(De notre correspondant.)
Lisbonne. — Les mesures d'austérité économique annoncées par le gouvernement de M. Soares le jeudi 25 août ont été accueillies de façon très réservée par les principaux partis politiques du pays (le Monde du 27 août).
Tout en approuvant ces mesures elles-mêmes, le Centre démocratique et social (CDS) et le parti social-démocrate (PSD) ont affirmé que le programme d'austérité n'aurait pas d'effets positifs s'il n'était pas appliqué dans un contexte politique différent. Ils proposent à nouveau la formation d'un gouvernement de coalition comportant les trois formations « démocratiques » : PS, PSD, et CDS.

La réaction la plus originale est venue du parti communiste. Selon ses dirigeants, deux solutions sont possibles pour résoudre la crise : la dissolution de l'Assemblée, suivie de nouvelles élections, ou la formation d'un nouveau gouvernement avec les grands partis représentés au Parlement : les socialistes, les communistes, les sociaux-démocrates et les centristes. C'est la première fois que le parti de M. Cunha admet l'éventualité de la formation d'un gouvernement appuyé sur une base sociale élargie et ouvert à des partis politiques tels que le C.D.S. qui se situent à droite du PS. — J.R.

EUROPE

Grande-Bretagne

Bonne humeur, mais tension latente au Festival antillais de Notting Hill

est vrai que c'était le jour des enfants, et le service d'ordre mis sur pied par les deux comités rivaux d'organisation n'a pas eu trop de peine à canaliser une foule dans laquelle le Noir et le Blanc se mélaient étroitement. Après la tombée de la nuit, cependant, il y a eu des heurts

De notre envoyée spéciale

intégrés économiquement, sinon socialement. Il n'est pas de même des Antillais, dont les structures familiales, moins solides, résistent mal au choc de la transplantation. Les conflits se multiplient avec la nouvelle génération, moins respectueuse que la précédente de « l'ordre britannique », d'autant moins décidée à accepter les discriminations qu'elle est née en Grande-Bretagne et qu'elle est six fois plus touchée par le chômage que les jeunes Anglais.

Grâce aux efforts d'innombrables comités de quartier, mais aussi de la télévision, qui analyse régulièrement, sous une forme ou sous une autre, le problème des relations raciales, la population britannique garde, pour l'instant, son sang-froid. Mais l'entrée en scène des extrémistes de droite et de gauche inquiète l'opinion.

« Le sale colonialisme français »

A Birmingham, au cœur industriel de l'Angleterre, on se remet mal des affrontements qui avaient accompagné la récente élection partielle de Ladywood-Handsworth, un quartier qui compte 40 % d'électeurs de couleur. Dans la rue principale, pas très large, avec ses maisons de briques basses et ses magasins modestes, on ne croise guère, le matin, que des Indiens et des Pakistanais, des musulmans en pantalon, quelques Sikhs enturbannés et de jeunes Antillais habillés en « rasta-aria », un gros bonnet de laine orné d'un galon jaune, noir, vert et rouge, les couleurs éthiopiennes — cachant leurs cheveux nattés, pantalons trop courts, pieds nus dans des sandales trop larges. Ces adolescents arrogants n'ont rien de commun, si ce n'est l'affirmation de leur négritude, avec les fidèles de la secte religieuse jamaïcaine qui vénèrent la mémoire de Haile Selassie (Ras Tafari) avant son

intégration économique, sinon socialement. Il n'est pas de même des Antillais, dont les structures familiales, moins solides, résistent mal au choc de la transplantation. Les conflits se multiplient avec la nouvelle génération, moins respectueuse que la précédente de « l'ordre britannique », d'autant moins décidée à accepter les discriminations qu'elle est née en Grande-Bretagne et qu'elle est six fois plus touchée par le chômage que les jeunes Anglais.

Grâce aux efforts d'innombrables comités de quartier, mais aussi de la télévision, qui analyse régulièrement, sous une forme ou sous une autre, le problème des relations raciales, la population britannique garde, pour l'instant, son sang-froid. Mais l'entrée en scène des extrémistes de droite et de gauche inquiète l'opinion.

Pour notre part, ayant tenté d'entrer en contact avec le club du pouvoir noir de Handsworth, nous nous sommes fait répondre qu'on ne voulait pas parler « avec une représentante du sale colonialisme français ».

Comme dans toutes les villes où les extrémistes de droite du Front national tentent d'exploiter la tension raciale, on se demande à Birmingham s'il faut ou non interdire les défilés du Front au profit de réunions de salles. La police est consciente qu'en entourant d'un cordon de protection l'école de Handsworth, où le Front tenait le 15 août sa réunion électorale, elle a pu paraître, aux yeux de la communauté de couleur, « protéger les racistes », ce que les trotskistes du Front de l'Unité ne veulent pas. Ils cherchent toutes les occasions d'en découdre actuellement avec le Front, ne se sont pas fait faute de leur lancer des pierres. Mais la perspective de voir biterder des manifestations politiques, fussent-elles dangereuses pour l'ordre public, fait horreur à l'opinion. Cette décision ne peut d'ailleurs être prise que par le ministre de l'Intérieur, lequel

ne manquerait pas de se trouver alors sous un feu croisé de l'opposition.

En attendant, les représentants modérés de la communauté antillaise, comme M. James Hunter, ancien membre du parti travailliste et ex-candidat indépendant au siège de Ladywood, ne mâchent pas leurs mots : pour M. Hunter, il est inadmissible que les deux millions de citoyens britanniques de couleur n'aient pas encore un seul représentant au Parlement, dont les mouvements sociaux ne votent dans cette dangereuse situation que le moyen de gagner des voix à bon compte, qu'il n'existe pas un seul club local de rencontres pour les jeunes Antillais.

Les heurts entre la police et les Antillais ou entre le Front national et les trotskistes ne sont pas la seule préoccupation des gardiens de l'ordre de l'un des quartiers à plus forte population de couleur de tout le Royaume-Uni : les incidents se multiplient aussi entre jeunes Antillais et commerçants indiens ou pakistanais, dont plusieurs familles sont arrivées d'Ouganda en 1972, expulsées par le président Amin.

Le contraste est de plus en plus grand entre la bourgeoisie indienne ou pakistanaise, souvent à l'aise et révoltée d'être totalement acceptée par la bourgeoisie anglaise, et les prolétaires antillais qui hésitent à accepter le repli culturel et l'extrémisme politique.

A Notting Hill, dimanche, il y avait des Antillais, des Anglais, des Américains, des Japonais, des hippies et des Punks, et aussi beaucoup de couples mixtes avec des enfants de toutes les nuances de brun. Mais il n'y avait pas d'Indiens et pas de Pakistanais. NICOLE BERNHEIM.

Italie

QUINZE MOIS APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE

Une enquête est ouverte sur les malversations qui ont accompagné la reconstruction du Frioul

De notre correspondant

Rome. — Une enquête a été ouverte dans le Frioul sur les irrégularités qui auraient accompagné la reconstruction, encore en cours, après le tremblement de terre du mois de mai 1976, lequel avait fait mille morts et détruit la région à 80 %.

Cette enquête, étendue à tous les contrats concernant la construction de dix-neuf mille logements préfabriqués, a été lancée samedi 27 août par le procureur général d'Udine à la suite de la découverte de deux affaires de pots-de-vin.

La première remonte au 7 août dernier, avec l'arrestation de M. Gerolamo Bandera, maire démocrate-chrétien de Molano, l'un des villages les plus touchés par le séisme. M. Bandera avait demandé 14 millions de lires à la société Pricasa, en échange du marché de 200 millions de lires que représentait la livraison des préfabriqués nécessaires à sa commune.

Vendredi dernier, une nouvelle arrestation plus spectaculaire était opérée : celle de Giuseppe Ballo, secrétaire du commissaire Giuseppe Zambertini, nommé en mai 1976 pour superviser, jusqu'en avril 1977, la reconstruction de Ballo, qui assurait les contacts avec les maires, est accusé d'avoir touché 10 millions de lires de la société Pricasa. Il a expliqué : « C'était pour le bon respect des droits de l'homme en Allemagne dans le Frioul. Et puis, j'étais fatigué ».

Le quotidien procommuniste *Poese Sera*, citant des sources judiciaires, affirme que l'argent était destiné en réalité à la démocratie chrétienne locale.

Devant ces deux cas de malversations, le magistrat instructeur a fait saisir par les carabinieri samedi à Udine toute la documentation concernant les appels d'offre, puis les contrats concernant les maisons préfabriquées. Cette semaine, le juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Giampaolo Tosel, entreprendra l'étude des dossiers saisis samedi dans l'ancien bureau du commissaire du gouvernement : « un travail long et fastidieux », expliquent les enquêteurs, indiquant ainsi que l'un n'est pas prêt de connaître toute la vérité.

Ce nouveau scandale des bustarelles (les petites enveloppes) provoque déjà de vives réactions politiques. Le parti socialiste reproche à la démocratie chrétienne d'avoir refusé une gestion mieux contrôlée des fonds débloqués pour le Frioul (300 milliards de lires). Le parti communiste, qui a toute la lumière sur la situation, a refusé de participer au mouvement du 19 juillet : il s'agit visiblement de renforcer l'influence, assez restreinte, de cette centrale, alors que le rapprochement entre les forces armées et le parti aristocrate semble plus que jamais à l'ordre du jour. La levée de l'état d'urgence avait d'ailleurs été demandée avec insistance par ce parti.

THIERRY MALINIAC.

(Interim.)

PROCHE-ORIENT

Egypte

LA PREMIERE RENCONTRE
ÉGYPTO-LIBYENNE
DEPUIS LES AFFRONTEMENTS
A EU LIEU SOUS L'EGIDE
DE M. ARAFAT

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Avant de partir pour Moscou, M. Yasser Arafat est parvenu à organiser à Sousse, sur la frontière égypto-libyenne, le dimanche 28 août, la première rencontre entre responsables politiques égyptiens et libyens après les opérations militaires qui, en juillet, ont opposé les armées des deux pays. Quelques jours auparavant, la médiation du président de l'Organisation de libération de la Palestine avait déjà permis l'échange de prisonniers de guerre entre la Libye et l'Égypte.

La réunion de Sousse, qui a duré près de trois heures, a regroupé, sous l'égide de M. Arafat, d'une part, le secrétaire d'État égyptien aux affaires étrangères, M. Mohamed Riad, accompagné du général commandant la zone frontalière, d'autre part M. Taha Chérif, secrétaire général du gouvernement libyen, secondé par un colonel. Elle s'est déroulée dans des locaux palestiniens, dans un « bon climat » et sera suivie d'autres rencontres, à un niveau politique plus élevé.

La veille des conversations tripartites de Sousse, le Caire avait fait un « geste » en permettant l'exportation vers la Libye de cinquante mille montons de boucherie. Un autre envoi de cinquante mille ovins est prévu dans les jours qui viennent. La reprise du trafic aérien entre les deux pays pourrait être le prochain signe d'une détente qui, cependant, demeure encore fragile.

J.-P. F.-H.

Le gouvernement augmentera les bas salaires avant de supprimer certaines subventions

De notre correspondant

Le Caire. — Après mûre réflexion, le gouvernement égyptien a décidé, « pour assurer l'économie », de supprimer une partie des subventions publiques qui permettent aux produits de consommation les plus courants de ne pas suivre la hausse générale des prix. En janvier dernier, cette mesure, qui avait suscité des troubles graves dans plusieurs villes du pays, avait dû être suspendue. Cette fois, la fin des subventions ira de pair avec une augmentation des salaires, afin de prévenir toute manifestation de mécontentement.

Selon le projet gouvernemental, les agents de l'Etat et du secteur public qui gagnent moins de 30 livres égyptiennes par mois (1 livre vaut environ 7 francs), verront leurs salaires augmentés de 60 %, dont 10 % sous la forme d'une prime distribuée quatre fois par an. En outre, le salaire minimum sera fixé dans tous les secteurs d'activité, y compris l'agriculture, à 16 livres par mois, soit 6 livres de plus qu'à l'heure actuelle. Les fellahs possédant moins de 3 feddans (un feddan représente 4 500 mètres carrés) bénéficieront de prix préférentiels pour la vente de leurs récoltes à l'Etat.

Toutes les subventions ne seront pas supprimées. Le pain « baladi » (« populaire »), qui constitue la nourriture de base de l'égyptien avec les fèves et le thé, continuera d'être vendu à un demi-plastre (un demi-centime environ) l'unité, et les transports en commun resteront très bon marché. Il en coûtera à l'Etat 200 millions de livres par an pour le pain et 11 millions et demi de livres pour les seules lignes d'autobus du Caire et d'Alexandrie.

J.-P. FERONCEL-HUGOZ.

Liban

Les dirigeants maronites menacent de « réexaminer leurs relations avec l'Etat »

Beyrouth (A.F.P.-U.P.I.). — A l'issue d'un colloque de trois jours tenu à Sidon, les dirigeants du Front libanais, qui regroupent les principales organisations politiques maronites, ont demandé dans un communiqué publié samedi 27 août, la réouverture de tous les Palestiniens résidents au Liban dans les pays membres de la Ligue arabe. Le communiqué attire l'attention des autorités libanaises sur le drame du Sud-Liban, « en les avertissant que les incidents sanglants dans cette région ne prendront fin que lorsque les Palestiniens quitteront le sud du pays ».

Le Front a fait également remarquer que près d'un an après l'entrée de la force d'occupation (P.A.L.) au Liban, les Libanais ne sont pas traités sur le même pied que les « agresseurs palestiniens ». « Nous ne nous en faisons pas une affaire », ont-ils écrit, « la présence des soldats de la P.A.L. est la conséquence d'un problème de nos entreprises d'investissement et d'embourgeoisement. Et, malgré la hausse des prix de produits alimentaires du début de l'année, le peuple libanais souffre d'inflation en 1977 inférieure à celle de 1976 ».

M. Barre énumère ensuite les trois facteurs qui, en matière d'emploi, « jouent contre nous ». Il explique : « D'abord, la plupart des entreprises libanaises ont des effectifs en excès. (...) Mais, dans la fin de 1976, les entreprises ne peuvent plus tenir. C'est cet ajustement qui se déroule sous nos yeux, et qui gonfle les effectifs des demandeurs d'emploi. (...) Il est indéniable, ensuite, l'arrivée massive, sur le marché du travail, des femmes. (...) C'est un phénomène irréversible, indépendamment de la conjoncture. (...) Enfin, il existe un problème de qualification professionnelle. (...) Il y a un problème réel pour certains jeunes. La prolongation de la scolarité à seize ans n'a pas toujours été accompagnée de l'étape de la formation professionnelle classique. Ensuite, ils n'ont plus très envie de reprendre. Ils voudraient des emplois de bureau. (...) Il y a aussi un problème de salaires. Ils ne sont souvent ni élevés, ni bien payés que les autres. Bref, le gouvernement prend de plein fouet toutes ces pressions conjuguées ».

Le premier ministre libanais en appelle à l'opportunité d'une rencontre, autant les interventions ponctuelles sont indispensables.

inter-arabes — celui qui oppose les forces libanaises de droite aux Palestiniens et celui qui met aux prises l'Égypte et la Libye, — affaiblissent ainsi le monde arabe face à Israël.

● A MOSCOU, M. Yasser Arafat, qui est arrivé dimanche soir dans la capitale soviétique, devait commencer ce lundi une série d'entretiens, notamment avec M. Gromyko. Le président de l'O.L.P. est accompagné d'une importante délégation comprenant M. Farouk Kaddoumi, qui fait fonction de ministre des affaires étrangères de la « centrale » des feddayn.

● AU CAIRE, la presse égyptienne a critiqué violemment le refus de l'O.L.P. d'accepter la résolution 242 du Conseil de sécurité mais croit savoir que ce refus n'a pas compromis le dialogue discrètement poursuivi entre les États-Unis et les représentants de M. Arafat. A ce propos, l'hebdomadaire libanais Al Nahar arabe et international croit savoir que des contacts américains-palestiniens, « ultra-secrets » ont eu lieu récemment au Caire, à Genève, à Londres et à Beyrouth.

● A AMMAN, le Jordan Times estime que l'O.L.P. a commis une « erreur coûteuse » en rejetant la résolution 242, privant ainsi le président Carter d'un « puissant moyen de pression sur Israël ». (A.F.P., U.P.I., A.P.)

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES

M. Barre : pourquoi la gauche ne gagnera pas

L'hebdomadaire « Le Point », dans son numéro du 29 août, sous l'interview de M. Raymond Barre. Au cours de trois entretiens avec Georges Siffert, le premier ministre s'explique sur la situation économique de la France et sur la situation politique telle qu'elle se dessine actuellement.

Après avoir rappelé quelle était la situation économique en août 1976 — « L'atmosphère glissait sur la pente et allait droit au fossé », — il observe que, en ce qui concerne le niveau de la monnaie, l'équilibre du commerce extérieur, l'évolution des rémunérations, « la tendance est à la hausse ». « En 1975, à la suite du plan de redressement, la production industrielle a baissé de 16 %. En 1977, elle a continué à augmenter de façon modérée, mais elle n'a pas baissé ».

Pour ce qui concerne l'inflation, il déclare : « Les indices élevés du premier semestre, c'est la conséquence inévitable du passé. Il fallait accepter ces ajustements de prix si l'on voulait sauvegarder la capacité de nos entreprises d'investir et d'embourgeoisement. Et, malgré la hausse des prix de produits alimentaires du début de l'année, le peuple libanais souffre d'inflation en 1977 inférieure à celle de 1976 ».

M. Barre énumère ensuite les trois facteurs qui, en matière d'emploi, « jouent contre nous ». Il explique : « D'abord, la plupart des entreprises libanaises ont des effectifs en excès. (...) Mais, dans la fin de 1976, les entreprises ne peuvent plus tenir. C'est cet ajustement qui se déroule sous nos yeux, et qui gonfle les effectifs des demandeurs d'emploi. (...) Il est indéniable, ensuite, l'arrivée massive, sur le marché du travail, des femmes. (...) C'est un phénomène irréversible, indépendamment de la conjoncture. (...) Enfin, il existe un problème de qualification professionnelle. (...) Il y a un problème réel pour certains jeunes. La prolongation de la scolarité à seize ans n'a pas toujours été accompagnée de l'étape de la formation professionnelle classique. Ensuite, ils n'ont plus très envie de reprendre. Ils voudraient des emplois de bureau. (...) Il y a aussi un problème de salaires. Ils ne sont souvent ni élevés, ni bien payés que les autres. Bref, le gouvernement prend de plein fouet toutes ces pressions conjuguées ».

Le premier ministre libanais en appelle à l'opportunité d'une rencontre, autant les interventions ponctuelles sont indispensables.

Il va de soi que le gouvernement va intervenir dans le domaine du bâtiment et des travaux publics. Enfin M. Barre justifie « un certain décalage budgétaire » : « Aujourd'hui, la croissance de la masse monétaire est contenue, le franc s'est stabilisé, l'évolution des revenus se modère. On peut donc admettre, en raison de la situation économique nationale et internationale, un certain décalage budgétaire. Il précède cependant qu'il doit rester limité, car un recours excessif à l'épargne s'opérerait au détriment des entreprises ».

Sur le plan politique, M. Barre explique pourquoi, à son avis, la gauche ne gagnera pas. « La première raison tient à ce que les Français, quand ils sont confrontés à la réalité, ont une certaine lucidité. Pendant longtemps, ils ont entendu parler du programme commun sans l'avoir vu. Je ne suis pas encore très sûr qu'ils l'aient vu, mais il commencent à savoir ce qu'il contient. Ils commencent à comprendre que c'est trop beau pour être vrai. Ils veulent bien raison, mais ils ne veulent pas changer de société — et ils n'ont pas tort. (...) Il y a enfin une autre raison : les Français ne sont pas sûrs des intentions communistes. Ils sont méfiant ».

Estimant que la bataille P.C.-P.S. « commence simplement plus tôt que prévu », le premier ministre observe : « Il est clair maintenant qu'il y a une lecture socialiste du programme commun très différente de la lecture communiste de ce programme. Mais ce qui me frappe, c'est l'intelligence de la gauche. Elle a compris que le P.C. est une force nouvelle, qu'elle a changé depuis l'affaire du chantage du programme commun. Le P.C. est logique, dans ses chiffres comme dans son comportement. Il veut contrôler les socialistes à dissiper certaines ambiguïtés. Le P.S. a signé, le P.C. demande que la signature soit observée. Or le chantage conduit à une autre société dont le programme les socialistes au fond d'eux-mêmes ne veulent pas. Et, croyez-moi, les communistes sont en position de force et ne feront pas de cadeau ».

[En cas d'entente] « Les socialistes seront devant les étages, et leurs intentions ou leurs espoirs se dissiperont en fumée. Je plains dans ce cas M. Mitterrand ».

« LA LETTRE DE LA NATION » (R.P.R.) : à gauche, le doute est mis.

Pierre Charpy, directeur de la Lettre de la Nation qui reparait après un mois d'interruption, notamment au sujet de la question P.C.-P.S. : « Il y a deux mois, nous nous étions occupés d'un climat très tendu sur la prétention socialiste d'en terminer avec l'actualisation du programme commun avant le 15 juillet, cela passait encore pour de la simple polémique. Or (...) Après avoir longtemps vanté les vertus du débat démocratique pour améliorer la qualité de l'union, François Mitterrand en vient à dire : « Il n'est jamais bon que des alliés se combattent de telle sorte que l'opinion publique pourrait donner de la qualité de leur union. Et s'il le dit, c'est que le mal est fait : le doute est mis ».

Ce doute, il faut non seulement l'exploiter mais le transformer en conviction qu'une victoire de la coalition du programme commun n'est ni possible ni souhaitable pour les Français. C'est ce qu'a entrepris Jacques Chirac à Périgueux et il continuera ».

M. SCHNEIDER (C.D.S.) ANNONCE SA CANDIDATURE DANS LE 16^e ARRONDISSEMENT

M. Bernard Schneider, président des clubs Démocratie nouvelle, membre du secrétariat national du C.D.S. et membre fondateur du Carrefour social-démocrate, annonce sa candidature dans la vingt et unième circonscription de Paris, l'une des deux circonscriptions du seizième arrondissement. M. Schneider indique que « le sens de [sa] candidature est d'abord d'assurer dans cet arrondissement la continuité communiste, c'est-à-dire de faire prévaloir la justice sociale, l'union et le dialogue sur la division et les affrontements stériles ».

Le député sortant de cette circonscription est M. Gilbert Cantier, P.R., qui a succédé au général Paul Stehlin, non-inscrit, décédé le 22 juin 1976. Paul Stehlin avait été réélu avec l'étiquette Centre démocrate au second tour des élections législatives de mars 1973, avec 17 819 voix contre 16 927 au candidat de la majorité, M. Jacques Chirac, ancien secrétaire d'Etat, U.D.R.

UNE ÉLECTION CANTONALE...

DORDOGNE : canton de Périgueux-Ouest (1^{er} tour).

Inscr. 12 471 ; vot. 8 268 ; suffr. expr. 3 111. M. Roger Gossu, P.C., 3 338 voix ; Mme Paulette Labatut, cons. mun. de Périgueux, membre du comité central du R.P.R., 2 853 ; M. Didier Chénay, P.S., 1 556 ; René Chazotte, raymond, act. loc. 284 ; Louis Boval, Front progressiste, 78. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir le siège d'Yves Peron (P.C.), ancien député, décédé en juin dernier. Yves Peron, qui avait représenté le canton de 1953 à 1958 à l'Assemblée départementale, s'était présenté en septembre 1973 dans le canton nouvellement créé de Périgueux-Ouest. Il était arrivé en tête au premier tour avec 2 587 voix, devant Mme Paulette Labatut, qui avait recueilli 1 362 suffrages, MM. Roussseau, rad. anc. dép., 858 et Chénay, P.S.-U.G.D.S., 578. Il y avait eu 6 432 suffrages exprimés sur 6 566 votants et 10 234 inscrits. Au second tour, Yves Peron avait emporté avec 3 565 voix contre 3 362 à Mme Labatut.

Par rapport au premier tour de 1973, le représentant du parti communiste progressa de 1,32 point en pourcentage (41,15 % contre 39,63 %), et le candidat du parti socialiste de 1,22 points (19,18 % contre 18,96 %). Mme Labatut perdit, quant à elle, 1,48 point (35,28 % contre 36,99 %).

Pour cette élection cantonale, Mme Labatut avait bénéficié du soutien de M. Jacques Chirac, président du R.P.R., et de M. Yves Stehlin, député, maire de Périgueux, délégué politique du R.P.R., qui avaient participé, vendredi 26 août, à un meeting en sa faveur. D'autre part, M. Henri Rousseau, député, premier secrétaire de la Fédération communiste de Paris, avait animé une réunion de soutien de M. Gossu, et M. Jean Popereau, député du Rhône, membre du secrétariat national du P.S., une de M. Deloray.]

... ET UNE MUNICIPALE

SEINE-ET-MARNE : Vayres-sur-Marne (2^e tour).

Inscr. 6 583 ; vot. 2 121 ; suffr. expr. 2 073. M. Houdouin, déf. des int. comm. 1 080 voix, S.L.U. ; Mme Chopard, P.C., 992.

[L'agissant de pourvoir un siège au conseil municipal, vacant depuis l'annulation de l'élection au 2^e tour de M. Lavergne (P.S.), promue par le tribunal administratif en raison d'un erreur dans le décompte des bulletins, M. Lavergne était de nouveau candidat au premier tour de cette élection partielle. Il a recueilli 479 suffrages, contre 701 à M. Houdouin et 497 à Mme Chopard sur 6 583 inscrits et 1 677 suffrages exprimés. Le conseil municipal est composé de 21 membres, 3 P.C. et 3 P.S.]

SANS NOMMER EXPLICITEMENT ISRAËL

Le président Carter dénonce « l'intransigence » de Jérusalem

Le président Carter estime que se manifeste une « intransigence de plus en plus grande » face à l'absence de progrès dans la question du Proche-Orient. Dans l'entretien qu'il a accordé à un groupe de journalistes et qui a été rendu public le dimanche 27 août par la Maison Blanche, le chef de l'exécutif américain a adressé une mise en garde à Israël. « Je pense, a-t-il déclaré, que toute nation du Proche-Orient qui ferait preuve d'intransigence encourrait, au moins dans une certaine mesure, la condamnation du reste du monde ».

Il a laissé entendre que sa réprobation visait Israël, en ajoutant que les dirigeants arabes avaient fait montre d'une « bonne volonté plus grande » que celle que son gouvernement avait établie avec eux dans « des relations de plus en plus compliquées ». « Je dois dire, a-t-il ajouté, que l'acceptation sera grande chez nous, au Proche-Orient et dans le monde, si des progrès ne sont pas accomplis dans le courant de cette année ».

La Prava a néanmoins accusé Washington, le dimanche 28 août, d'entretenir le conflit au Proche-Orient. « En agissant d'une manière plus effective sur Israël », écrit le quotidien soviétique, les États-Unis lui ont en fait donné carte blanche ». La Prava s'en prend également à ceux qui alimentent les conflits

inter-arabes — celui qui oppose les forces libanaises de droite aux Palestiniens et celui qui met aux prises l'Égypte et la Libye, — affaiblissent ainsi le monde arabe face à Israël.

● A MOSCOU, M. Yasser Arafat, qui est arrivé dimanche soir dans la capitale soviétique, devait commencer ce lundi une série d'entretiens, notamment avec M. Gromyko. Le président de l'O.L.P. est accompagné d'une importante délégation comprenant M. Farouk Kaddoumi, qui fait fonction de ministre des affaires étrangères de la « centrale » des feddayn.

● AU CAIRE, la presse égyptienne a critiqué violemment le refus de l'O.L.P. d'accepter la résolution 242 du Conseil de sécurité mais croit savoir que ce refus n'a pas compromis le dialogue discrètement poursuivi entre les États-Unis et les représentants de M. Arafat. A ce propos, l'hebdomadaire libanais Al Nahar arabe et international croit savoir que des contacts américains-palestiniens, « ultra-secrets » ont eu lieu récemment au Caire, à Genève, à Londres et à Beyrouth.

● A AMMAN, le Jordan Times estime que l'O.L.P. a commis une « erreur coûteuse » en rejetant la résolution 242, privant ainsi le président Carter d'un « puissant moyen de pression sur Israël ». (A.F.P., U.P.I., A.P.)

inter-arabes — celui qui oppose les forces libanaises de droite aux Palestiniens et celui qui met aux prises l'Égypte et la Libye, — affaiblissent ainsi le monde arabe face à Israël.

● A MOSCOU, M. Yasser Arafat, qui est arrivé dimanche soir dans la capitale soviétique, devait commencer ce lundi une série d'entretiens, notamment avec M. Gromyko. Le président de l'O.L.P. est accompagné d'une importante délégation comprenant M. Farouk Kaddoumi, qui fait fonction de ministre des affaires étrangères de la « centrale » des feddayn.

● AU CAIRE, la presse égyptienne a critiqué violemment le refus de l'O.L.P. d'accepter la résolution 242 du Conseil de sécurité mais croit savoir que ce refus n'a pas compromis le dialogue discrètement poursuivi entre les États-Unis et les représentants de M. Arafat. A ce propos, l'hebdomadaire libanais Al Nahar arabe et international croit savoir que des contacts américains-palestiniens, « ultra-secrets » ont eu lieu récemment au Caire, à Genève, à Londres et à Beyrouth.

● A AMMAN, le Jordan Times estime que l'O.L.P. a commis une « erreur coûteuse » en rejetant la résolution 242, privant ainsi le président Carter d'un « puissant moyen de pression sur Israël ». (A.F.P., U.P.I., A.P.)

ARMÉE

En garnison à Castelnaudary

LE GROUPEMENT D'INSTRUCTION DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE DEVIENT RÉGIMENT

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Le Groupement d'instruction de la légion étrangère (G.I.E.), qui, le 11 décembre 1976, après son départ de Comarville (Castelnaudary) (Aude) comme ville de garnison, va devenir, le samedi 3 septembre, le régiment d'instruction de la légion étrangère. A ce titre, il recevra des mains de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, la garde du drapeau du 4^e régiment étranger d'infanterie, dont il maintiendra la tradition.

Le 4^e R.E.I. dont le drapeau se trouve actuellement dans la salle d'honneur des régiments étrangers, à Aubagne (Bouches-du-Rhône), a été créé le 15 novembre 1920 avec des éléments des 1^{er} et 2^e régiments étrangers d'infanterie. Il participe aux opérations du Levant, du Rif et de l'Afrique. Au début de la deuxième guerre mondiale, il cède une grande partie de ses effectifs à la 13^e demi-brigade, en partance pour Narvik, ainsi qu'à un régiment étranger d'infanterie, destiné à la Syrie. Après l'armistice, il devient le demi-brigade pour être envoyé au Sénégal. L'unité sera rattachée en Afrique du Nord pour participer à la campagne de Tunisie après avoir été intégrée au 1^{er} régiment de marche de la légion. C'est en 1947 que la demi-brigade retrouvera son appellation à Madagascar, lors de la rébellion malgache. Elle deviendra régiment porté. En mars 1957, le 4^e R.E.I. est le dernier régiment régional à quitter le Maroc. Regroupé en 1958 en Algérie, il est chargé de maintenir la garde sur le barrage de la frontière tunisienne. — I. P.

Comores

L'élaboration de la Constitution

M. Hervé Chagnon nous prie de publier la mise au point suivante, à propos des deux articles de notre envoyé spécial aux Comores, Jean-Claude Pomonti (Le Monde des 5 et 6 août) :

J'ai été très surpris de me voir énumérer comme l'un des rédacteurs de la Constitution des Comores, à propos des deux articles de notre envoyé spécial aux Comores, Jean-Claude Pomonti (Le Monde des 5 et 6 août) :

J'ai été très surpris de me voir énumérer comme l'un des rédacteurs de la Constitution des Comores, à propos des deux articles de notre envoyé spécial aux Comores, Jean-Claude Pomonti (Le Monde des 5 et 6 août) :

J'ai été très surpris de me voir énumérer comme l'un des rédacteurs de la Constitution des Comores, à propos des deux articles de notre envoyé spécial aux Comores, Jean-Claude Pomonti (Le Monde des 5 et 6 août) :

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM

Expérience pédagogique depuis 24 ans

- Préparation de vacances :
- Recyclage pour bacheliers (math, physique, chimie) par petits groupes
- Mise à niveau pour redoublants (matières au choix)
- Recyclage de Pré-Rentrée
- Année complète de formation méthodologique (contrôle par raisonnement de 14 heures hebdo de Cours et Exercices)
- Préparation Annuelle
- Préparation par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CNU pour toutes matières enseignées

AUTEUIL 6, Av. Léon-Hellier 75016 Paris Tél. 238 52 09

TOLBIAC 53, Av. d'Italie 75013 Paris Tél. 569 63 91

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● M. PETER ALTMEIER, ancien président fédéral du Québec au référendum de 1975, qui présida à deux reprises le Bundestag (sénat ouest-allemand) est mort dimanche 28 août, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il avait participé en 1949, à la rédaction de la Constitution de la République fédérale d'Allemagne. (A.P.)

Bulgarie

● M. CRACUSCU, chef de l'Etat et du P.C. roumain, fera une visite à Sofia dans la première décennie de septembre. D'autre part, M. Brejnev serait attendu cette semaine en Bulgarie pour y passer quelques jours de vacances. — (U.P.I.)

Canada

● LES ÉQUILIBRÉS DU QUÉBEC ont avisé le gouvernement de la province qu'ils feraient sécession si la séparation était l'emportée. Réunis samedi 27 août à Fort-Chimo, dans le nord de la province, plusieurs centaines des quatre mille Équilibrium vivants au Québec ont menacé les envoyés du gouvernement québécois de ne plus reconnaître l'autorité de celui-ci au nord du 55^e parallèle

(environ un tiers du territoire québécois) dans le cas d'une réponse positive des Québécois au référendum prévu sur l'indépendance. — (A.F.P.)

Chili

● M. FELIPE GONZÁLEZ, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est arrivé dimanche 28 août à Santiago pour défendre « en tant qu'avocat » M. Erich Schnake, ex-sénateur socialiste chilien actuellement en prison. — (A.F.P.)

Namibie

● DIX PERSONNES ONT ÉTÉ BLESSÉES samedi 27 août, dont deux gravement, dans la ville de Tsumeb, dans le nord du pays, au cours d'affrontements entre les partisans de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO) et ceux de la conférence constitutionnelle de Turnhalle, mouvement soutenu par l'Afrique du Sud. — (A.F.P.)

Ouganda

● LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT a annoncé dimanche 28 août qu'il avait demandé à l'ambassade d'Allemagne fédérale à Kampala, chargée de la défense des intérêts américains en Ouganda, de vérifier « d'ur-

gence » les informations faisant état de la disparition de trois ressortissants américains, dont le maréchal Amin aurait défilé l'indépendance. A Londres, le Sunday Times, citant une information ougandaise réfugiée au Kenya, a écrit qu'il s'agit des trois Américains ont été arrêtés dans un hôtel de Kampala par la police secrète ougandaise. L'information affirme que les trois Américains ont été décapités les cadavres des Américains qui avaient été transportés à l'hôpital militaire proche de Kampala. Les têtes, affirme-t-elle, devaient être emmenées à l'ancien poste de commandement de Kampala « pour l'amusement du président ». — (Reuters)

Union soviétique

● M. GROMYKO, ministre soviétique des affaires étrangères, a déclaré au sénateur McGovern que les entretiens qu'il aura du 7 au 9 septembre en Autriche avec M. Cyrus Vance auront « une importance cruciale pour la conclusion de l'accord Sali-2 », a révélé samedi 27 août, à Moscou, le sénateur américain. M. Gromyko, 64-ans, a déclaré qu'une nouvelle fois la production de missiles Cruise comme un « facteur de danger et de déséquilibre ». — (A.F.P.)



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

M. Mitterrand : le P.S. ne traitera pas avec les partis de l'actuelle majorité

M. François Mitterrand a évoqué, samedi 27 août, sur Antenne 2, les difficultés que rencontre la gauche pour actualiser son programme commun. Évoquant l'attitude des communistes, le premier secrétaire du P.S. a estimé que ses alliés « ont été plus qu'il ne convenait au souci de s'affirmer, soi-même, c'est-à-dire de se présenter à la veille des élections dans une situation de compétition à l'égard des socialistes, parce que, tout simplement, les socialistes sont devenus le premier parti de France ».

Après avoir expliqué qu'« il faut savoir terminer une discussion », M. Mitterrand a déclaré : « Les agressions dont a été victime », selon lui, le P.S.

En ce qui concerne le « sommet » des dirigeants de l'union de la gauche, qui doit en principe se réunir le 13 ou le 14 septembre, le premier secrétaire du P.S. a déclaré :

« Si cela ne tient qu'aux socialistes, ce sera une négociation sérieuse, mais comme il reste un certain nombre de points secondaires, cela devrait être réglé avec eux. Quand aux problèmes importants, qui sont de l'ordre de trois ou quatre, je pense que quelques heures devraient suffire. Si elles ne suffisent pas, nous verrons bien. »

M. Mitterrand a reconnu qu'« il n'est jamais bon que des alliés se combattent de telle sorte que l'opinion publique pourrait douter de la qualité de leur union ». Il a ajouté que s'il fallait affirmer la personnalité du P.S., il n'aurait pas à ce que cela soit au détriment de l'union de la gauche. « J'espère, a-t-il noté, que le parti communiste comprendra que c'est aussi son intérêt ».

Le premier secrétaire du P.S. a profité de son intervention télévisée pour préciser : « En aucune circonstance le parti socialiste ne traitera avec les partis conservateurs ».

teurs, c'est-à-dire avec quelques partis que ce soit membre de l'actuelle majorité parlementaire ».

M. LEROY : le premier secrétaire du P.S. a évité les questions de fond.

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré dimanche 28 août à Saint-Etienne-du-Rouvray, en réponse à M. Mitterrand :

« Il faut bien constater que François Mitterrand a évité les questions de fond. Pour notre part, nous disons qu'il faut fixer le SMIC à 2 200 F dès maintenant, élever les salaires, réserver la hiérarchie dans le rapport de 1 à 5. Nous disons aussi que pour se donner les moyens d'une politique sociale nécessaire, il faut assurer un chômage indispensable de nationalisations et établir l'impôt sur le capital ».

« De tout cela il n'a pas été question. Le premier secrétaire du parti socialiste n'a pas dit ce qu'était la position de son parti ».

« Soulever démocratiquement ces problèmes, ce n'est ni se livrer à une agression ni exprimer une tendance dominatrice. C'est simplement dire les choses comme elles sont, comme elles doivent être posées. Il est impossible d'envisager, comme vient de le faire à nouveau Louis Mermaz (1), que la gauche aille aux élections avec le programme commun de 1972 ».

« Retarder de cinq ans sur la réalité, ce serait proposer l'autorité. Pour que se tienne une bonne rencontre au sommet, il faut la préparer. Pour que se termine la discussion, il faut la poursuivre comme l'a fait le groupe des quinze ».

(1) Dans un article publié par le Nouvel Observateur, daté 29 août, Louis Mermaz, membre du secrétariat du P.S., écrit notamment : « Le programme commun de 1972 est toujours valide. Il est la loi des trois partis de gauche. L'accord sur l'actualisation sera total, c'est-à-dire sans « blancs », ou ne sera pas ».

M. Rocard : le langage de Barre date d'avant la dernière guerre

Dans une interview publiée dans le numéro de l'Express daté 29 août-4 septembre, M. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste, déclare notamment :

« Ce qui nous inquiète le plus, c'est l'incertitude de l'investissement. Nous perdons des outils de production. Les faillites restent nombreuses : le double de ce qu'elles étaient il y a à peu près cinq ans. Qui dit faillite dit disparition de l'instrument de production. Une politique de relance telle que celle que nous préconisons rencontrerait l'obstacle de la destruction de ces outils de production ».

« Nous perdons aussi, partout, des parts de marché. La fragilité de notre balance extérieure reste grande. (...) »

« Tout le langage de Raymond Barre date d'avant la dernière guerre. Une politique de déflation avait alors des résultats dramatiques, mais elle avait des résultats. Maintenant, elle n'en a plus. Les entreprises font le contraire de ce que l'on attend ».

En ce qui concerne l'actualisation du programme commun, M. Rocard note :

« Un choix fondamental a été fait, et celui des trois partis qui assument la responsabilité de briser l'unité subit un discrédit politique considérable ».

« Reste que nous discutons d'une affaire sérieuse. Et il n'est pas question de capituler. (...) »

« Mais il y a des mesures que nous ne croyons pas bonnes pour des raisons politiques, juridiques, économiques. Nous finirons par trouver un compromis. Mais le destin de la République française ne sera pas menacé si nous acceptons certaines solutions auxquelles le parti socialiste ne tenait pas. Quant à céder sur tout, il n'en est pas question ».

« Nous allons être, du jour au lendemain, face à des problèmes énormes que, à mon avis, la réaction sera exactement inverse de celle que certains attendent : notre solidarité sera renforcée par la difficulté ».

M. ATTALI (P.S.) : les moyens de la réussite ou les risques de l'échec.

Dans une interview publiée par le Nouvel Observateur, M. Jacques Attali, membre du comité directeur du P.S., conseiller économique de M. Mitterrand, explique que la gauche, si elle arrive au pouvoir, devra compter avec les contraintes économiques imposées par l'environnement capitaliste. Le choix, ajoute-t-il, ne sera pas entre l'abandon et l'austérité mais entre les moyens de la réussite et les risques de l'échec. M. Attali observe, à propos du SMIC : « Il ne faut pas se faire d'illusions. Quel que soit le chiffre avancé, on trouvera toujours quelqu'un pour proposer 10 % de plus. Mais que ce soit sous le nom de « Telus de l'austérité pour les travailleurs ». Même à 2 400 F par mois, le SMIC ne serait pas synonyme d'abondance ».

Au sujet des nationalisations, il précise que celle de Dassault ne se limitera pas à la S.A.R.L. qui contrôle nombre d'entreprises, et que Roussel-Uclaf et C.I.J.-Honeywell-Bull seront nationalisés selon

une procédure préservant « les biens techniques et commerciaux essentiels à leur expansion tissés avec leur partenaire étranger ».

Les cas de Thomson-C.S.P. et de CIT-Alcatel entrent dans le problème général des filiales. Selon M. Attali, la proposition communiste tendrait à nationaliser toutes les entreprises majoritairement possédées par le secteur public (c'est-à-dire par les entreprises publiques et les nouveaux groupes nationaux). Y compris les banques (ce bien au-delà de ce qui a été prévu en 1972, et implique à un bouleversement profond de la nature et de la logique du programme commun).

Il indique : « Loin d'en viser mille quatre cent cinquante, bien plus de dix mille entreprises qui seraient concernées. Parmi elles, citons Carier, Poliet et Chausson, Jacques Bonel, mais aussi Pechiney, la Sores, Intal, les Salins du Midi, etc. Cela est inacceptable. C'est évidemment inutile car les filiales majoritairement détenues par les entreprises publiques sont de toute façon contrôlées par elles ».

« Mais cela ne veut pas dire qu'une filiale d'entreprise publique ne sera nationalisée. Ni que le statut de ces filiales ne devra pas être démocratisé. D'autre part, certaines filiales majoritaires qui jouent un rôle essentiel dans la stratégie du groupe, notamment en occupant une situation de monopole sur certains marchés, pourront être nationalisées. Enfin, certaines autres seront rendues au secteur privé pour créer des petites et moyennes entreprises ».

Selon M. Attali, nationaliser le secteur de la sidérurgie à court terme ne fait que récompenser les groupes capitalistes pour leurs erreurs de gestion en leur permettant de retirer leurs capitaux de ces entreprises en difficulté ».

La réponse de « l'Humanité »

Dans l'Humanité du 29 août, Martine Buland rappelle que les communistes ne veulent pas procéder à une meilleure distribution de l'actuel gâteau mais en confisquer une partie. Elle rappelle que le P.C. propose de nationaliser « moins de mille quatre cent cinquante entreprises, toutes identifiées » et non dix mille, comme l'assure M. Attali, « sans expliquer d'où il sort un tel chiffre ». L'Humanité ajoute : « Le parti socialiste met en avant la nécessité de démocratiser la gestion des entreprises. Mais sa position sur les nationalisations est contraire à de tels principes ».

« La nationalisation des seuls holdings conduit à renforcer le pouvoir de l'Etat. Le risque est grand de voir les décisions prises au plus haut niveau (là où l'Etat détient la totalité du capital) ne laisser aux travailleurs qu'un semblant de participation ».

M. AUGUSTIN LAURENT (P.S.) : l'adversaire est spectateur.

M. Augustin Laurent, ancien ministre socialiste, maître honoraire de Lille, estime, dans un article publié le 27 août par Nord-Matin, que dans la mise au point du programme commun, on procède « comme s'il s'agissait d'un match de catch où l'on s'ingénierait à porter le plus de coups possibles ». « A qui, s'interroge-t-il, à l'adversaire ? Non, l'adversaire, le vrai, est spectateur et c'est sous ses yeux amusés que se déroule cette intrinsèque diabolique opération. » Il poursuit : « Il n'y aura pas de rupture. Plus simplement, il est trop clair que le parti communiste prépare sa propre campagne législative en exploitant toutes les faiblesses des propositions qu'il a faites depuis plusieurs semaines ».

« Le thème est facile à décoder. Nous, communistes, nous avons proposé ceci et cela... Malheureusement, nos camarades socialistes n'ont pas accepté, mais nous serons fermes dans l'action commune que nous mènerons loyalement dans l'intérêt de notre patrie, etc. » Disons-le sans artifice, mais avec gravité : ce n'est pas à ce niveau que plus de la moitié des Français ont placé leur espoir et leur volonté de faire triompher les objectifs de la gauche ».

POINT DE VUE

Une démocratie inégalitaire

par ALAIN VIVIEN (*)

1958. Lors des débats organisés l'élection de la future Assemblée nationale, on convint d'un découpage des circonscriptions qui les stabilisent en moyenne à un peu moins de cent mille habitants. Bien entendu, le cas des départements peu peuplés était traité à part et, tout à fait légitimement, chacun d'entre eux, quelle que soit sa population, disposait au moins de deux députés.

1977. Près de vingt ans après, où en sommes-nous parvenus ? L'évolution démographique renforce constamment les circonscriptions urbanisées jusqu'à créer des déséquilibres scandaleux. Ainsi, les quatre circonscriptions les plus peuplées de France se trouvent-elles en région parisienne (troisième de l'Esseonne, cinquième du Val-d'Oise et première de la Seine-et-Marne) et dans les Bouches-du-Rhône (dixième circonscription). Au recensement de 1975, ces quatre circonscriptions avaient de 231 000 à plus de 317 000 habitants (soit de 127 000 à plus de 171 000 électeurs). Si, sur les quatre, trois d'entre elles ne contiennent qu'assez peu de communes (de 6 à 24), la quatrième, celle de Seine-et-Marne, regroupe

quatre-vingt-quatre villes et villages.

A l'autre extrémité de la carte de densité démographique et politique, une dizaine de circonscriptions n'atteignent que de 35 000 à 58 000 habitants.

Écartons immédiatement celles des départements peu peuplés dont la représentation ne saurait être réduite car elle serait ramené à moins de deux parlementaires (Lozère, Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence, etc.). On n'en découvre pas moins que parmi ces circonscriptions minuscules deux appartiennent... à la ville de Paris, les quatrième et sixième, l'une ne contient que 30 500 électeurs, l'autre un peu plus de 38 000 !

Autrement dit, pour faire un député en région parisienne, il faut moins de 40 000 électeurs dans le cœur dépeuplé de Paris et plus de 120 000 en banlieue. En d'autres termes encore, M. Pierre Juquin, député de l'Esseonne, « voit » quatre fois et demi plus d'électeurs que M. Maurice Couve de Murville à Paris.

Cette situation, objectivement inéquitable, est objectivement établie et que leur silence pérennise.

LES DIX CIRCONSCRIPTIONS LES PLUS PEUPLÉES

CIRCONSCRIPTIONS	HABITANTS 1975	ELECTEURS 1976	COMMUNES	DÉPUTÉS	PARTIS
Esseonne (3 ^e)	317 000	171 451	13	Juquin	P.C.F.
Bouches-du-Rhône (10 ^e)	265 963	143 290	24	Rienbois	P.C.F.
Val-d'Oise (5 ^e)	257 466	132 262	30	Canac	P.C.F.
Seine-et-Marne (1 ^{re})	231 000	127 103	94	Vivien	P.S.
Esseonne (2 ^e)	224 945	131 655	107	Boncher	R.P.R.
Seine-Saint-Denis (9 ^e)	216 325	115 148	11	Vatout	R.P.R.
Esseonne (1 ^{re})	212 069	115 652	18	Combrisson	P.C.F.
Calvados (1 ^{re})	208 807	119 453	45	Métadieu	P.S.
Loire (2 ^e)	207 509	103 386	9	Dubedout	P.S.
Seine-Saint-Denis (8 ^e)	205 876	106 883	5	Ballanger	P.C.F.

LES DIX CIRCONSCRIPTIONS LES MOINS PEUPLÉES

CIRCONSCRIPTIONS	HABITANTS 1975	ELECTEURS 1976	COMMUNES	DÉPUTÉS	PARTIS
Lozère (2 ^e)	35 401	25 344	112	Blanc	P.R.
Lozère (1 ^{re})	35 404	25 722	53	Coudane	P.R.
Hautes-Alpes (2 ^e)	42 376	30 740	81	Fapei	P.R.
Corse-du-Sud (2 ^e)	41 156	28 264	44	De Rocca-Serra	R.P.R.
Territoire-de-Belfort (2 ^e)	51 184	32 673	55	Foral	P.S.
Paris (6 ^e)	52 999	39 452	—	Conte de Murville	R.P.R.
Hautes-Alpes (1 ^{re})	54 982	37 380	98	Bernard - Raymond	C.D.S.
Alpes-de-Haute-Provence (2 ^e)	55 877	39 862	106	Delorme	P.S.
Alpes-de-Haute-Provence (1 ^{re})	56 301	37 390	99	Wassot	M.R.G.
Paris (4 ^e)	56 331	38 175	—	Ba	R.P.R.

(PUBLICITÉ)

LA CHUTE DES CHEVEUX C'EST UN « FAIT »

DEPUIS LA PLUS HAUTE ANTI-QUINTE, une belle chevelure demeure le symbole même de la vie, beauté, jeunesse, force, santé, sexualité... Que de vertus n'y ont-elles pas servies pour l'éternité !

C'est encore dans « l'Hémisphère d'une chevelure » que Boudhaïre poursuivait pompeusement ses rêves et ses fantasmes. Mais de beaux cheveux ne sont pas forcément un cadeau des dieux... Les désordres du cuir chevelu et les inconvénients qu'ils entraînent, c'est un fait, et c'est l'affaire de spécialiste.

Il est vrai qu'actuellement des traitements bien adaptés peuvent remédier aux nombreux désordres du cuir chevelu :

Pellicules, démangeaisons, des cheveux très gras ou très secs, etc.

Ces troubles sont appliqués en institut par des spécialistes qui, depuis vingt ans, ont fait du traitement capillaire leur métier.

Ces spécialistes se trouvent dans les instituts capillaires EUROCAP de votre région :

4, rue de Castiglione, 75001 PARIS
Tél. : 260-38-84



UNE VÉRITÉ SCIENTIFIQUE

Pour EUROCAP chaque cas est particulièrement étudié et suppose une intervention personnalisée. En fait, c'est avec beaucoup d'abstention que l'on peut obtenir des résultats tangibles.

Autant il est absurde de prétendre aujourd'hui que des miracles peuvent être réalisés dans le domaine des traitements capillaires, autant il serait vain de nier les succès réels que l'on peut obtenir à la suite d'un traitement sérieux et approprié.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

révisé par des lecteurs

réservés à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE

PRESUP CLASSE PRÉPARATOIRE

(Avant : MÉDECINE • VÉTÉ • AGRICULTURE) :

ADAPTATION aux méthodes de l'Enseign. Supérieur

MISE A NIVEAU ou RECYCLAGE pour tous bacheliers

NADAUD

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

19, rue Jussieu, PARIS (5^e)

707-13-88 ou 76-05



(Dessin de PLANTU.)

M. GENNESSEUX (M.R.G.) : le programme commun de 1972 est caduc.

M. Guy Gennesseux, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, conseiller de Paris, a déclaré lundi 29 août :

« Le programme commun signé en juin 1972 portait une échéance, celle d'une législature de cinq ans, c'est-à-dire le mois de juin 1977, période au cours de laquelle les partis engagés ont visé à la fois la nation à réaliser son contenu. Depuis juin 1977, le programme commun « style 72 » est caduc. Bien que ses grands principes et ses fondements soient toujours valables et d'actualité, son contenu est dépassé, déphasé, voire même sur certains points réalisé par la droite elle-même. Dans ces conditions, il est impossible, du moins pour le Mouvement des radicaux de gauche, d'envisager de reconstruire purement et simplement le programme commun de 1972. Se présenter devant les Français avec un tel programme serait non seulement une erreur tactique fatale qui consommerait l'impossibilité de la gauche à s'entendre, mais aussi une entreprise immorale. Pourrait-on en effet demander aux Français de juger des perspectives de la gauche alors même que celle-ci a avoué, en tentant de réactualiser son programme, que ces perspectives sont dépassées. Si le « sommet » de la gauche ne pouvait aboutir dans le sens d'un accord total, ne vaudrait-il pas mieux alors en revenir à une plate-forme électorale du type F.G.D.S. - P.C. de l'année 1967 plutôt que de présenter un faux programme commun ? »

« Mais dans ces conditions les Français mesureraient comme nous-mêmes quel long chemin la gauche aurait parcouru pour revenir dix ans en arrière. C'est pourquoi, en tout état de cause, les trois partis sont condamnés à s'entendre clairement. Tout autre schéma serait un recul grave qui remettrait tout en cause. »

M. FABRE : les transactions peuvent rapidement se terminer.

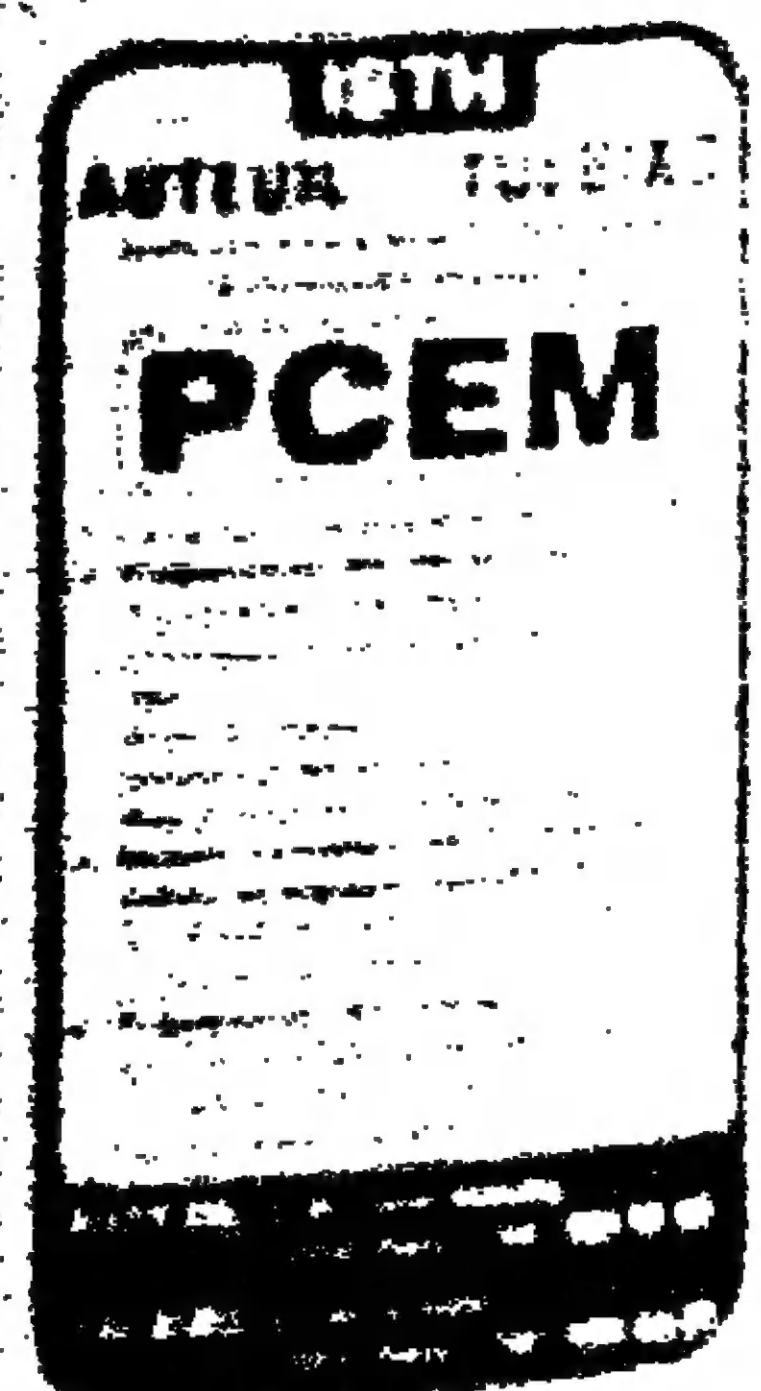
M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, dimanche 28 août, sur TF1 :

« Notre parti n'accepterait pas de suspension sur nos intentions, et nous n'avons jamais envisagé de quitter l'union de la gauche, et nous ne renouvellerons pas. Mais il est certain que dans le programme commun, doivent figurer un certain nombre de nos propositions, que nous avons mises dans une annonce et qui doivent être actuellement intégrées dans le corps de ce programme. Je pense, en particulier, à ce que nous appelons la liberté d'entreprendre, au large secteur privé de l'économie qui doit être maintenu. Il est évident que si ces grandes orientations, choisies en 1976 par nous, étaient renouées en cause, cela poserait problème ».

« L'apport des radicaux de gauche dans la version actualisée du programme commun se traitera aussi au niveau de certains autres problèmes, ceux de l'écolage, des libertés en général, de l'agriculture ».

« Je crois que nous pouvons arriver à un programme amélioré, encore faut-il qu'il y ait de la part de tous la même volonté d'aboutir. Nous pensons que les transactions peuvent rapidement se terminer. Il faut passer à un autre stade. »

« Les anciens résistants et la « résurgence du nazisme ». Après les récents attentats commis en France contre des monuments à la mémoire de la Résistance, la Fédération nationale des anciens de la Résistance (F.N.A.R.) « élève une réclamation protestataire contre le « résurgisme » et le nazisme et de l'antisémitisme » et s'étonne « que les auteurs de ces profanations restent impunis ».



POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LES AFFICHES

Deux campagnes pour un été

Depuis quelques années, les Français se sont habitués à voir, à côté des publicités vantant les qualités de tel ou tel produit, celles louant les programmes et les idées de partis politiques. Le marketing politique a conquis ce nouveau domaine. Un secteur juteux qui, en dehors des périodes électorales n'aurait guère de possibilités. Un nouveau pas est maintenant franchi. Jamais la France n'avait assisté, en pleine vacances, à une telle offensive de propagande politique. Les législatives ne sont, il est vrai, plus très loin et l'échéance est importante.

Cela a commencé à la mi-juillet. Les touristes et les badauds ont vu apparaître sur les murs des villes trois affiches, trois portraits et un slogan : « La majorité aura la majorité. » « Oui, mais quelle majorité ? » « Ironisés à ce propos, le dessinateur Wolinski. Le parti républicain venait d'ouvrir, pour quinze jours, sa campagne, durant ainsi la pion du R.P.R. « Une campagne qui répond à trois objectifs, déclare M. Jean-Pierre Rattier, député national chargé de l'animation et de la propagande : développer l'optimisme, montrer que nous avons l'intention de nous battre, et souligner notre souci d'apaisement dans la majorité et notre volonté d'union. » Pour atteindre ce triple but, trois photographes souriantes — une étudiante heureuse, un agriculteur jeune à l'allure sportive, une mère de famille sans soucis devant sa maison individuelle — et le portrait du secrétaire général du P.R., M. Jean-Pierre Solson, se demandant s'il faut sourire ou être sérieux. Tous trois sont des militants d'Auxerre, dont le maire est M. Jean-Pierre Solson lui-même. Dans cette ville, la campagne a d'ailleurs été prolongée jusqu'au 15 août. En définitive, trois affiches seulement ont été retenues, y compris celle, bien entendue, de M. Jean-Pierre Solson, dont il faut « assurer la notoriété ». Le portrait de l'étudiante est resté dans les cartons pour des raisons financières.

Cinq mille deux cents placards publicitaires, selon le P.R., de ces deux militants — représen-

taifs de la France — et du secrétaire général de ce mouvement ont fleuri dans les villes de l'Hexagone où la bataille des législatives doit être gagnée, ainsi que dans la capitale. « Une campagne non agressive, un coup par coup, qui s'adresse plus à la France qu'à son électoral, précise M. Jean-Pierre Rattier. Une campagne d'images pour frapper tous les Français. » Au R.P.R., par contre, la technique est différente. Les responsables de ce parti ont pris pour cibles les endroits où les Français se trouvent en été, c'est-à-dire les grands axes routiers et les lieux de vacances : une stratégie estivale. « Un message simple et pas trop personnalisé. Une campagne que M. Jérôme Monod, secrétaire général, désigne comme « non agressive. Une explication de ce que nous souhaiterions que soit notre mouvement. La France des vérités élémentaires. » Six thèmes ont été choisis pour illustrer cette promotion estivale intitulée : « Pour la France que nous aimons, Jacques Chirac et le R.P.R. » La France qui engage, avec Guy Druil franchissant une haie ; la France qui invente, symbolisée par Concorde ; la France fraternelle, qui s'identifie à ce groupe de jeunes bien dans leur

peau et écoutant un guitariste ; la France du bon sens, à l'image de ce paysan souriant ; la France libre du drapeau tricolore flottant sous l'Arc de triomphe ; et enfin la France qui ose, celle d'un alpiniste qui, comme le souligne un lecteur, montre un homme descendant... en rappel.

Six assimilatons quelquefois un peu hâtives, qui ont permis à la France qui imagine « de pratiquer ce que les publicitaires appellent le « détournement ». La proposition « sans » est par exemple apparue dans le message en bas de l'affiche entre « la France que nous aimons » et Jacques Chirac et le R.P.R. « Une campagne coordonnée et nationaliste du quinze mille par-neux », indique l'opposition. Le R.P.R., de son côté, déclare que cinq mille emplacements ont été loués pour le mois d'août et que mille cinq cents photographies ont été imprimées. Comment vérifier ces chiffres ? Les imprimeurs se retranchent derrière le secret professionnel ou déclarent que le client ne les a pas autorisés à divulguer le tirage. Partout, les consignes de silence sont observées avec fermeté. Mais les publicitaires avertis restent sceptiques devant les chiffres annoncés.

Silence sur les coûts

Quant au coût de ces deux campagnes de la majorité, on évite soigneusement d'en indiquer le montant, arguant du fait qu'il est encore trop tôt pour avancer une estimation. Dans les états-majors politiques on s'empresse de préciser que l'été est une période creuse en publicité et que l'on a profité de cette période pour bénéficier de tarifs avantageux. On ajoute d'autre part que la conception de ces campagnes a été réalisée au sein du parti par des personnes, indiquent-elles au R.P.R., de communication de quelques personnes indiquent-elles au R.P.R. Un bureau de quatre personnes spécialisées « proches du parti et appartenant à plusieurs agences », déclare le P.R. Ces créateurs sont quelquefois détachés par leur entreprise, dont la direction est favorable à la

majorité, pour venir donner un coup de main. Reste ensuite le travail d'impression, le routage et la location des emplacements. Au P.R., M. Rattier affirme que la création n'a rien coûté, d'impression presque rien, et que, si le contrat avait été signé au tarif normal, le coût aurait été d'environ un million. Mais en raison des tarifs accordés par la société Rux, Seguela, Cayssac, la fourchette se situe entre 40 % à 60 % de ce chiffre.

Au R.P.R., M. Monod s'étonne qu'on puisse demander des précisions sur cette campagne, ajoutant qu'on ne va pas questionner une société commerciale sur le montant de son budget publicitaire. Faut-il comparer maintenant les partis politiques à des entreprises privées, où « le candidat-produit doit conquérir un électoral-marché et déclen-

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

BAS-RHIN : C.D.S. et R.P.R. présentent une liste unique

Strasbourg. — Il y a neuf ans, les gaullistes, lors des succès qu'ils remportèrent, ont fait savoir que s'ils étaient élus députés du Bas-Rhin, ils avaient constitué une liste face à celle des centristes — alors dans l'opposition. La confrontation s'était soldée par un net succès de MM. Louis Jung, fer et Michel Kientz, qui ont depuis lors occupé le poste de député. M. Armand Kientz, seul des quatre sénateurs sortants, M. Louis Jung, maire de Harskirchen, sollicité le renouvellement de son mandat, sur une liste conduite par M. Daniel Hoffel (sans étiquette), maire de Harskirchen, et sur laquelle figurent MM. Paul Kausch (R.P.R.), maire de Bischwiller, et Marcel Rudolf (C.D.S.), adjoint au maire de Strasbourg.

Les dirigeants départementaux de la majorité sont parvenus à un accord : celui de constituer une liste unique, la constitution de listes R.P.R. ait été envisagée.

Après l'échec de M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, chef de file du R.P.R. dans le Bas-Rhin, à l'élection du bureau de l'association des maires du département, les représentants du R.P.R. acceptèrent de ne revendiquer qu'un seul siège — contre deux au début des discussions — sur la liste d'union avec les centristes qui de leur côté, consentaient à ne présenter que deux candidats.

La quatrième place est revenue à un outsider qui avait déjà fait connaître sa candidature auparavant : M. Daniel Hoffel, secrétaire général de la chambre patronale des industries du Bas-Rhin et président du comité économique et social d'Alsace. Ce dernier, sans appartenance politique, a été désigné à la suite d'un commun accord des centristes et du R.P.R., comme tuteur et Armand Kientz. Seul « es de liste.

La constitution de cette équipe qui respecte l'équilibre confessionnel entre catholiques et protestants, a toutefois suscité quelques mécontentements dans le camp majoritaire. Elle ne comprend pas de représentants du parti républicain qui, il est vrai, n'a pas vu accroître sa représentation au niveau du conseil général et des principales municipalités.

De notre correspondant

palités bas-rhinoises lors des dernières élections. Les maires agricoles — le reproche est sensible au niveau des dirigeants — estimant ne pas être représentés. Le groupe socialiste, l'annonce de la candidature de M. Maurice Kähler, maire de Sélestat, ancien R.I., qui avec son suppléant, M. Pierre Scholte, maire de Drusenheim, revendique l'appartenance à la majorité présidentielle.

JEAN-CLAUDE HAHN.

HAUT-RHIN : les élus ruraux s'organisent

De notre correspondant

Mulhouse. — « Nous allons aux élections sénatoriales sans complexe et en toute confiance », affirme M. Pierre Scholte, sénateur sortant, maire de Thun, qui se représente avec M. Charles Zwickert, également sénateur sortant, et M. Henri Goetschy, président du conseil général. Ce dernier postule la succession de M. Marcel Nünninger qui, pour raisons personnelles, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat.

La constitution de cette liste exclusivement C.D.S. fait dire au secrétaire de la fédération R.P.R. du Haut-Rhin, M. Jean-Paul Heider, que « l'entente avec [ce parti] n'est plus envisageable », mais ajoute-t-il, « ce n'est pas pour autant la guerre ». L'accord n'a, en effet, pu se faire sur le nom de M. Hubert Baenel, R.P.R., maire de Lapoutrolle, conseiller d'Etat. Des discussions au sein de la majorité sont en cours, les noms des suppléants des trois candidats centristes n'étant pas encore connus.

Résultat d'antagonismes politiques régionaux du retus d'un certain mandat, d'une révolte des « petits » face à une hiérarchie bien établie, une liste composée de maires ruraux a été rendue publique. Son objectif : réaliser une unité régionale qui tienne compte de la commune en tant que cellule de défense des droits fondamentaux des citoyens. Présentée par la Fédération des communes rurales, elle est conduite par son président

Du côté de l'opposition, seul jusqu'à présent le P.C. a fait connaître ses candidats dont le chef de file, M. Jean-Marie Dupuy, professeur de C.E.S., est adjoint au maire de Schiltigheim, ville de plus de trente mille habitants gagnée par l'union de la gauche lors des élections municipales de mars dernier. Le parti socialiste, quant à lui, devrait désigner sans tarder ses candidats.

JEAN-CLAUDE HAHN.

JUSTICE

Le Syndicat des avocats de France refuse de participer aux « premières journées d'études » des bureaux

Dans une « lettre ouverte aux avocats », M. Francis Jacob, président du Syndicat des avocats de France, vient de faire savoir à ses confrères que son organisation ne participera pas aux « premières journées d'études des bureaux » qui auront lieu à Paris, du 16 au 18 septembre, et à l'inauguration desquelles M. Valéry Giscard d'Estaing avait été convié.

L'organisation de ces premières assises de la profession d'avocat — dont l'initiative revient à M. Gérard Savreux, coprésident de la conférence des bâtonniers (le Monde du 6 juillet) — a déjà provoqué des réticences. Le barreau de Paris avait tout d'abord fait savoir qu'il était hostile à cette initiative, craignant qu'elle ne débouche sur la création d'un ordre national, et avait refusé de participer à cette assemblée générale. Puis le conseil de l'ordre de Paris était revenu sur sa décision quand la conférence des bâtonniers avait, dans une mise au point, déclaré que les « journées d'études » n'auraient qu'une mission d'information et de recherches à l'exclusion de toute décision pouvant engager les ordres » (le Monde du 3 août).

Pour sa part, le Syndicat des avocats de France (S.A.F.) avait déjà fait remarquer que ces assises ne seraient pas « représentatives de la profession » et qu'il ne s'agirait que d'un ras-

semblement mandarinial tournant à l'opération politique.

Aujourd'hui, dans la « lettre ouverte » adressée à quinze mille avocats, le S.A.F. conteste l'organisation et les objectifs des « journées d'études », déclarant notamment : « L'élection des députés qui doivent se joindre aux bâtonniers n'a pas eu lieu dans de nombreux bureaux, notamment à Paris. Ailleurs, les députés ont simplement été désignés. De plus, les avocats ayant moins de cinq ans d'ancienneté sont exclus de ces assises qui ne seront donc pas représentatives de la profession. Le S.A.F. n'y participera pas. Alors que l'on prétend déga-ger des options d'avenir, aucune concertation véritable n'a eu lieu. »

D'autre part, M. Francis Jacob ajoute : « Liant les intérêts de la profession à ceux du pouvoir actuel, la conférence des bâtonniers a conduit le président de la République à présider ces assises : une telle opération électoraliste ne peut être tolérée lorsqu'on connaît le mépris dans lequel ce pouvoir tient aussi bien la justice que les avocats. »

Proche des partis d'opposition — notamment des partis communiste et socialiste — le S.A.F., qui a été créé en 1973 et déclare compter environ sept cents adhérents dans la profession, organisera son congrès annuel, du 11 au 13 novembre à Strasbourg.

FAITS ET JUGEMENTS

● **Attentat en Corse.** — Un attentat au pistolet contre des installations d'un camp de courses a eu lieu durant la nuit du samedi 27 août au dimanche 28 août, près de Sartène. La charge explosive a causé d'importants dégâts à un bureau du P.M.U. et au paddock, obligeant les responsables du camp de course à annuler une réunion hippique prévue pour le dimanche après-midi.

● **ERRATUM.** — Dans la lettre que M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a adressée à la C.G.T. après le meurtre d'un ouvrier algérien à Marseille le 17 août et dont nous avons publié des extraits dans notre édition du 28-29 août, il fallait lire : « Ma surprise est d'autant plus grande devant votre réaction que l'auteur de ce crime odieux, aux termes de déclarations non sus-tentées, n'est pas le frère de son avocat, appartenant à la C.G.T. »

Xénophobie à Malville... et ailleurs

Un lecteur, M. Noël Dufay, de Besançon, nous écrit : « De passage à Paris, je me trouvais, le 24 août, à 19 heures, à la station de métro Franklin-Roosevelt quand le trolley ne s'arrêta pas à l'arrêt habituel, mais à une station voisine, celle de la gare d'Orléans. Je ne pus m'empêcher de m'arrêter un instant, contrairement à l'indifférence et à la passivité des autres usagers du métro qui, habitués à ce genre de contrôle, n'y prêtent plus attention. Je m'adressai alors à un des agents :

« Puis-je connaître les raisons de ce contrôle ? Les personnes contrôlées sont-elles étrangères ? »

— Cela ne vous regarde pas, me répondit-il.

— Citoyen de nationalité française, je suis et pense avoir le droit de savoir le pourquoi de votre sélection.

Notre dialogue fut interrompu par un des deux autres agents se rapprochant et m'adressant la parole.

— Qu'est-ce que vous voulez ? Je lui répondis la même chose qu'à son collègue. Il me déclara alors qu'il était le demandeur de la police et qu'il était chargé de contrôler les personnes de son père (étonnante morale pour un père de famille). Et, pour finir de m'étonner, il ajouta que je devais entrer dans les services de police pour connaître la réponse qu'il ne voulait pas non plus me communiquer.

Je partis avant de me faire contrôler également et n'ayant pas de temps à perdre avec des personnes d'une mentalité de la sorte, et impolis de surcroît.

Trois questions constituent ma réflexion :

1) Sommes-nous vraiment un pays démocratique somme ne cesse de l'affirmer le gouvernement ? Je ne le crois pas quand le dialogue est à sens unique ;

2) On a beaucoup parlé de xénophobie au sujet de la manifestation de Creys-Malville, à laquelle je participais d'ailleurs. N'est-ce pas encore une preuve, de la part du gouvernement, que la xénophobie existe bien au sein de l'appareil d'Etat ?

3) Dans une période de plus en plus répressive, l'Etat voudrait-il augmenter ses forces de police comme le laisse supposer un de ses agents, au cours de notre dialogue.

L'enlèvement de M. Mallet : nouvel interrogatoire.

M. Claude Hanoteau, juge d'instruction à Paris, chargé du dossier de l'enlèvement de M. Bernard Mallet (le Monde des 11 et 12 août), a interrogé, samedi 27 août, M. Alain Guedj, trente-deux ans, arrêté le 9 août dans sa villa de Lamorlaye (Oise), alors que M. Mallet avait été enlevé le matin à Paris au bois de Boulogne. M. Alain Guedj a toujours protesté de son innocence, assurant qu'au moment du rapt il se promenait à bicyclette dans la forêt de Chantilly. Mais des policiers soutiennent, de leur côté, qu'ils l'avaient vu non loin du lieu où le banquier fut enlevé, à la fin de l'après-midi. M. Guedj, Mlle Rachel Longue-Akine, elle avait prétendu qu'il n'avait pas quitté leur maison de Lamorlaye. Elle devait être incarcérée, elle aussi, ainsi que le frère de M. Guedj.

M. Alain Guedj a protesté devant le magistrat instructeur contre la détention de son amie et de son frère, proclamant que ceux-ci étaient d'« okés ». Au surplus, il a déclaré de ne pas s'expliquer sur les faits qui lui sont imputés tant que les procès-verbaux des filatures effectuées par les policiers avant le rapt ne seront pas versés au dossier.

FAITS DIVERS

UN ALPINISTE EN DIFFICULTÉ DANS LE MONT-BLANC

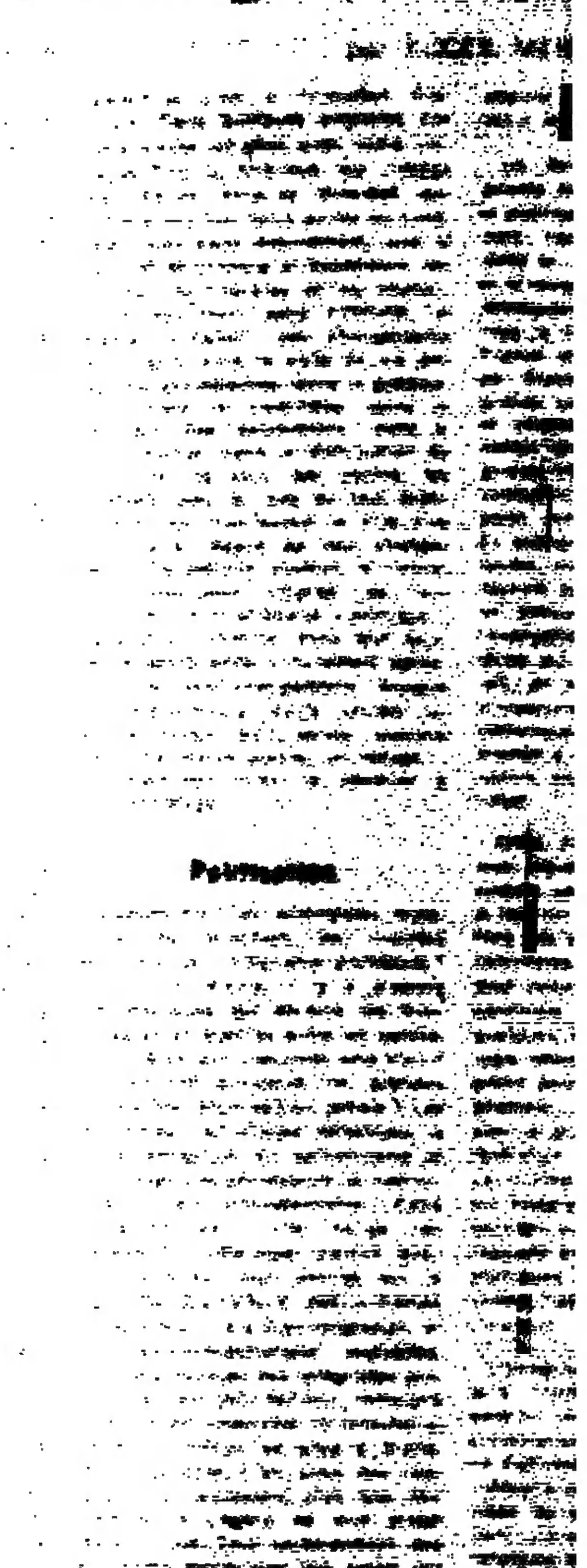
Un alpiniste autrichien tombé dans une crevasse au col de la Breva (altitude 4.300 mètres) attend depuis jeudi 25 août d'être secouru. Blessé — il souffre d'une fracture des malléoles et d'une fracture des côtes cassées — il n'a pu être déposé par son compagnon qui redescendit jusqu'au refuge des Gros-Mûlets pour donner l'alerte. L'épaisse couche de neige (80 centimètres), tombée en quarante-huit heures, et le brouillard ont considérablement ralenti la progression des secouristes qui n'arrivèrent sur les lieux de l'accident que dimanche vers midi. Les gardes-monts ne sont pas parvenus cependant à localiser le trou de neige d'une profondeur d'environ 10 mètres où est tombé l'alpiniste autrichien.

Ce lundi matin 29 août, à Chamonix, on estimait que, malgré trois jours et quatre nuits passés à 4.300 mètres d'altitude, le docteur Gerhard Mayer pourrait encore être retrouvé vivant. Il dispose, en effet, de deux duvets, d'une couverture de survie et de vivres pour trois jours.

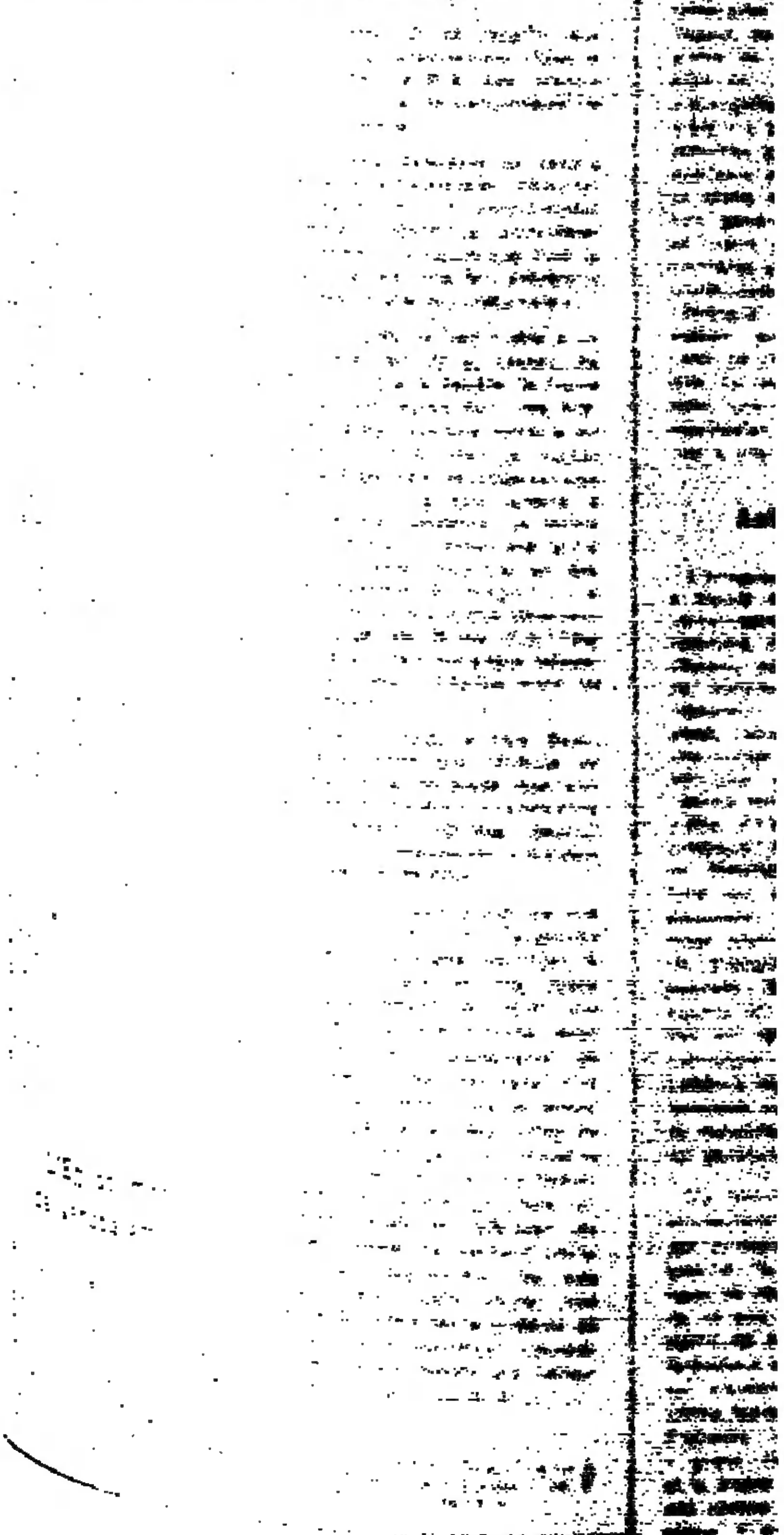
A l'hôpital de Chamonix on déclare que de nombreux alpinistes ramenés en état d'hypothermie (leur température centrale était descendue jusqu'à 38 ou 30 degrés) à Chamonix ont compté sur une amélioration du temps pour parvenir à repérer l'alpiniste et le sortir de sa crevasse. — (Corresp.)

● Le samedi soir 27 août, un accident de car a fait quatre morts et douze blessés sur une route départementale située près de Villy-sur-Orque (Seine-et-Marne). C'est à la sortie d'un virage que le véhicule a quitté la route rendue glissante par la pluie et a heurté de plein fouet un arbre.

L'intégrisme p...



Le pape évêque de Rome ou secrétaire général d'une multinationale ?



CORRESPONDANCE

Les trois directeurs d'une agence de publicité, MM. Delacroix, Euzard et Vince, nous écrivent : « Que l'on vende un homme politique comme une savonnerie, on peut l'admettre. Tant pis pour lui. Que des partis aient besoin de dépenser des centaines de millions pour nous convaincre du bien-fondé de leurs idées (idéées ?), on peut l'accepter, surtout s'ils indiquent clairement d'où viennent leurs fonds. Mais la campagne du R.P.R. qui a déferlé sur nos consciences en vacances, non, c'est trop dur à avaler ! Impossible de se taire sans être complice.

D'abord, on rit un peu. La ficelle est tellement grosse. « La France qui gagne » n'a pas gagné grand-chose à Montreuil. « La France qui innove » n'a pas vu vendre son Concorde. Mais ne chicanons pas : après tout, en matière de communication, l'a-peu-près, le mensonge, l'historique, sont souvent payants. On peut même se dire que cette habile récupération et confiscation du patriotisme et du sentiment de la patrie, dans un premier temps, la constitution de listes R.P.R. ait été envisagée.

Après l'échec de M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, chef de file du R.P.R. dans le Bas-Rhin, à l'élection du bureau de l'association des maires du département, les représentants du R.P.R. acceptèrent de ne revendiquer qu'un seul siège — contre deux au début des discussions — sur la liste d'union avec les centristes qui de leur côté, consentaient à ne présenter que deux candidats.

La quatrième place est revenue à un outsider qui avait déjà fait connaître sa candidature auparavant : M. Daniel Hoffel, secrétaire général de la chambre patronale des industries du Bas-Rhin et président du comité économique et social d'Alsace. Ce dernier, sans appartenance politique, a été désigné à la suite d'un commun accord des centristes et du R.P.R., comme tuteur et Armand Kientz. Seul « es de liste.

La constitution de cette équipe qui respecte l'équilibre confessionnel entre catholiques et protestants, a toutefois suscité quelques mécontentements dans le camp majoritaire. Elle ne comprend pas de représentants du parti républicain qui, il est vrai, n'a pas vu accroître sa représentation au niveau du conseil général et des principales municipalités.

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos téléphones vos messages. Nous les télétransmettons. Via correspondance par télex : nous vous télétransmettons.
345.21.62 + 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

RELIGION

SOCIÉTÉ

L'intégrisme protestant

par ROGER MEHL

L'histoire de toutes les Eglises chrétiennes est marquée par la présence en leur sein de deux tendances, tour à tour prédominantes, qui s'affrontent parfois avec violence, mais, qui, à certaines époques, réalisent aussi un équilibre provisoire : l'orthodoxie et le libéralisme, ce libéralisme que les catholiques appellent le modernisme, et dont l'un des derniers avatars est le progressisme.

L'intégrisme ne se confond complètement avec aucune de ces tendances. Sans doute trouve-t-il, en général, l'appui de l'orthodoxie, mais il est, en fait, plus soucieux de conservatisme que d'orthodoxie. Il est traditionaliste et a peur du changement. Il n'est pas inimaginable qu'un libéral puisse être intégriste. Dans le protestantisme français, il existe, à côté de nombreux libéraux en pleine recherche et en pleine mutation, quelques libéraux intégristes qui sont, avant tout, préoccupés de maintenir l'héritage qu'ils ont reçu du dix-neuvième siècle. Ces derniers, par exemple, n'ont pas du tout apprécié la novation que constituait l'entreprise de démythification de Bultmann.

L'intégrisme peut-il donc être défini par le conservatisme, quel que soit le contenu de ce qui doit être conservé ? Assurément, et dans le langage anglo-saxon, les groupes intégristes se définissent eux-mêmes comme « *évangéliques conservateurs* ». Mais cette définition est encore insuffisante : dans la mesure où le christianisme est transmis de génération en génération, on chaque fidèle doit conserver le dépôt de la foi apostolique, tout chrétien peut être dit conservateur. L'intégrisme est autre chose encore que la volonté de transmettre dans son intégrité le donné révélé. Il est un phénomène socio-culturel propre à notre époque. Il a des coordonnées sociologiques très caractéristiques.

Notre époque, dans ses institutions, ses mœurs, ses formes de vie, est une époque de changement si rapide que cette rapidité devient difficile à supporter. Cette situation est loin d'être sécurisante. Quand tout change, il faut à tout prix parvenir à s'accrocher à un îlot de stabilité. Pour beaucoup de nos contemporains, croyants ou peu croyants, cet îlot sécurisant, c'est l'Eglise. Mais si celle-ci se met à son tour à bouger, alors c'est l'affo-

lement et c'est la crispation intégriste. Dans quelques enquêtes que nous avons dirigées avec notre collègue Francis Andrieux, sur l'image de l'Eglise dans la diversité des milieux sociaux, nous avons pu constater non sans étonnement, que si les cadres moyens et supérieurs, les professions libérales et les intellectuels acceptent sans difficulté, et même souhaitent, des changements importants dans le style de vie des Eglises protestantes, dans la prédication, dans la catéchèse, dans la pratique des sacrements, dans la confirmation, dans la distribution de l'eucharistie, ce sont, par contre, les ouvriers, peu ou pas du tout pratiquants, qui manifestent la plus vive hostilité à l'égard de tout changement. Ils veulent pouvoir, à l'occasion, retrouver l'Eglise de leur enfance. Le phénomène s'explique : sans doute sont-ils, dans leur existence quotidienne, et fort souvent agacés par des changements brutaux et traumatisants, qu'ils veulent au moins savoir qu'il existe quelque part une réalité stable, un refuge.

L'intégrisme, c'est la dévotion à l'Eglise-refuge.

Politisation

Quelles sont les principales mutations qui suscitent les craintes majeures de l'intégrisme protestant ? Sans conteste, il y a d'abord l'écuménisme qui dérange les frontières sûres établies entre les confessions. Bien sûr, l'écuménisme n'a-t-il pas encore provoqué de grandes révolutions. Mais sait-on jamais ? Les intégristes catholiques dénoncent la protestantisation du catholicisme et les intégristes protestants la catholicisation du protestantisme. Cette recherche de l'unité oblige les Eglises à s'interroger, parfois avec inquiétude sur leur identité, sur la légitimité durable des schismes consommés, il y a bien longtemps, et des excommunications mutuelles. L'organe mensuel des intégristes protestants, *Tout ce qui fait jour*, témoigne d'un anti-écuménisme incontestable. Cette publication se situe à droite, mais à gauche, il est aussi des libéraux qui manifestent plus que des réticences à l'égard de tout projet ecuménique. Tout renforcement des structures ecclésiastiques leur paraît une

atteinte à ce que Paul Tillich appelait « le principe protestant ».

Le deuxième danger que l'intégrisme aime à signaler est celui de la politisation de l'Eglise, qui met en péril l'existence de cette frontière nette et rassurante entre le spirituel et le temporel. Le souci très vif, dont témoignent, depuis quelques décennies, à la fois l'Eglise réformée de France et la Fédération protestante de France, d'intervenir dans les grands débats de politique nationale et internationale (qu'on pense aux ventes d'armes), apparaît aux intégristes comme le signe même de la confusion entre le spirituel et le temporel, entre l'éternel et le passager. En prenant des positions éthico-politiques, même si celles-ci ne se rattachent pas à une idéologie, l'Eglise se dédouble en la prière et de l'évangélisation, se chargeant d'une tâche qui lui est étrangère et créant, en son sein même, un climat d'insécurité. Comme l'intégrisme catholique, l'intégrisme protestant est prompt à stigmatiser l'alliance entre nature et l'Evangile et la révolution.

Enfin, l'intégrisme réformé combat avec vigueur tout ce qui lui apparaît comme un éloignement à l'égard de la tradition calviniste, il recrute volontiers ses adeptes dans les rangs des calvinistes les plus rigoureux. C'est pour remettre en honneur la tradition calviniste qu'a été créée, il y a quelques années, la faculté de théologie réformée d'Aix-en-Provence, qui prend pour fondement de son enseignement, c'est-à-dire comme expression la plus correcte qui soit de la révélation biblique, la Confession de La Rochelle (1559), acceptée dans son intégralité, à l'exception des deux derniers articles (ceux-ci traitent des rapports entre l'Eglise et les autorités politiques dans des termes qui supposent l'existence d'un « magistrat » chrétien).

L'intégrisme (et nous ne pensons ici qu'à l'intégrisme de droite) prépare-t-il un schisme à l'intérieur du protestantisme ? Il serait téméraire de l'affirmer. Mais il est certain qu'il incline à devenir une tendance organisée au sein du protestantisme et particulièrement au sein de l'Eglise réformée de France. En témoigne, en particulier, un mouvement comme l'E.P.E.E. (Equipe de prière, Ecriture, Evangélisation), qui publie un bulletin trimestriel *Perspectives réformées*. Ce bulletin insiste sur le retour à la confession de foi, sur la discipline ecclésiastique, sur tous les moyens de rendre au protestantisme réformé une conscience plus claire de son identité traditionnelle. Les mêmes remarques pourraient être faites à l'égard de la Société des compagnons de l'Evangile, qui a repris le sigle de l'ancienne Société centrale d'évangélisation (S.C.E.). Cette dernière n'a plus en effet, dans l'Eglise réformée de France, qu'une existence nominale et juridique, l'essentiel de sa tâche étant confié à la commission générale d'évangélisation. Or il se trouve que celle-ci, au cours des dernières années, a conçu sa mission plutôt comme une manifestation de l'Evangile dans le domaine de l'animation socio-culturelle, que dans celui de l'évangélisation proprement dite. La reprise du sigle S.C.E. avait donc une valeur de protestation et manifestait la volonté de se substituer à une Eglise jugée défaillante.

Anti-écuménisme

L'intégrisme protestant de droite a trouvé en la personne de deux universitaires, historiens de grande notoriété, François Bluche et Pierre Chauvin, des porte-parole de classe. Ils viennent de publier un livre vigoureux, et aussi un pamphlet, *Lettre aux Eglises* (1). F. Bluche dirige le périodique *Tout ce qui fait jour* et Pierre Chauvin, dont l'œuvre monumentale n'a pas besoin d'être présentée, accorde son concours occasionnel à la faculté de théologie réformée d'Aix. Leur livre est à bien des égards très éloquent, car il traduit un authentique souci de la pure prédication de l'Evangile et il comporte de longs exposés théologiques pleins de vigueur et de sève. Ils ne cachent pas leur sympathie pour l'intégrisme catholique et saluent l'événement Letebvre comme un événement bouleversant. La faculté d'Aix est, disent-ils, une réplique protestante du séminaire d'Ecône.

On retrouve chez ces auteurs un anti-écuménisme qui, présenté par des protestants, a le mérite de l'originalité. Ils adjoint l'Eglise catholique de rester fidèle à sa tradition, que de pas accepter de solution de continuité avec son passé, de tenir fermement au concile de Trente, qui fut vraiment « ecuménique » et contre lequel Vatican II ne peut rien. D'ailleurs, ce dernier concile, un « grand cirque », fut une erreur et le diable a séjourné dans ce concile soit comme Père, soit comme observateur. Y a-t-il un concile digne de

ce nom qui, comme celui de Vatican II, n'ait osé ni condamner ni affirmer ?

L'écuménisme actuel est une communion de toutes les Eglises dans l'erreur et les auteurs n'hésitent pas à écrire : « L'Eglise a besoin plus que jamais d'un renouvellement de sa foi ». La formule est reprise plus loin sous une forme un peu atténuée : « la division des Eglises est un scandale, mais elle est aussi un bien ». Que catholiques, protestants et orthodoxes restent donc ce qu'ils sont : la mémoire du passé est une mémoire d'éternité, c'est pourquoi, il ne faut pas y renoncer : on reconnaît une chose chère à P. Chauvin, et qui n'est pas sans profondeur, mais les applications en sont surprenantes.

Le combat contre l'écuménisme s'accompagne d'un combat contre la politisation de l'Eglise. Fort honnêtement, les auteurs font griser même à Mgr Letebvre d'avoir parlé de l'Eglise comme d'un parti politique. Mais le péché suprême serait celui des responsables de toutes les Eglises qui ont consacré le marxisme. Que les auteurs aient raison de dénoncer certains abus ou certaines naïvetés, ou la leur accorde bien volontiers. Mais ils auront bien du mal à faire croire que seul le message socio-politique soit préconisé comme une nouvelle approche de l'Ecriture. Ils ont raison de rappeler que le souci du temporel ne doit pas faire oublier l'éternel, de protester contre la confusion entre l'Evangile et les réformes de structure, mais on voit mal comment leur livre, qui s'intitule *« L'éternité est le contraire du temps »* est une contre-histoire. Il peut s'accorder avec une théologie qui est la leur, une théologie de l'événement historique de l'incarnation.

Avertissement salutaire

Leur calvinisme est de stricte observance. On ne leur reprochera certainement pas de valoriser une tradition aussi féconde. On amènera cependant un peu plus de recul critique. La distinction entre révélation générale et révélation spéciale n'est peut-être pas un article de foi. La thèse de l'auto-évaluation de l'Ecriture est une affirmation culturellement datée. On peut légitimement critiquer le projet de démythification de l'Ecriture, tel que Bultmann l'a formulé et l'a exécuté. Mais lui reprocher une « lecture stupide et scandaleuse » de l'Ecriture, c'est se condamner à ne pas être cru. On peut, comme Calvin et pour d'excellentes raisons théologiques être attaché au baptême des enfants : ce n'est pas une raison pour accuser l'Eglise réformée, qui autorise le rite du baptême au moment où l'enfant est en mesure de confesser sa foi, d'avoir bradé la moitié d'un sacrement.

L'esquive aversive que les auteurs font entendre aurait eu bien plus de force s'ils avaient résisté à la tentation de nier l'erreur et la calomnie. Quel protestant pourrait lire sans un sursaut d'indignation une phrase du genre de celle-ci, et elles foisonnent dans l'ouvrage : « Quant à l'Eglise réformée de France, elle s'est installée, au niveau de la majorité de ses responsables, dans une joyeuse apostasie » ?

Les auteurs, qui critiquent parfois l'intégrisme catholique, accepteraient-ils, pour eux-mêmes, le qualificatif d'intégristes ? Une chose est certaine : ils le caractérisent paritément. « Lorsque les hommes sont inquiets, d'écouter, hantés par les fausses interrogations du siècle, ils ont besoin de s'arrêter à un point fixe ». L'intégrisme remplit en effet une fonction religieuse et culturelle importante : dans une époque de bouleversement, dans une époque d'hérésie, où la hiérarchie des valeurs est bouleversée, où la contestation l'emporte sur l'attestation, il met à l'abri, il conserve, souvent sous une forme discutée, des vérités essentielles que la génération suivante aura joie à retrouver sans doute au travers d'une conceptualité nouvelle. Dans l'histoire du protestantisme, le littératisme biblique, quelle que soit son erreur doctrinale, a souvent joué ce rôle préservateur. Encore faut-il, pour que l'intégrisme puisse jouer ce rôle, qu'il ne se discrédite pas par l'énormité d'accusations injustes.

(1) *Lettre aux Eglises*, par François Bluche et Pierre Chauvin, éd. Fayard, 215 p., 30 F.

REGARDS

Les vieilles pierres de Fourcès

Il fallait du dur ! Il jouait son honneur à la pointe de l'épée ! Dans les vallées de la Gascogne, Charles de Batz, alias le seigneur de Castelmore, alias le comte d'Artaignan, entouré de ses amis, tous compères de la meilleure graine, courait la campagne toute la sainte journée. C'est en 1740, alors, ces gaffards bataillants à qui mieux mieux... Un clin d'œil et ils donnaient la chasse au gibier de hasard : un signe de tête, et c'était l'empoignade.

Le soir, ces compagnons d'armes du jour se retrouvaient, tourbus, sous les voûtes d'une auberge. Peu importait les lieux parcourus. Sur fond de cornues finement soufflées et d'alambics encore lourds de parfums de la vigne, ils buvaient à grandes rasades des pousse-rapèdes, liqueur d'armagnac allongée de vin sauvage... Ils chantaient... Ils riaient... Douces vieilles gasconnes !

La nuit, toujours fiars et droits sur leurs montures, ils piquaient des deux vers des villages perchés au « top » des collines. Quel côté de la bastide de Montfort, qui en direction de celle de Mauvezin, qui vers celle de Jimont... Villages tenus en bon ordre !

La bastide de Fourcès (place forte), non loin de l'ancien évêché de Condom, était de celles-là. Mais ronds comme une pleine lune et non pas rectangulaire ; sans en rien perdre — allusion zéro mètre et non pas établie en camp retranché sur un promontoire.

Un saut dans le temps. Un deux... trois siècles... Nous voici en 1977. Certes, les cadets de Gascogne ne sont plus. Mais Fourcès est toujours là. Aussi solide et vive que par le passé ? Ecoutez plutôt les commentaires. Fourcès ! « Un rien du tout », dit le voyageur pressé. La bastide est si vite arpentée ! Et dans ce pays, où l'on a pourtant le goût de l'histoire, on la croit. « Ben oui, paraît qu'est beau », dit le maire, pas très convaincu. « Il faut reconnaître », explique M. André Riu, son adjoint, qu'à force de vivre à Fourcès on s'habitue. Bien sûr, la place du village a du cachet, mais vous voyez, ici, cela paraît banal, dans l'ordre des choses. « Tel qui a une merveille sous les yeux ne la voit pas obligatoirement.

Toujours est-il que la bastide se mourait. Intra muros, il ne restait plus que cinquante habitants. Le boulanger était parti, abandonnant son four à peine aux araignées. Les riches héritiers d'un Guillaume de Fourcès paraissent bien loin.

Ainsi, changeant d'altitude, à Fourcès, les maisons qui entourent la place, mi sablée, mi herbes folles, ornée de planètes. De croûtes, les demeures deviennent ce qu'elles auraient toujours dû être.

« Arrabiscoula », avec seulement 35 000 francs, a fait du beau travail... Cela pourrait s'appeler : l'imagination au pouvoir dans un village gascon de trois cent soixante habitants. Une réussite.

A tel point que le souci est maintenant de « protéger » et de dissuader les amateurs de permis de construire. Fourcès, actuellement inscrite à l'inventaire des sites, songe à plus. Un plan d'occupation des sols, rectifié par exemple, ou un classement. Oui, Fourcès mourait à petit feu. Et soudain, en trois ans, elle a repris sa toute des siècles passés. Mais, à peine ravivée, elle doit maintenant s'inquiéter des précédents.

La « pierre apparente », cela revient à mettre la pierre à nu, même si elle n'est pas toujours très belle. Quant à la technique de la « pierre bournée », il s'agit de faire sauter le vieux crépi et de couvrir la pierre de chaux grasse, appelée fleur de chaux. Alors seulement, vous brossiez et apparaissent les pierres qui méritent. Celles que le destin a désignées. Celles qui, par leur volume, prennent le pas sur les autres.

LAURENT GREILSAMER.

Un village ravivé

Sous les comièges (les ercades de la place), les petites vieilles de la nuit, et les petites vieilles du pays qui tirent sur leur gitanisme, contemplant un véritable chantier. Restauration est devenu le maître mot dans la commune. Douze jeunes du Service civil international (S.C.I.), association de jeunes bénévoles, se sont attaqués à cette façade. Sous la direction de trois ouvriers maçons et de deux entrepreneurs, les crépis sautent. On rejointe les pierres ; on « sort » les colombages ; on brosse les pierres de parement ; on superpose savamment les tuiles. Bref, la bastide ne se ressemble plus.

M. Aimery Forzi, qui dirige la société d'aménagement et de restauration de demeures anciennes, et M. Riu, élu mais également entrepreneur en maçonnerie, sont au coude à coude. C'est plissé, bérêt vissé sur le crâne. M. Riu en tient pour la pierre apparente. M. Forzi, quant à lui, est partisan de la « pierre vue », voire « beurrée ». Querelle d'experts...

La « pierre apparente », cela revient à mettre la pierre à nu, même si elle n'est pas toujours très belle. Quant à la technique de la « pierre bournée », il s'agit de faire sauter le vieux crépi et

UN ATELIER « POPULAIRE » A PARIS

La mécanique pour tous

Au fond du treizième arrondissement de Paris, entre Ixry et le quartier de Bercy, une rue s'ouvre mystérieusement sur une flaque d'ombre d'où s'échappe par instants le bruit d'un moteur enroulé au milieu d'un bric-à-brac de bouillons éparpillés et de clés à molette laissées pour compte, des motos en congé de randonnée sont rangées tandis que trois silhouettes en cette de mécanicien se penchent sur la queue ouverte d'une Renault bleue. Le touriste démonstratif, l'aine des mécaniciens dans le moteur, sous le regard attentif de ses compagnons.

Ces spectateurs fascinés par la mécanique sont les élèves réguliers de l'Atelier populaire de mécanique (A.P.M.) qui, depuis janvier dernier, s'est donné pour objectif d'initier aux secrets de la réparation automobile tous ceux qui le souhaitent... et aussi deux femmes qui curent le projet d'ouvrir un garage dont le personnel serait entièrement féminin.

A l'origine de l'A.P.M. il y a un quatuor de mécaniciens intrépides

à l'idéal forgé dans le militantisme de gauche. Robert, Gilles, Daniel et Raoul, parfois malmenés par le chômage, ont, sur le thème « Pas de patron, on partage les bénéfices » créé une coopérative ouvrière pour faire profiter le plus grand nombre de leur science des moteurs.

Dès lors, médecin ou avocat, chômeuse ou jeune cadre, commerçant ou professeur, le client se retrouve allongé sous sa berline ou plongé dans le carburateur de son cabriolet. Il lui en coûte la modique somme de 15 francs l'heure, outillage, aide technique et conseils judicieux compris. Les moins hardis peuvent aussi, comme dans l'improvisé qui garage, abandonner leur véhicule aux bons soins de l'équipe qui le réparera moyennant 35 francs l'heure.

Les mécaniciens en graine n'apprennent pas en quinze jours à démonter un moteur les yeux fermés. Mais à la faveur de quelques moments de loisirs ou de vacances, ils pourront acquérir quelques connaissances de base : savoir vérifier le niveau d'huile ou d'eau, démonter les bougies, repérer un fusible ou une courroie de transmission... Un certain nombre de choses qui encombrent au bon vouloir du garagiste du coin et ne sont guère bon marché. Aujourd'hui, que le soleil cogne ou que la pluie griffe le ciel, c'est la rue à l'A.P.M. qui ne désespère pas. — M. S.

Atelier populaire de mécanique, 5, rue Watt, 75013 Paris. Tél. : 333-33-63.

Le pape, évêque de Rome ou « secrétaire général d'une multinationale » ?

Les revues catholiques d'aujourd'hui réservent parfois des surprises : ainsi le dernier numéro de *Lumière et Vie*, organe dominicain renommé, édité dans la région lyonnaise. A propos du pape et de l'Eglise de Rome, il publie dans son numéro 133 deux articles donnant deux sons d'écoute bien différents sur le lien de l'évêque de Rome avec son peuple italien et les conséquences logiques du ministère universel du pape dans l'Eglise catholique (1).

Pour le Père Christian Duquoy, théologien de pointe, dans la ligne d'un cardinal Suenens, archevêque de Bruxelles, il serait préférable que le pape choisisse clairement entre la présidence de l'Eglise catholique et celle de Rome. Il consiste en outre que « la définition de l'infaillibilité papale est détournée de son sens obvie au profit d'une idéologie justifiant les moindres faits et gestes du pape ».

L'auteur se prononce pour la limitation à « un temps relativement court » de la présidence de l'Eglise. « Continuer, écrit-il, d'assumer une responsabilité alors que diminuent les forces, c'est laisser en fait le pouvoir à des sous-ordres ou à des coterie. Le sérieux du ministère apostolique exige aujourd'hui qu'il ne soit plus une propriété définitive, mais une charge exercée pendant un laps de temps déterminé. Bien des drames seraient sans doute évités dans l'Eglise catholique si cette sagesse démocratique, recommandée par elle à tous les Etats, était appliquée à son propre gouvernement. »

L'Eglise mère de Jérusalem

Sur un tout autre ton, le Père René Beupère, acuministe républicain, regrette d'abord que la personnalité de saint Pierre ait peu brillé celle de saint Paul. Il préconise le retour à la vision d'Irénée, évêque de Lyon, qui voyait dans Pierre et Paul les deux fondateurs de l'Eglise

de Rome. Il se félicite que Paul VI ait précisément choisi le nom de l'apôtre des Gentils pour marquer la personnalité de son pontificat.

Le Père Beupère se sépare de ceux qui voudraient détacher le pape de son enracinement romain jusqu'à le considérer « comme une locomotive haut le pied » et en faire le « secrétaire général d'une multinationale ».

« Je souhaite, fait-il dire à un supposé Paul VII, successeur de Paul VI, que le peuple de Rome ait encore, après moi, des évêques, sinon toujours romains du moins italiens, car la catholicité n'est pas un universalisme abstrait. Si je suis amené à quitter ma résidence de Rome et à m'établir dans une autre ville — après tout j'ai eu des prédécesseurs en Avignon — je ne cesserais pas d'être détenteur du siège de Rome (...). Une Eglise pourrait prétendre relever le flambeau : l'Eglise mère de Jérusalem. »

Pour l'instant, le Père Beupère souhaite que l'évêque de Rome fasse en sorte que son propre diocèse « redonne l'exemple », puisque celui-ci est traditionnellement considéré comme un modèle.

Au total, deux points de vue irréconciliables. A l'approche d'une fin de règne pontifical, la revue *Lumière et Vie* ouvre courageusement un débat que nul encore n'a tranché avec autorité. Aux londoniens de Vatican II, les partisans d'un pontificat limité dans le temps, à l'image de la prescription de Paul VI en ce qui concerne l'épiscopat et le cardinalat, étaient nombreux. Le pape lui-même, disait-on, projetait de démissionner au moment choisi par lui. Aujourd'hui, les avis sont en fait des deux plus nuancés. Mais les arguments en faveur d'un pontificat « temporaire » n'ont jamais été sérieusement rébutés. — H. F.

(1) 2, place Galliéon, 69002 Lyon. Le numéro : 10 F. C.C.P. Lyon 3038-78 A.

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Révisée aux lecteurs résident à l'étranger

Numéro spécimen sur demande 5, rue des Italiens, 75247 PARIS cedex 09

صكنا من الأهل

LE DÉBAT NUCLÉAIRE

LORS DE LEUR CONGRÈS NATIONAL A REIMS

Les libres penseurs dénoncent « le mensonge et la mystification » de la force de frappe

De notre envoyé spécial

Reims. — Le congrès national annuel de la Libre Pensée a réuni environ deux cent cinquante personnes, à Reims, du 24 au 28 août. Le thème proposé à la discussion des délégués représentatifs des quinze mille adhérents qui composent les cinquante-cinq fédérations départementales de l'association était : « La Libre Pensée et l'armée, sa place et son rôle dans le combat antimilitariste ».

« Quelles que soient les positions qui seront prises par les partis politiques, la Libre Pensée maintiendra son « non » à l'arme nucléaire, comme elle maintiendra son « oui » à la laïcité de l'État et de l'école. » Ces paroles prononcées dans son discours d'ouverture par le président sortant, M. René Labrégère, résumant ainsi bien les quatre jours de discussion à Reims sur « La Libre Pensée et l'armée », titre du rapport de quarante-cinq pages — que le siècle d'existence de ce mouvement résolument anticlérical et antimilitariste.

Qui dit libre pensée évoque généralement des querelles dépassées sur la laïcité, le conflit

entre enseignement public et l'enseignement libre ou l'hostilité à l'alliance du sabre et du goupillon. Mais l'association du même nom, marquée par d'éminents penseurs comme Duguit, Pierre Larousse, Victor Hugo et Anatole France et de prestigieux savants comme Claude Bernard, Pierre Curie, Bertrand Russell et Jean Rostand — actuel président d'honneur, qui a participé au congrès de Reims, — tente elle aussi de faire son aggiornamento.

« Qui, aujourd'hui, au sein de notre mouvement prendrait le risque d'affirmer que celui-ci doit rester uniquement une association de « bonheurs de cœur » sans soulever un tollé général ? » lit-on dans le préambule du rapport sur l'armée, qui souligne les efforts pour « élargir notre champ de réflexion, afin de mieux cerner aux réalités de notre temps ».

La Libre Pensée veut distinguer d'abord les Églises et les dogmes des hommes qui évoluent à l'intérieur de ces structures. Non seulement la Libre Pensée s'adapte pour faire face à de nouveaux problèmes, mais il lui arrive d'être en avance par rapport à la sensibilité ambiante. C'est

ainsi qu'en 1961, en pleine guerre d'Algérie, l'association avait réclamé, dans une perspective socialiste et anticolonialiste, l'élaboration d'un programme commun de gouvernement aux partis de gauche. Quant au droit à l'objection de conscience ou à l'importance de l'écologie, elle a souvent devancé les aspirations d'une certaine jeunesse.

D'où la contribution non négligeable des jeunes à l'expansion, même modeste, de l'association, qui compte actuellement quinze mille adhérents et trente mille sympathisants. Le fait que le mouvement soit orienté à gauche — « et même très à gauche », devait préciser le président et qu'il plonge ses racines dans un « antimilitarisme profond » n'est sans doute pas étranger non plus au regain d'intérêt pour une organisation dont le but principal — défendre la laïcité de l'école et de l'État en combattant les religions, considérées comme « les pires obstacles à l'émancipation de la pensée » — peut passer pour anachronique.

Car, malgré l'évolution des mentalités, la Libre Pensée ne renie aucune de ses options fondamentales. « Nous restons, nous devons rester des anticléricals agissants et conséquents », écrit M. Petroff-Le Moyne, dans le dernier numéro de la Colotte, journal satirique anticlérical dont il est le directeur (1).

Opération « crayon rouge »

Le congrès de Reims a d'ailleurs fourni l'occasion de faire le point sur les récentes initiatives en matière de lutte antireligieuse. Il y a l'opération « crayon rouge », qui consiste, pour les libres penseurs baptisés, à demander à la hiérarchie catholique de les radier des registres baptismaux. Il y a la propagande en faveur des mariages de partenariat civil et la possibilité pour chaque adulte d'adopter le nom patronymique de son choix. Puis, il y a l'idée lancée par un des congressistes, de mettre des tracts antireligieux sur les pare-brise des voitures en stationnement autour des églises.

Mais, pour l'essentiel, les travaux du congrès furent consacrés à l'abandon des matières traitées et le manque de synthèse, mais on peut en dégager un certain nombre de lignes de force.

Il est clair que le mouvement n'est pas seulement hostile à l'arme nucléaire, mais également aux armes conventionnelles, certaines étant devenues inutiles. Les tracts allant jusqu'à dire que la guerre qu'il faut dénoncer sans deux principales causes de la guerre sont « Le fanatisme religieux d'abord, qui est la partie à la base des conflits en

Irlande, au Liban, entre Israël et les Arabes : le capitalisme exploiteur, ensuite, dont la course au profit entraîne à la guerre. » Et le rapport de citer la fameuse phrase de Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage », ou encore celle d'Anatole France : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels. »

Dans sa motion finale, adoptée à la quasi-majorité, le congrès dénonce comme « mensonge et mystification » la capacité de dissuasion de la force de frappe. Sur le plan stratégique, la Libre Pensée préconise la suppression de toute force militaire, conventionnelle ou nucléaire, chimique ou bactériologique. Elle dénonce l'hypocrisie de l'argument consistant à justifier les ventes d'armes à l'étranger par le chantage au chômage, ainsi que l'impérialisme industriel et politique qui entretient des conflits localisés dont sont victimes les peuples du tiers-monde.

Sur le plan tactique, enfin, elle se déclare pour la reconnaissance des droits de tous les citoyens et pour la solidarité avec l'objection de conscience, pour la suppression des tribunaux militaires, pour la reconnaissance au soldat de tous ses droits de citoyen et pour la solidarité avec tous les mouvements pacifistes et antimilitaristes luttant en faveur de la démocratisation ou la suppression des armées ou du désarmement.

Si beaucoup des souhaits émis par le congrès de Reims resteront forcément à l'état de souhaits, les grandes lignes de son projet de révision de la loi sur l'utilisation pacifique de l'atome. Il entend demeurer l'instance suprême des décisions pour l'octroi des permis nucléaires et ne pas se désister de ses prérogatives au profit du Parlement. Néanmoins, la nouvelle loi prévoit qu'un recours pourra être présenté dans les quatre-vingt-dix jours contre tout projet de centrale. Malgré l'opposition des compagnies d'électricité, le gouvernement a également décidé d'introduire une clause dite « du besoin ». Selon cette disposition, les promoteurs devront démontrer que la construction d'une nouvelle centrale répond à l'intérêt national pour obtenir une autorisation. La responsabilité de l'élimination des déchets incombent aux constructeurs de centrales, mais en collaboration avec l'État.

Avec l'accord préalable des populations concernées

Enfin, le gouvernement helvétique est hostile à une initiative en faveur de « la sauvegarde des droits populaires et de la sécurité, lors de la construction de centrales nucléaires ». Avant recueillir cent vingt-cinq mille signatures, ce projet de loi demande, en effet, que les concessions de centrales nucléaires soient désormais octroyées par le Parlement, avec

SUISSE : pas de centrale nouvelle avant le vote d'une loi

Berne. — Bravant la pluie, plus de dix mille personnes ont manifesté samedi 27 août à Berne devant le palais fédéral, siège du gouvernement helvétique, pour réclamer un moratoire atomique de quatre ans. La manifestation s'est déroulée dans le calme mais les manifestants ont averti le Conseil fédéral que, en cas de refus du moratoire, ils n'hésiteraient pas « à l'imposer eux-mêmes par des mesures appropriées ». D'autre part, plusieurs milliers de personnes ont participé en fin de semaine à une kermesse anti-atomique à proximité de l'emplacement prévu pour la construction de la centrale nucléaire de Graben, au bord de l'Aar, dans le canton de Berne.

Une pétition signée par 91 000 citoyens

Jamais, en Suisse, la controverse n'avait été aussi animée entre adversaires et partisans de l'énergie nucléaire. Une pétition signée par quatre-vingt-onze mille citoyens demandant l'arrêt pendant quatre ans de toute construction atomique a été adressée le 22 août au gouvernement fédéral. De son côté, une commission parlementaire examine une proposition analogue d'un député socialiste. Le 23 août également l'assemblée générale de l'Association pour l'énergie atomique est partie en guerre contre ses adversaires présentés comme « des victimes d'une poignée d'extrémistes qui utilisent leur mécontentement pour saper les fondements de la société ».

Pour sa part, le gouvernement helvétique a présenté, le mercredi 24 août, les grandes lignes de son projet de révision de la loi sur l'utilisation pacifique de l'atome. Il entend demeurer l'instance suprême des décisions pour l'octroi des permis nucléaires et ne pas se désister de ses prérogatives au profit du Parlement. Néanmoins, la nouvelle loi prévoit qu'un recours pourra être présenté dans les quatre-vingt-dix jours contre tout projet de centrale. Malgré l'opposition des compagnies d'électricité, le gouvernement a également décidé d'introduire une clause dite « du besoin ». Selon cette disposition, les promoteurs devront démontrer que la construction d'une nouvelle centrale répond à l'intérêt national pour obtenir une autorisation. La responsabilité de l'élimination des déchets incombent aux constructeurs de centrales, mais en collaboration avec l'État.

Avec l'accord préalable des populations concernées

Enfin, le gouvernement helvétique est hostile à une initiative en faveur de « la sauvegarde des droits populaires et de la sécurité, lors de la construction de centrales nucléaires ». Avant recueillir cent vingt-cinq mille signatures, ce projet de loi demande, en effet, que les concessions de centrales nucléaires soient désormais octroyées par le Parlement, avec

l'accord préalable des populations concernées. Malgré l'opposition du gouvernement, cette proposition sera soumise à l'appréciation des citoyens dans le courant de l'année prochaine, et aucune nouvelle autorisation ne sera accordée jusqu'alors. Les auteurs de cette initiative populaire ont dernièrement reproché aux autorités de faire surveiller les adversaires des centrales par la police et « de se placer sur la voie directe qui conduit à l'état atomique totalitaire et à l'enfermement de la démocratie ». Rejetant ces accusations, M. Ritschard, chef du département fédéral des transports et de l'énergie, a cependant reconnu que, d'après un rapport de la police fédérale rédigé à la demande des autorités, le nombre des opposants aux centrales atomiques était en augmentation.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

ALLEMAGNE : le chancelier Schmidt refuse le moratoire.

La République fédérale d'Allemagne ne renoncera pas à l'énergie nucléaire. C'est ce qu'a déclaré, samedi 27 août, le chancelier Helmut Schmidt au cours d'une réunion du parti social-démocrate à Baden-Württemberg. « Aucun grand pays industriel ne pourrait se permettre une telle renonciation », a dit le chancelier, répondant ainsi à la demande de moratoire présentée de manière de plus en plus pressante par une partie de l'opinion allemande. « En tout cas, je ne le ferai pas », a affirmé M. Helmut Schmidt, fondant sa détermination sur le fait que la R.F.A. doit se ménager toutes les possibilités sur le plan énergétique.

Les écologistes européens se regroupent. — Les adversaires du nucléaire entendent désormais intervenir au niveau européen. C'est ce qu'a résulté des décisions prises à l'issue d'un symposium qui a réuni, pendant le week-end, à Bergisch-Gladbach, près de Cologne (Allemagne fédérale), les représentants de trente organisations de défense de l'environnement venu d'une dizaine de pays d'Europe. Des listes de candidats au Parlement européen ont déjà été établies, qui comprennent des Italiens, des Français, des Belges et des Néerlandais. Un centre européen d'information sur le mouvement antinucléaire va être créé.

Manifestation en Italie. — D'autre part, en Italie, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans le calme, dimanche 28 août, contre la construction d'une centrale nucléaire à Montalto di Castro, à 180 kilomètres de Rome. Depuis un mois, les contestataires campaient autour du site.

Libres opinions

Le P.C.F. et la dissuasion

par PIERRE DAIX

L'INSISTANCE mise par Georges Marchais à souligner le caractère tous azimuts de la stratégie de dissuasion que le P.C.F. préconise pour la France est-elle de nature à rendre plus crédible la capacité de dissuasion de notre pays ? Question fondamentale et beaucoup moins simple qu'il n'y paraît au premier abord.

En effet, si personne ne met en doute la résolution du P.C.F. en matière de dissuasion contre une menace qui surviendrait dans les azimuts occidentaux, il peut difficilement en être de même dans les azimuts des pays de l'Est. D'abord, les déclarations du P.C.F. affirment sa solidarité avec le camp socialiste, voire avec les partis communistes au pouvoir en U.R.S.S. et dans les États de la mouvance soviétique, sont invariables et constamment renouvelées. Comment cette solidarité peut-elle être compatible avec l'exercice de la dissuasion ? La question n'est pas nouvelle. Le 10 octobre 1975, Soljenitzine, répondant aux questions des télespectateurs qui ne lui avaient pas été posées dans France soviétique, déclarait : « Dossiers de l'écran », déclarait dans France soviétique qu'il ne croirait au changement du P.C.F. que lorsque celui-ci aurait pris l'engagement d'appliquer la politique française à la résistance au cas d'une agression soviétique.

Or le P.C.F. s'est borné à faire le sourd.

Sans doute, Georges Marchais a-t-il indiqué depuis, notamment sur les ondes de France-Inter, qu'il s'agirait de dissuader un agresseur « quel qu'il soit ». Malheureusement, la formule autorise toutes les restrictions mentales. Le P.C.F. n'a jamais considéré comme agression la pénétration des troupes d'un État socialiste dans un pays étranger, qu'il s'agisse de la Pologne en 1969, des pays baltes, de la Finlande, de la Corée du Sud, durant la période stalinienne, mais, beaucoup plus significativement encore, de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en août 1968, qu'il a cependant condamnée.

Plus grave encore, à la conférence des partis communistes à Moscou en juin 1969, la délégation du P.C.F. et Georges Marchais n'ont pas joué un mince rôle dans l'élaboration du tour de passe-passe qui a permis d'éliminer la question tchécoslovaque des travaux de la conférence en décrétant que l'invasion du 21 août était une « affaire intérieure » tchécoslovaque, ce qui revenait à considérer le régime d'occupation, le parti-Etat mis en place par l'armée d'occupation, comme l'expression du libre choix des peuples tchécoslovaques.

Le seul dirigeant communiste qui ait levé une telle équivoque est Santiago Carrillo, déclarant, dès 1974, à Régis Debray et Max Gallo (1) qu'à la place d'Alexandre Dubcek il aurait donné l'ordre de résister le 21 août 1968 aux troupes du pacte de Varsovie. Mais le P.C.F. n'a jamais fait le moindre écho à cette prise de position. De sorte que, pour donner à la formule « dissuasion tous azimuts » son plein sens — celui qu'elle avait dans la bouche du général de Gaulle, — le P.C.F. compte tenu de son passé, doit prendre un double engagement : d'abord celui d'appeler à la résistance dans le cas d'une agression venant des forces du pacte de Varsovie ; ensuite celui de considérer comme une agression toute attaque ou invasion conduite par ces forces contre un État qui refuse de leur céder sa souveraineté, c'est-à-dire de reconnaître que l'agression n'est pas l'apanage de l'impérialisme américain, mais peut aussi être le fait du système soviétique.

Tant que le P.C.F. n'aura pas levé ces équivoques, ses traditions ôteront toute crédibilité à la stratégie de dissuasion d'un gouvernement français dont il serait une des composantes. Or la pire des politiques pour notre pays est à coup sûr de prétendre pratiquer une stratégie de dissuasion nucléaire sans posséder la politique de cette stratégie. Nous serions alors une cible sans défenses nationale.

(1) Demain l'Espagne, Le Seuil, 1974, p. 153.

TRECA ÉPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :

CAPELOU

DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e — TEL. 357.46.35
Métro : Parmentier

CONTROL DATA

premier constructeur mondial de super ordinateurs
forme dans son Institut de Paris

PROGRAMMEURS
en 19 semaines

TECHNICIENS DE MAINTENANCE
en 26 semaines

Pour conditions et dates d'interviews
Appelez dès maintenant M. MAGNAN au 583.46.72

Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA
40, rue Albert — 75013 PARIS
A partir du 1^{er} Octobre 77
18, rue Brand — 75012 PARIS
TEL. 340.17.30

COURS RAY

ENSEIGNEMENT PRIVE

secondaire mixte

de la 6^e aux Terminales A, B, C, D

PRÉPARATION AU P.G.E.M. 1

Enseignement efficace dispensé par professeurs diplômés
EXTRINSEQUE - DEMI-PENSION
INTERNATS JEUNES GENS JEUNES FILLES
dans 3 villas avec jardin

RENTÉE SCOLAIRE : LE 22 SEPTEMBRE

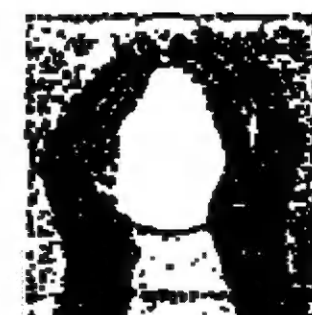
INTERNATS : LE 21 AU SOIR

Inscriptions année scolaire 77-78
12, rue Caffarelli - 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43

En été les Français préparent les économies de chauffage de l'hiver.

Ils s'occupent des travaux d'isolation, de régulation et d'entretien.

Agence pour les économies d'énergie



مكتبة ابن رشد

Préparation à l'Examen de
Médecine

Professeurs
Préparation
Examen de Médecine
1^{er} cycle
2^e cycle
3^e cycle
4^e cycle
5^e cycle
6^e cycle
7^e cycle
8^e cycle
9^e cycle
10^e cycle
11^e cycle
12^e cycle
13^e cycle
14^e cycle
15^e cycle
16^e cycle
17^e cycle
18^e cycle
19^e cycle
20^e cycle
21^e cycle
22^e cycle
23^e cycle
24^e cycle
25^e cycle
26^e cycle
27^e cycle
28^e cycle
29^e cycle
30^e cycle

EN ILE-DE-FRANCE

UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE MENACÉE DE FAILLITE
DANS LE VAL-D'OISE

La fin de l'euphorie immobilière

Du temps de l'euphorie immobilière et de la construction à tout va, les collectivités, et notamment les communes, ont accordé facilement leur caution financière aux emprunts de nombreuses sociétés d'économie mixte chargées de la construction de logements ou de l'aménagement de quartiers. Aujourd'hui, les temps sont durs, et certaines de ces sociétés, en difficulté, font appel aux communes, qui ne l'entendent pas de cette oreille.

Q UOI par exemple va payer le déficit de la Société d'économie mixte de la banlieue Nord (Semiban) menacée de liquidation judiciaire ? Les élus communistes du Val-d'Oise, des Yvelines et de la Seine-Saint-Denis viennent de se déclarer op-

posés, dans un communiqué, « à toute solution tendant à faire payer aux contribuables les déficits » de ces sociétés. Là, l'opposition discerne des fautes de gestion, les élus de la majorité ne voient quant à eux que les conséquences de la crise économique. Quant au commissaire du gouvernement, il reconnaît qu'il y a eu une « erreur d'estimation » à l'origine.

« Sans tenir compte de la conjoncture, les sociétés d'économie mixte de la SACI se lancent dans des opérations de logements non aidés, choisissent très mal leur programme, acceptent de construire là où personne ne veut aller », déclare Mme Annie Brunet, maire communiste de Franconville (Val-d'Oise). Sur ce même thème, le commissaire du gouvernement reconnaît que « l'erreur, c'est d'avoir cru que ce qui s'était passé jusqu'alors devait continuer à se reproduire ». En fait, les raisons de la crise que traverse aujourd'hui la Semiban et les communes qui ont garanti les emprunts sont multiples.

Agissant comme promoteur, la Semiban avait programmé dans le Val-d'Oise, au début des années 70, de nombreux logements, qui ne répondent plus, en 1977, aux besoins de la population. En raison de l'inflation et des coûts supplémentaires, ces opérations immobilières ont perdu leur caractère social et ont donc plus trouvé d'acquéreurs. D'autre part, les frais financiers réclamés par les banques n'ont cessé d'augmenter et sont devenus exorbitants : de 5,8 millions de francs au bilan prévisionnel, ils sont passés quelque six ans plus tard à 40 mil-

lions de francs. Quant aux frais généraux de la Société auxiliaire de construction (SACI), qui assure la gestion matérielle de la Société, ils sont passés de 4 à 9 millions de francs. Or la SACI, actionnaire privé de la Semiban, est une filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui finance les opérations. Les élus de l'opposition ont obtenu que les comptes de la société soient expertisés et qu'on établisse un bilan détaillé des frais financiers.

Le problème aujourd'hui est de savoir comment rembourser les emprunts. Deux solutions sont possibles : la liquidation judiciaire ou un règlement à l'amiable. Dans le premier cas, les communes actionnaires et concernées par les opérations de logement remboursent à hauteur de leur garantie, à savoir au total 113 millions de francs dont 50 pour la seule commune de Franconville. Dans le second cas, le déficit de la société estimée à 40 millions de francs, est pris en charge par l'État pour 40 millions, les banques pour 134 millions et les communes pour 36,8 millions seulement.

Les élus communistes, qui refusent toute participation des contribuables, donc des communes, préconisent « un emprunt d'État à long terme et à faible taux d'intérêt afin de renouer la Semiban et des crédits exceptionnels permettant de ramener le prix des logements aux normes du logement social ». Mais il est difficile d'annuler rétroactivement les garanties accordées par les communes. Celles-ci devront se prononcer dès septembre.

JACQUELINE MEILLON.

UN LIVRE DE JEAN TULARD

« Paris et son administration »

M. JEAN TULARD, un des meilleurs spécialistes du Consulat et de l'Empire à qui on doit un ouvrage passionnant, *Napoléon ou le mythe du pouvoir*, paru chez Fayard, vient de publier *Paris et son administration* (1), remarquable étude éditée sous les auspices de la commission de travaux historiques de la Ville de Paris, qui apporte à l'histoire de la capitale une contribution exceptionnelle.

Dans son introduction, M. Tulard évoque le passé de l'administration parisienne, d'abord sous l'Ancien Régime, où un prévôt des marchands nommé pour deux ans, faisait fonction, sous l'autorité du roi, de maire de Paris, tandis que la police était confiée à un lieutenant général, puis sous la période révolutionnaire, où se succèdent différents modes d'administration, pour aboutir enfin au Directoire où les services de la capitale étaient concentrés entre les mains d'un commissaire placé auprès de l'administration départementale. C'est sous le Consulat, comme le montre M. Tulard dans la première partie de son ouvrage, qu'un retour vers la concentration de l'autorité s'est opéré et qu'en renforçant l'œuvre entreprise sous le Directoire les réformateurs de l'an VIII atteignent le but qu'ils s'étaient fixé : celui d'empêcher un individu ou une assemblée d'utiliser la force révolutionnaire que représentait la capitale, pour se poser en rival du gouvernement.

L'esprit de ces nouvelles institutions visait donc, comme sous l'Ancien Régime, à déposséder les Parisiens de la gestion de leur ville pour la remettre sous le contrôle d'un conseil dépourvu de tout pouvoir, à deux préfets, c'est-à-dire au gouvernement. C'est par la loi du 28 pluviôse an VIII (7 février 1800) rédigée par Chabrol qui furent mises en place ces nouvelles institutions qui comportaient la nomination du préfet de département, celles des maires des douze arrondissements ainsi que la constitution des conseils et assemblées et l'organisation de la préfecture de police.

La seconde partie de son étude (qui en comporte cinq), que M. Tulard a intitulée *Les Succès*, est un véritable panorama de Paris pendant la plus brillante époque de l'Empire, celle qui s'étend de 1800 à 1810 où, avec l'essor commercial et industriel, la croissance de la démographie, les grands travaux urbains voulus par Napoléon, Paris va s'élever au rang de très grande capitale. Mais toute médaille a son revers et la ville administrée par Fouché et Dubois est aussi celle des factions politiques génératrices de complot et des premiers remous

qui commencent à secouer la classe ouvrière. Enfin les criminels et les mendiants, si bien décrits par Eugène Sue, dont le nombre augmente, cessent de poser bien des problèmes aux services de la police.

La disette

Mais avec la période qui s'étend entre 1810 et 1813, on va assister à une crise grave qui remettra en cause l'efficacité des méthodes administratives. Cette crise industrielle et financière sera relayée par la disette, accompagnée par un malaise politique et religieux d'extrême violence, un effondrement économique, en attendant la défaite militaire. Durant ces trois longues années, le peuple de Paris gardera son calme et les hommes en place verront leur autorité consolidée.

Entre mai 1814 et juin 1815, trois régimes vont se succéder au milieu d'une grande confusion politique sans que la capitale ne change. M. Tulard, dans la conclusion de cette troisième partie, en vient à se demander si le rôle de l'administration n'a pas été déterminant en assurant à Paris un ravitaillement régulier et à bas prix, en la préservant de l'insécurité et enfin en mettant en place un dispositif policier efficace.

« Autant d'événements, écrit-il, pour expliquer le succès de Paris ». Ces dix années de crise s'achèveront en 1820 avec la reprise du commerce et de l'industrie et aussi l'essor de la construction privée. Un grand préfet, Chabrol, qui a été nommé dès 1815, va pouvoir enfin donner la mesure de ses talents d'administrateur, et tandis que les maires d'arrondissement verront leur mandat porté à cinq ans, Chabrol va s'attacher à travailler en liaison étroite avec deux organismes dont le rôle est essentiel dans la vie de la capitale : la direction des travaux de Paris et le conseil des bâtiments civils. C'est avec eux qu'il élaborera une politique urbaine qui atteindra son apogée en 1825. Tout cela sera remis en cause cinq ans plus tard avec la Révolution de 1830, mais la loi du 30 avril 1834, qui fixera un nouveau statut de la capitale, n'aura qu'une portée limitée puisque deux préfets nommés par le roi concentreront une fois de plus la majeure partie du pouvoir municipal.

ANDRÉ JACOB.

(1) Ville de Paris, commission des travaux historiques, sous-commission de recherches d'histoire municipale contemporaine - XIII - Paris et son administration (1800-1830), par Jean Tulard, Paris, 1976, 1 vol. in-4°, 572 pages.

Préparation à l'entrée en Médecine

PHARMACIE-DENTAIRE
● Préparation scientifique (5 à 30 sept.)
● Encadrement annuel par CHU
● Année préparatoire
● 6 CENTRES
● CEPES
722.54.54 ou 745.03.15

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

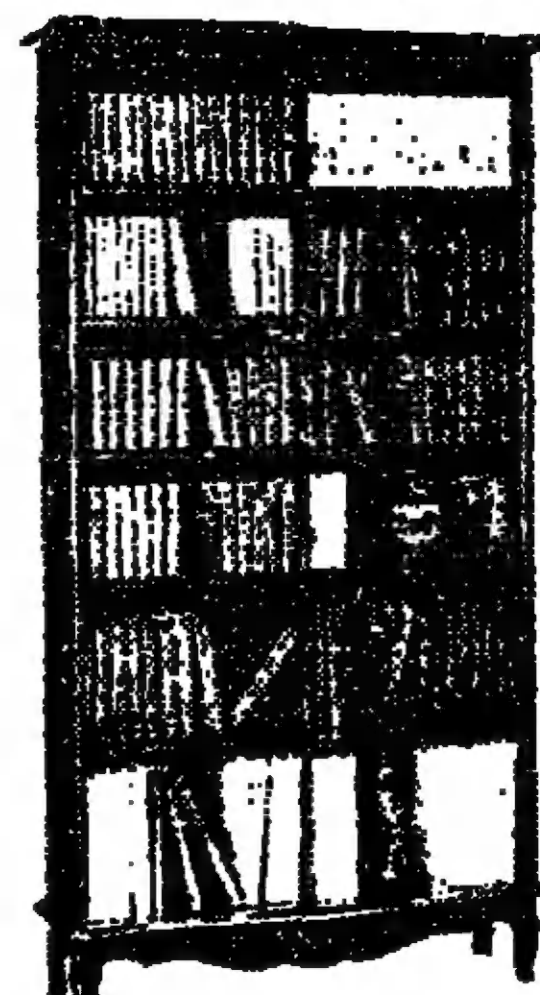
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 608
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs
75009 PARIS - CEDEX 02

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONT-PARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14° — Tél. 633.55.11

Bibliothèques Rustiques vitrées

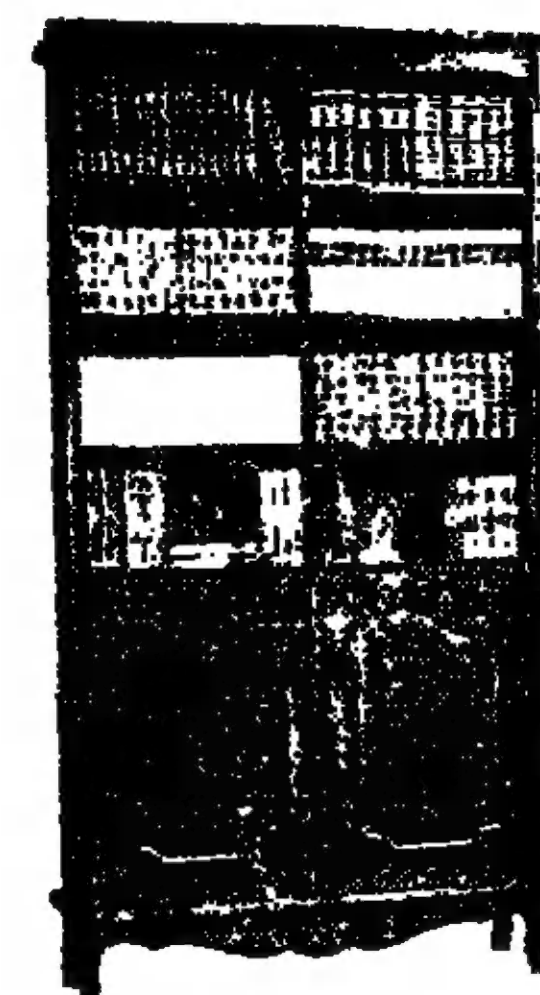
ajustables, par simple pose, grâce à notre système exclusif de moulures amovibles



GRAND MODELE
Haut. 208 - Larg. 116 cm - Prof. 33 cm
(livrée montée)

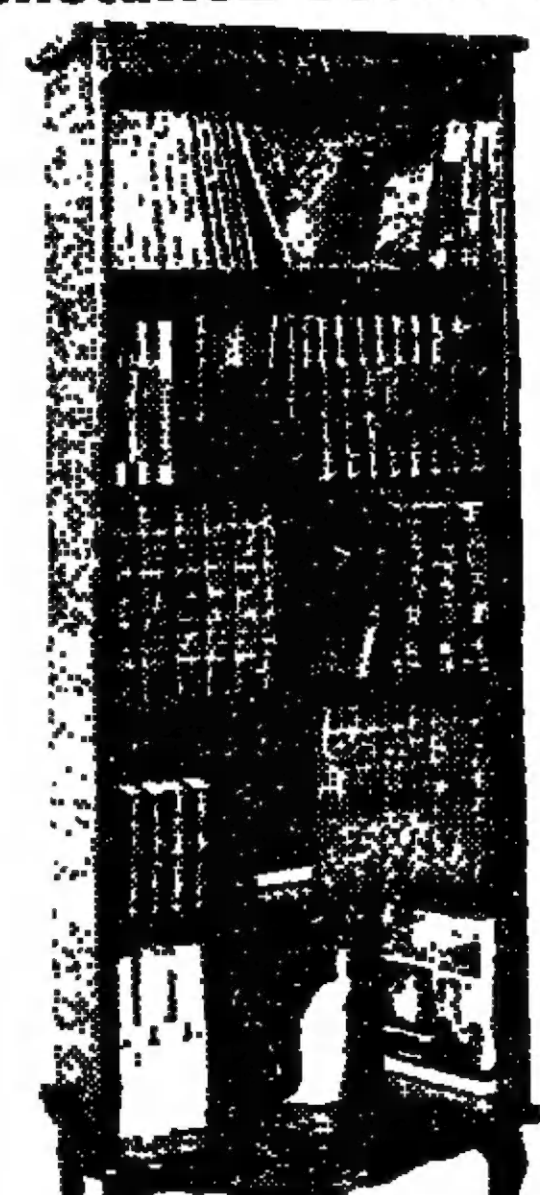


Haut. 157 - Larg. 100 cm - Prof. 32 cm
contenance 160 vol. club
(livrée montée)



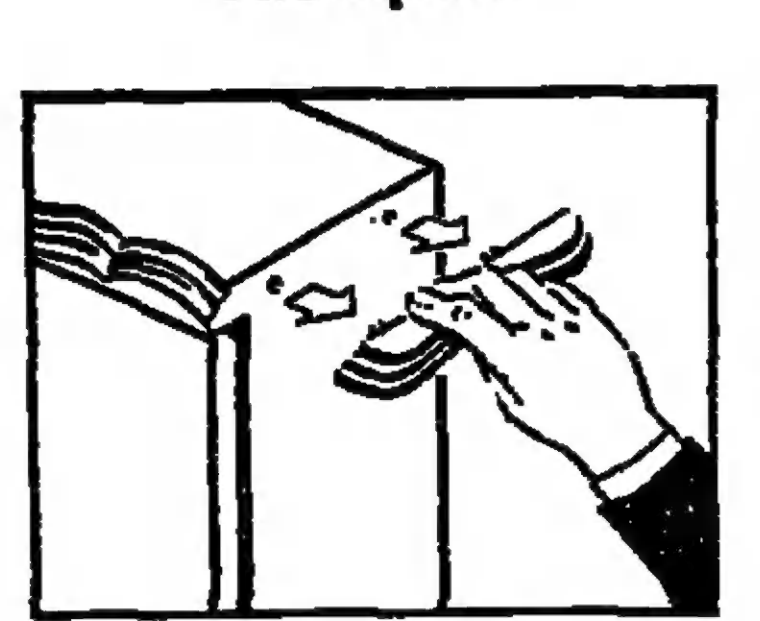
GRAND MODELE
Haut. 208 - Larg. 116 cm - Prof. 33 cm
avec portes pleines coulissantes *

Installez-vous ULTRA RAPIDEMENT à des prix IMBATTABLES

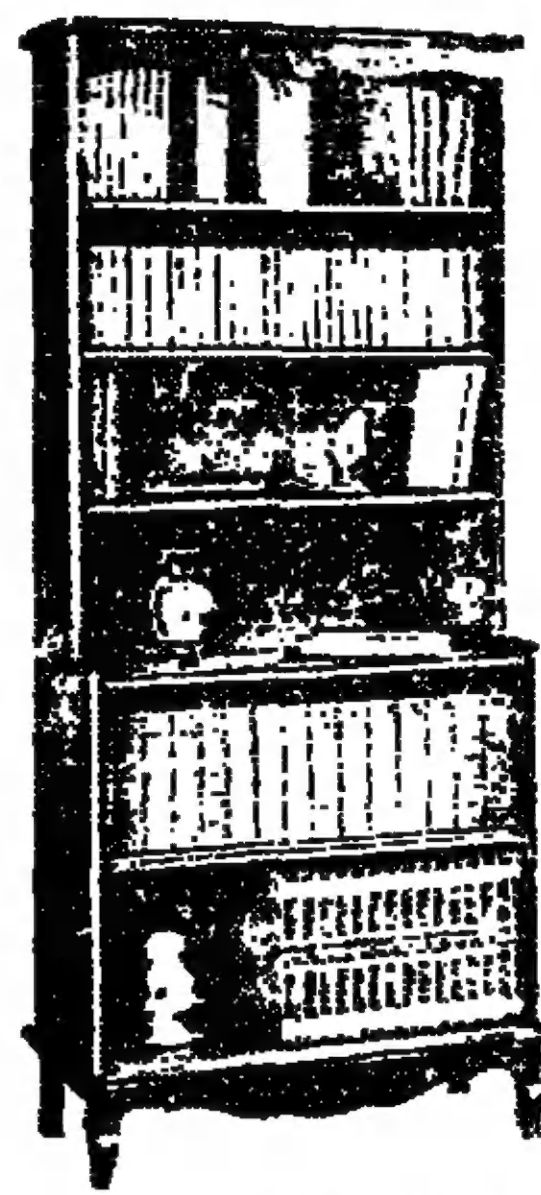


BIBLIOTHEQUE
GRANDE PROFONDEUR
Haut. 203 - Larg. 78 cm - Prof. 42 cm
contenance 100 gros vol. env.
en 54 de large livrée montée *

Comment juxtaposer tous nos modèles rustiques



D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose côté à côté



MODELE TOUTS FORMATS
Haut. 205 - Larg. 78 cm - Prof. 42/30 cm
Contenance 120 vol. club + 40 gros vol. en 54 de large (livrée démontée)

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUTS FORMATS

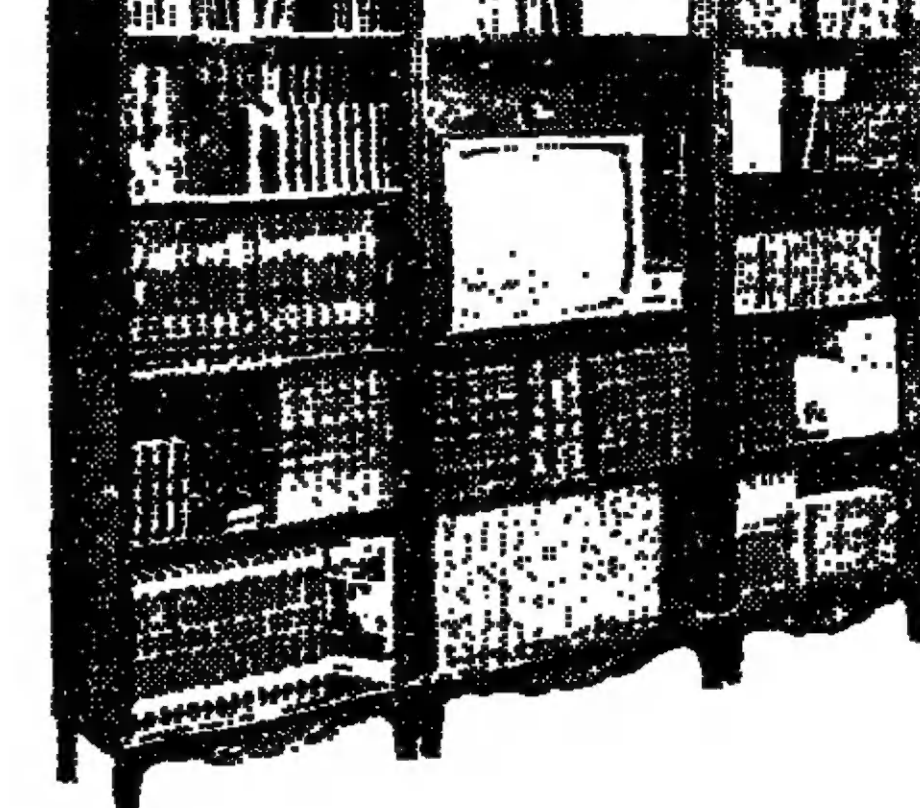
ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.



Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 277 cm - Prof. bas : 42 cm - haut : 30 cm
Contenance 360 vol. club + 120 grands formats env. Cet ensemble a été monté en 3 h. par une seule personne

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR

Hauteur de l'ensemble 203 cm, largeur 241 cm, prof. 42 cm, Contenance 250 gros volumes peut être augmentée par l'adjonction de 1/2 tablettes



150 MODÈLES

150 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

Meubles Standard, Contemporains, de Style

Département sur mesures

Visitez nos Expositions:

à Paris
61, rue Froidevaux Paris 14°
Maison - Denis Rochau
Cahier - Raspail - Edgard Quinet
Autobus : 28, 38, 58, 69
Ouvert tous les jours même le Samedi de 9 à 19 h sans interruption

en Province
Quelques lieux pour 9 à 12 h de 14 à 19 h (hors lundi - sauf lundi matin)

- AMBIER 3 rue des Chaudronniers, Tél. 021 21 91 75
- BONNEVILLE 10 rue Boncourt, Tél. 044 44 37 42
- CLERMONT-FERRAND 27 rue Georges-Clemenceau, Tél. 03 73 91 47 76
- COGNAC 15 rue de la République, Tél. 051 58 47 75
- LALE 16 rue de la République, Tél. 071 51 51 51
- LYON 24 rue de la République, Tél. 078 18 58 11
- MAIRIE 102 rue de la République, Tél. 031 37 40 14
- MONTELLIER 8 rue de la République, Tél. 043 15 47 32
- REIMS 16 rue de la République, Tél. 040 76 58 35
- ROCHELLE 18 rue de la République, Tél. 051 58 47 75
- STRASBOURG 27 rue de la République, Tél. 031 37 40 14
- TORONTO 27 rue de la République, Tél. 031 37 40 14
- TULOUSE 27 rue de la République, Tél. 051 58 47 75

à l'Étranger
BELGIQUE : BRUXELLES 7580 54, rue du Nord
FRANCE : GENÈVE 50400 12, rue du Nord
ITALIE : 0211 00000 14, rue du Nord

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

BON Pour un catalogue en couleurs GRATUIT et retour

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75009 PARIS CEDEX 14

Veillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, demande de devis, etc.

Nom
Adresse
Code Postal
Ville

ou appelez le 633-73-33 (24 heures sur 24)

SUISSE

COURS RAY
ENSEIGNEMENT PERMANENT

REVUE

rent
ge de l'hiver

(Publicité)

LES ACTIVITÉS ET LES PROGRAMMES DE FORMATION DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DIRIGEANTS ET CADRES FACE A LEURS RESPONSABILITÉS SOCIALES

La gestion sociale de l'entreprise dans les perspectives économiques actuelles

L'établissement d'un bilan social est maintenant obligatoire pour les entreprises de plus de 750 salariés. Il le sera bientôt pour toutes celles de plus de 300 salariés. Pour les dirigeants d'aujourd'hui, il y a donc nécessité de préciser une politique sociale souvent restée embryonnaire ou velléitaire et de prendre en compte tous les aspects humains de l'entreprise.

La gestion sociale recouvre des problèmes liés au développement des hommes, à la gestion du personnel, aux problèmes d'information et de communication et aux nouvelles formes d'organisation du travail.

Face à ces responsabilités, les dirigeants se retrouvent souvent mal armés et éprouvent le besoin de chercher des solutions efficaces auprès d'experts et

d'autres praticiens d'entreprises. Il s'agit pour eux d'avoir une attitude volontariste de changement social dans le respect des individus et dans un esprit de dialogue avec les différents partenaires sociaux, et d'admettre que leur autorité comme leur compétence s'acquerront désormais grâce à leurs qualités d'animateur. En période de conjoncture difficile et de croissance désormais faible, toutes les décisions font plus ou moins l'objet de négociations. Cadres et dirigeants doivent donc admettre et maîtriser des comportements différents auxquels ils n'ont pas été préparés, sur lesquels ils seront finalement jugés et dont dépend le développement de l'entreprise. Une entreprise ne peut plus viser une réussite économique sans la prise en compte des hommes qui la constituent.

Alors, comment faciliter ou provoquer ce changement ?

Améliorer la qualité de la communication entre les différents niveaux hiérarchiques est essentiel, mais il faut concevoir des procédures nouvelles de gestion des hommes.

Pour les appliquer et les contrôler, il faut admettre aussi que la gestion sociale concerne l'ensemble de l'encadrement et pas seulement les responsables de la fonction personnel.

C'est dans cet esprit que l'Institut de Gestion Sociale entend développer cette année son équipe, ses programmes et ses autres activités.

20-21 SEPTEMBRE

Perspectives économiques et gestion sociale de l'entreprise

DEUX JOURNÉES
A L'UNESCO

Pendant deux jours, des praticiens d'entreprises, des économistes, des responsables politiques se réuniront et échangeront leurs points de vue et leurs expériences.

Pour les dirigeants d'entreprises, et les responsables de ressources humaines qui participeront à ce symposium, cette rencontre sera le moyen de connaître les données économiques et sociales de la conjoncture 1976 et l'analyse qu'en font les experts.

Ils auront l'occasion de confronter et d'orienter leurs choix de gestion et leurs objectifs aux réflexions des personnalités de la vie politique et économique. Ils pourront les rencontrer et dialoguer avec eux, et peut-être ainsi lever certaines incertitudes, faciliter l'indispensable synthèse, entre impératifs économiques et objectifs humains et sociaux.

Ce symposium fait suite à une enquête menée auprès de dirigeants et de responsables de personnel d'entreprises.

Le nombre des participants est limité.

Renseignements et inscriptions peuvent être obtenus auprès de l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 2, rue de la Paix, 75002 PARIS.

Tél. : 260-10-30.

20 SEPTEMBRE

Matinée

CERTITUDES ET INCERTITUDES DU DIRIGEANT

Présentation des travaux et synthèse des résultats de l'enquête préalable. Analyse prospective des relations sociales dans l'entreprise. Un chef d'entreprise face aux incertitudes économiques et aux objectifs sociaux. Tendances et comportements des hommes dans les organisations.

Après-midi

LES DIRIGEANTS ET LA GESTION SOCIALE

L'influence du politique :

Les positions des partis politiques seront exposées par les délégués des partis spécialisés dans ces problèmes.

Expériences et outils de gestion sociale :

Participation aux décisions et concertations. Information interne et expression des salariés.

Bilan social et plan social. Amélioration des conditions de travail.

Appréciation et gestion prévisionnelle du personnel.

Ce thème sera abordé sous la forme d'une table ronde où les dirigeants d'entreprises feront part de leurs expériences et en tireront les conséquences.

La préparation de l'encadrement et la décentralisation des responsabilités sociales.

21 SEPTEMBRE

Matinée

FACE A LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'analyse théorique et les évolutions possibles : Monnaie, investissement, inflation, rémunérations, crédit.

Les mesures et les options au niveau de l'Etat : Confrontation des points de vue de syndicalistes, dirigeants d'entreprise et hauts fonctionnaires.

Les solidarités et les contraintes au niveau régional.

Les comportements des chefs d'entreprise : Un spécialiste de la presse économique analysera les scénarios possibles et comportements probables des chefs d'entreprise.

Déjeuner :

Présidé par une personnalité, ce déjeuner rassemblera conférenciers et participants.

Après-midi

QUELLES RÉPONSES POUR L'ENTREPRISE ?

Aux nouvelles motivations de l'encadrement et des salariés.

A l'évolution du rôle et de la légitimité des chefs d'entreprise et des responsables des ressources humaines.

Aux nouvelles obligations légales, notamment du Bilan Social :

Un haut fonctionnaire fera le point sur l'application de la loi et les décrets en cours de préparation.

Au nouveau contexte mondial.

LE DÉVELOPPEMENT

DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Créé à l'initiative d'un groupe d'entreprises et d'hommes soucieux de mieux maîtriser leurs responsabilités sociales, l'Institut de Gestion Sociale est un centre privé de formation, d'information, d'assistance et de recherche spécialisée dans les problèmes de gestion sociale et de développement des ressources humaines.

Il propose, autour d'un ensemble cohérent de programmes, des activités s'adressant aux dirigeants, cadres et responsables de l'entreprise. L'Institut a réuni une équipe d'animateurs et d'intervenants constituée de praticiens et d'experts choisis pour leurs aptitudes pédagogiques et leurs expériences. Des personnalités politiques et économiques, des représentants de l'administration, des professeurs et des chercheurs participent aussi aux travaux.

Une enquête menée auprès des dirigeants et responsables de personnel d'entreprises françaises, ainsi que l'expérience des activités interentreprises et des chantiers, menés par l'Institut de Gestion Sociale pendant ces deux dernières

années, ont révélé les difficultés des responsables à lier dans leur effort de changement l'action et les programmes de formation. Pour les aider, l'équipe des spécialistes de l'I.G.S. s'est enrichie de nouveaux praticiens et a mis en place d'autres activités :

● Actions de sensibilisation à travers des sessions de rencontres et par échanges d'expériences pour permettre aux responsables d'avoir une vision synthétique des problèmes de gestion sociale ;

● Élargissement des unités de perfectionnement, d'une part, et création d'un nouveau cycle de perfectionnement et de formation des responsables de personnel, d'autre part ;

● Orientation des cadres pour les aider à choisir dans les cycles de formation ceux qui leur permettront de lier de façon optimale leurs préoccupations de carrière et de formation professionnelle ;

● Recherches appliquées dans le cadre de groupes de travail et de séminaires de recherches sur les problèmes que pose la gestion du rôle social de l'entreprise.

Pour répondre aux objectifs des entreprises et des cadres UN ENSEMBLE COHÉRENT DE PROGRAMMES

● DÉFINIR UN PLAN SOCIAL ET DES ORIENTATIONS

Stratégie de développement humain et social de l'entreprise : 5 jours de réflexion et d'échanges.

Thème des travaux

Les conséquences de l'évolution du contexte socio-économique sur l'entreprise.

Maîtriser le changement social dans l'entreprise.

Methodologie et mise en œuvre d'un projet social de l'entreprise. Deux groupes de dirigeants se réuniront sur ce thème : premier groupe, les 22, 23 et 24 novembre 1977 et les 10 et 11 février 1978 ; deuxième groupe, les 11, 12 et 13 avril 1978 et 30 et 31 mai 1978.

L'Institut de Gestion Sociale a décidé d'aborder ce thème à travers des sessions d'études et d'échanges liant étroitement formation et action. Ce groupe de travail est réservé aux directeurs généraux, membres d'état-major et directeurs des relations humaines, directeurs du plan et du développement. Il vise notamment à favoriser dans les entreprises membres une réflexion à l'intérieur de chaque entreprise entre les directions de personnel et les directions générales et à permettre une confrontation d'expériences. Cette session a permis déjà aux entreprises qui l'ont suivie de mieux se situer par rapport à des éléments de prospective socio-économiques, d'effectuer un diagnostic de leur situation sociale et de réfléchir aux axes possibles de développement humain.

Les animateurs qui participent à ces travaux sont précédemment les experts et praticiens qui, depuis plusieurs années, ont mené au sein d'entreprises et d'organismes professionnels les expériences les plus avancées.

● DÉCENTRALISER LES RESPONSABILITÉS SOCIALES ET PRÉPARER L'ENCADREMENT

« Management et gestion sociale » : un programme de quinze jours.

Thème des travaux

La première session débute en décembre 1977.

La deuxième session débute en avril 1978.

Le cadre dirigeant face à un nouvel environnement économique et social : analyse sociale et conduite du changement, direction des hommes, communication et motivation, pratique de la négociation et fonctionnement des instances légales de représentation : entretiens interprofessionnels et appréciation, problèmes posés par le travail.

Ce programme est destiné aux cadres opérationnels et dirigeants soucieux d'améliorer leur efficacité professionnelle en dominant les problèmes humains et sociaux de leur fonction. Il vise une modification des comportements et une connaissance des principaux outils et méthodes de gestion sociale. Il s'appuie lui aussi sur une dynamique formation-action dans le cadre de cinq périodes de trois jours étalées sur six mois. Entre chaque période, les participants sont amenés à réaliser dans leurs entreprises un travail en liaison avec la formation et ce avec l'appui des formateurs. Des groupes d'études sont aussi constitués qui permettent un échange d'expériences et un entraînement pratique.

Un centre d'orientation

Toute inscription à l'Institut de Gestion Sociale pour les programmes « Stratégie de développement humain et social de l'entreprise » : « Management et Gestion Sociale », et pour les unités de perfectionnement, est subordonnée à un entretien entre le futur participant et un membre du comité d'orientation de l'établissement.

Le but de cet entretien est l'indépendance du niveau de base du candidat, mais permet de déterminer quelles sont les unités de l'Institut de Gestion Sociale qui correspondent le mieux à sa formation première, son expérience, ses préoccupations professionnelles immédiates et sa carrière en tenant par ailleurs compte de l'entreprise à laquelle il appartient.

Il s'agit également, pour l'Institut de Gestion Sociale, d'aboutir à la constitution de groupes homogènes, permettant une formation plus riche et plus cohérente.

Le comité d'orientation de l'Institut de Gestion Sociale est donc l'organe privilégié d'information des participants et des entreprises.

LE SYMPOSIUM DES 20-21 SEPTEMBRE : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET GESTION SOCIALE DE L'ENTREPRISE

M.

Fonction :

Entreprise :

Adresse :

Tél. :

● Souhaite participer et s'inscrire au symposium des 20 et 21 septembre à l'UNESCO ☐

● Souhaite recevoir le programme détaillé ☐

LES PROGRAMMES DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

M.

Fonction :

Entreprise :

Adresse :

Tél. :

● Souhaite rencontrer un des animateurs de l'Institut de Gestion Sociale ☐

● Souhaite recevoir les programmes détaillés ainsi que des dossiers d'inscriptions. ☐

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Centre privé de formation continue
déclaré conformément à la loi du 31 décembre 1976
2, rue de la Paix, 75002 PARIS. — 260-10-30

Améliorer les outils et les techniques de gestion sociale

Les unités de perfectionnement aux pratiques de la gestion sociale

ANIMER DIALOGUE NEGOCIER	Direction des hommes, communication, motivation, changement.	Pratique de la législation sociale et fonctionnement des instances légales.	Tensions et conflits : entraînement à la négociation.	Tensions et conflits : entraînement à la négociation.
S'ENTRAÎNER A L'EXPRESSION, A L'ENTRETIEN, A LA PÉDAGOGIE	Entraînement à l'entretien et à l'appréciation.	Entraînement à la conduite de réunions et à l'animation de groupe.	Entraînement au rôle pédagogique de l'encadrement.	Organisation et communication.
AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL	Analyse du travail et nouvelles formes d'organisation.	Analyse systématique d'expériences d'amélioration des conditions de travail.	Hygiène — Sécurité — Santé dans l'entreprise.	Analyse et diagnostic sociotechnique.
CONCEVOIR ET MÉTIER EN PLACE UN SYSTÈME DE GESTION SOCIALE	Méthodes et outils : Tableau de bord — Bilan social.	Méthodes et outils : Diagnostic et Audit Social.	Systèmes de planification sociale.	Systèmes d'information et politique sociale.

Le cycle de perfectionnement à la fonction personnel

LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Les postes.	Les hommes.	Les relations.	Structure et politique de la fonction personnel
--	-------------	-------------	----------------	---

Ces unités offrent un enseignement complet dans un domaine précis de la Gestion Sociale : leur durée est de sept jours, au rythme d'une journée tous les quinze jours, ainsi qu'une « journée bilan » trois mois après la fin de la session.

Deux rentrées par an, en novembre et en mars.

La première grille s'adresse à tous les cadres. Un cycle de perfectionnement des responsables de personnel permet aux entreprises d'améliorer leurs méthodes de gestion dans ce domaine.

Le diplôme de l'Institut de Gestion Sociale est délivré aux participants ayant suivi quatre unités de perfectionnement et effectué un rapport de synthèse. Ces unités peuvent être choisies avec le conseil d'orientation dans la première grille ou dans le cycle de perfectionnement à la fonction personnel.

Le Monde
DE L'EC

Français modèrent
les dépenses ...
attentifs aux prix

Les rigueurs
du plan Barre

retraite à
inconséquences du m

هكذا منه الأصل



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Les Français modèrent leurs dépenses ...

Ils sont plus attentifs aux prix

Les Français sont maintenant entrés dans l'ère de l'austérité. Austérité relative que les Anglais — dont la consommation est revenue au niveau d'il y a cinq ans — envieraient. Austérité tout de même puisqu'au début de l'année les achats des familles ont nettement baissé (— 7 % de janvier à mai pour les produits manufacturés). La nette reprise qui s'est produite en juin et juillet (+ 5 %) n'a pas tout à fait compensé le recul des mois précédents. On se retrouve donc, début août, en léger retrait par rapport à décembre 1976-janvier 1977, à peu près au niveau atteint un an plus tôt. Pas de catastrophe donc, mais une quasi-stagnation des achats.

Si, au total, la consommation a tout de même progressé au rythme annuel de 2 % au cours du premier semestre, c'est en raison des dépenses alimentaires et de services sur lesquels les ménages peuvent moins facilement économiser, préférant différer l'achat d'un poste de télévision couleur ou d'un costume plutôt que de se restreindre sur les loisirs ou la nourriture. Quoi qu'il en soit, c'est un phénomène très nouveau qui vient de se produire dans un pays où, depuis dix ans, le pouvoir d'achat et la consommation globale avaient progressé à un rythme de 4 à 5 % l'an. Pour les seuls produits manufacturés, la consommation se développait même, depuis les années 60, à un rythme voisin de 7 % l'an.

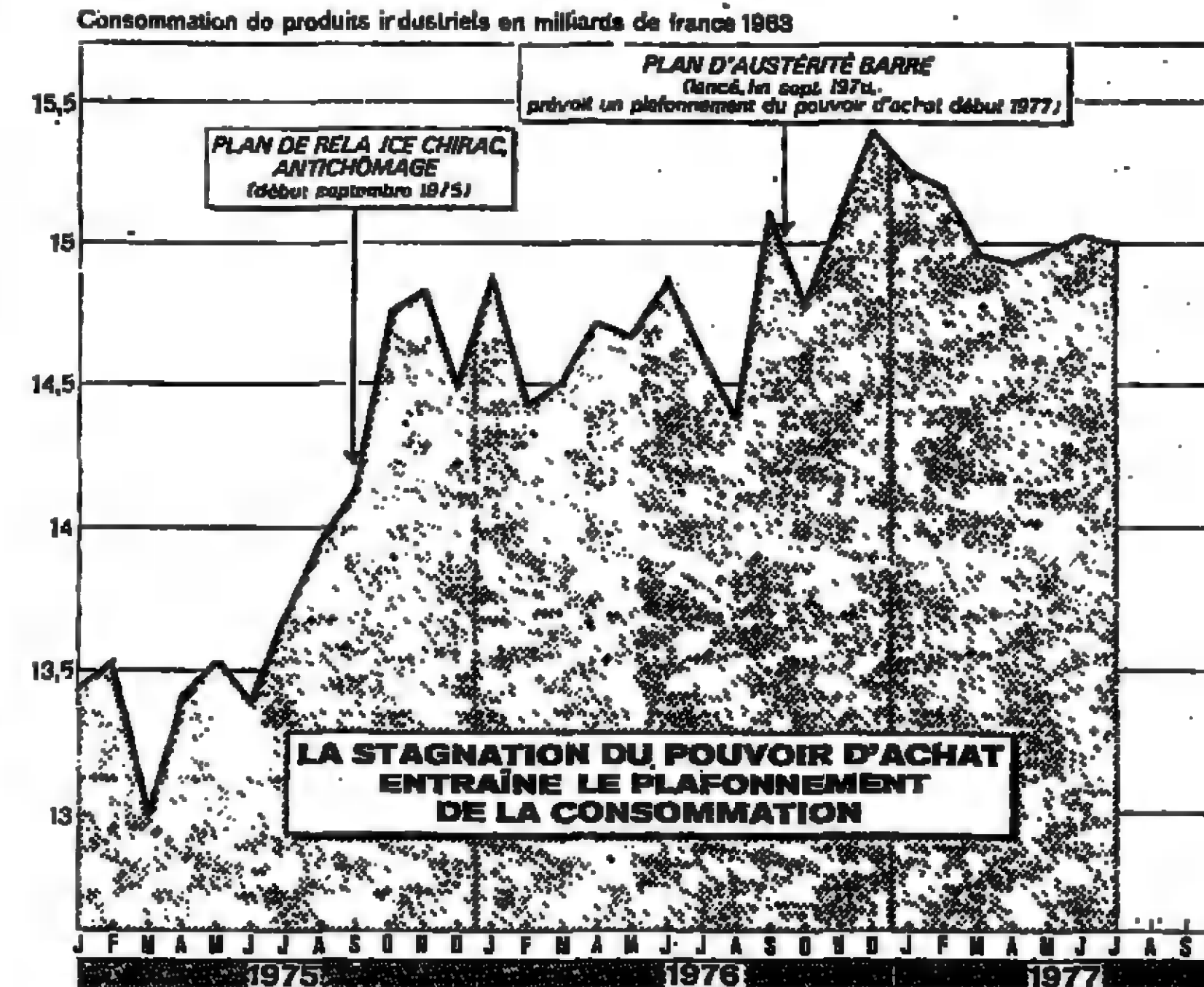
Reste à savoir si l'évolution de cette première partie de l'année 1977 est un accident ou si elle est significative d'une tendance plus durable.

Le second semestre devrait être moins mauvais que le premier. C'est le jugement qu'on peut porter, au vu de l'enquête que nous avons ébauchée en août dans l'industrie et le commerce, et dont on lira le détail en page 12. Globalement, la baisse des achats a pris fin. Il est même possible que l'année se termine à un niveau de consommation un peu supérieur à celui du début 1977. Ainsi, l'indice trimestriel de la consommation des produits industriels pourrait atteindre 250 en fin d'année, contre 251,9 en décembre 1976 (sur la base 100 en 1963), soit une hausse de 0,4 %. Au cours des

années précédentes, les progrès avaient été de 3 % (quatrième trimestre 1976 comparé au quatrième trimestre 1975) et 10 % (1975 comparé à 1974). On voit la rupture qui va se produire cette année : elle constitue un phénomène économique important et probablement lourd de conséquences pour le pays.

Les rigueurs du plan Barre

Ce qui est propre à la France, c'est que cette rupture se soit produite très tard, trois ans après le « boom » des prix pétroliers, deux ans après la récession mondiale. Crainte du gouvernement de prendre des mesures d'austérité impopulaires ? Crainte des chefs d'entreprise de déclencher de grands mouvements de grève ? Toujours est-il que dans le même temps où tous les pays industrialisés voyaient se réduire — ou stagner — la consommation des particuliers, en France la consommation des ménages continuait de croître, comme si de rien n'était, encore stimulée, fin 1975, par le plan de soutien lancé en septembre de la même année par le gouvernement Chirac. L'économie française a pu ainsi, pendant deux ans, éviter aux salariés les rigueurs de l'austérité. Elle l'a fait en entamant son capital : les stocks des entreprises, une partie de leurs bénéfices, qui, les années précédentes, allaient aux investisse-



ments, mais ont été utilisés, en 1975, pour payer des salaires.

On en est là maintenant. Les rigueurs du plan Barre n'ont pas freiné l'inflation, mais elles ont eu ce résultat évident de stopper presque complètement la progression du pouvoir d'achat des salariés au premier semestre. Encore faut-il voir que pour l'ensemble des salaires et traitements (secteur public y compris), après une progression de 1,5 % à 2 % du pouvoir d'achat au premier trimestre 1977 (par rapport au quatrième trimestre 1976), on a enregistré un recul absolu du niveau de vie de 1,5 à 2 % entre le premier et le deuxième trimestre de cette année. Dès lors, le taux de croissance de la consommation des ménages prévu par le gouvernement pour 1977 (+ 3,6 % d'après les chiffres rectifiés en juin) ne sera pas atteint. Pas plus d'ailleurs que le taux de croissance économique, également fixé à quelque 3,5 %. Dans les deux cas, des taux de 2,5 % sont beaucoup plus vraisemblables. Encore seront-ils obtenus par l'« averse » de la fin de l'année 1977 et traduiront-ils mal le plat profil de 1977.

Dans cette conjoncture nouvelle, les habitudes changent. Le volume des dépenses des ménages reste assez élevé

pour que l'appareil commercial puisse s'adapter, et certains secteurs connaissent encore des taux de croissance très forts (les loisirs notamment). Mais le plus remarquable est peut-être que les commerces à faible marge bénéficiaire prospèrent aux dépens des formes de distribution plus traditionnelles et plus coûteuses. Des modifications structurelles profondes s'opèrent sous la pression des difficultés conjoncturelles, transformation dont il ne faut pas sous-estimer l'importance pour les années à venir. L'enquête que nous avons menée au cours des trois premières semaines d'août auprès des fabricants, des détaillants et des hôteliers et agences de voyages ne nous a pourtant pas confirmé le pessimisme dont faisait état la dernière note de l'INSEE. « Enquête bimestrielle dans le commerce de détail en juillet ». Certes, presque toutes les entreprises et les syndicats professionnels consultés envisagent l'avenir avec prudence. Mais aucun de nos interlocuteurs ne s'est déclaré très inquiet pour les prochains mois. Le creux de la vague semble passé et la grisaille n'a pas disparu.

ALAIN JERNHOLES.

Lire page 12 l'enquête sur les différents secteurs de consommation.

Pré retraite ou retraite à soixante ans : les inconséquences du mélange des genres

L'accord du 13 juin 1977 agréé le 9 juillet par le ministre du travail étend aux salariés démissionnaires après soixante ans le bénéfice de la « garantie de ressources » déjà reconnu aux salariés licenciés après cet âge : 70 % de leur salaire brut, près de 80 % de leur salaire net. C'est bel et bien une préretraite qui a été instituée, mais au lieu de l'installer dans son cadre naturel, celui de l'assurance vieillesse, on l'a aménagée, par l'effet d'une greffe artificielle, dans celui de l'assurance chômage. Un tel « détournement » d'institutions et de techniques est inévitablement générateur de difficultés, voire d'incohérences.

Le statut général des bénéficiaires de l'accord du 13 juin fournit un premier exemple de incohérences du système. Dans la mesure où ces préretraités sont indemnisés en tant que chômeurs, ils sont tenus de s'inscrire comme demandeurs d'emploi auprès des services de l'Agence nationale. Sauf pour ceux qui envisageraient réellement d'accepter un nouvel emploi, en renonçant alors à la garantie de ressources, combien sont-ils ? — la démarche est de pure comédie : on joue au chômeur. Les intéressés font mine de demander, mais l'Agence doit veiller à ne rien leur proposer. Ce n'est pas très sérieux.

Autre sujet de perplexité, les modes de calcul de la garantie : 70 % des salaires. Mais de quels salaires ? Les tout derniers ou une moyenne établie sur une longue période ? Problème classique. Pour la fixation de prestations

extrêmement contestables, les gains des trois derniers mois pouvant être anormalement élevés ou modestes. Sans même parler de fraude, on entrevoit les négociations — et l'inflation de la garantie — auxquelles sont conduits cette référence si nombre d'employeurs, désireux d'alléger leurs effectifs tiennent à peu près ce langage aux plus âgés : « n'est pas question de vous licencier ; toutefois, le serait-il, par une augmentation sensible de votre salaire pendant un temps suffisant, à vous permettre de démissionner, avec, à la clé, une préretraite particulièrement avantageuse. Aux frais des Assédic. Quelle sera leur attitude, face à cette « démission négociée », qui, tenant davantage du divorce par consentement mutuel que de la notion classique de démission, acte unilatéral, n'a pas encore trouvé sa place exacte dans les catégories du droit du travail ?

Reste le plus important, le problème de la coordination de la nouvelle préretraite et de l'assurance-vieillesse.

Au premier abord, aucun problème : la garantie de ressources permet à ses bénéficiaires d'attendre l'âge normal de la retraite, soixante-cinq ans, en continuant d'acquiescer des droits vis-à-vis de leur assurance-vieillesse légale que vis-à-vis de leur régime complémentaire. Elle produirait, en somme, une sorte de « effet-retard » qui, repoussant

à la date la plus convenable le jeu de ces assurances, permettrait aux intéressés d'en profiter au maximum : effet parfaitement bénéfique, donc.

Une analyse plus attentive révèle que, en fait, la nouvelle institution n'est que très mal à certains principes de base de l'assurance-vieillesse du régime général et finit par les déstabiliser complètement.

Cette assurance-vieillesse repose, en effet, sur une distinction fondamentale entre le cas normal et une série de cas privilégiés.

Partons du cas normal. L'assuré qui totalise cent cinquante trimestres d'assurance (cinq-vingt ans et demi) a droit, dès soixante ans, à ce que nous appellerons une pleine pension : le montant de celle-ci est de 55 % de la moyenne des salaires des dix meilleures années à la liquidation est demandée à soixante ans, mais si elle est demandée à un âge plus élevé, chaque année supplémentaire entraîne un supplément de 5 % : 30 % à soixante et un ans, 35 % à soixante-deux ans, etc., et 50 % à soixante-cinq ans. Si l'intéressé ne totalise pas cent cinquante trimestres, il a droit à une pension proportionnelle : on calcule d'abord le montant de la pension qui serait la sienne — compte tenu de l'âge auquel il en demande la liquidation — s'il totalisait cent cinquante trimestres d'assurance, et l'on procède ensuite à une réduction pour tenir compte, par application de la règle de trois, de la durée réelle d'assurance.

D'un autre côté, se sont multipliées les catégories sociales auxquelles vocation à un régime privilégié a été reconnue par décision ministérielle. Portant uniquement sur le facteur âge : même s'ils en demandent la liquidation avant soixante-cinq ans, leur pension, pleine ou proportionnelle, est calculée comme s'ils avaient effectivement cet âge. C'est le cas pour les titulaires d'une pension d'invalidité (automatiquement transformée à soixante ans en pension de vieillesse au taux applicable à soixante-cinq ans) ; pour les salariés tenus pour incapables au travail après soixante ans ; pour les anciens déportés et internés ; pour les anciens combattants et prisonniers de guerre à certaines conditions ; pour les ouvriers nés de famille justifiant de trente ans d'assurance ; pour les travailleurs manuels ayant été astreints pendant cinq ans à des travaux particulièrement pénibles et justifiant de quarante et un ans d'assurance ; c'est enfin le cas, depuis une loi du 12 juillet 1977 — postérieure donc à l'accord du 13 juin — pour toutes les assurées justifiant de trente-sept ans et demi d'assurance. Il n'est sans doute pas inutile de souligner que ces diverses catégories privilégiées sont maintenant largement majoritaires (1).

(1) En 1975, le pourcentage de pensions liquidées avant soixante-cinq ans dépassait déjà 50 %, avec, dans l'énorme majorité des cas, les mêmes droits qu'à soixante-cinq ans. Or, depuis cette date, ce bénéfice a été reconnu à bien d'autres catégories sociales.

(2) Ces coefficients d'anticipation réduisent les retraites complémentaires dont la liquidation est demandée avant soixante-cinq ans. Mais généralement, les régimes complémentaires ne font pas application de ces abattements à ceux auxquels la Sécurité sociale reconnaît avant soixante-cinq ans des droits à une pension au taux correspondant à soixante-cinq ans.

Un programme commun des syndicats

Les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. viennent de tenir des propos dont l'apparente harmonie tranche avec la polémique, chaque jour plus vive, entre le parti communiste et le parti socialiste.

« La gauche n'a pas intérêt à maintenir des questions dans l'ombre, a expliqué M. Séguin au journal télévisé. Si elle veut gagner les élections, elle doit dire la vérité aux travailleurs et toute la vérité. » C'est, presque mot pour mot, ce que déclarait quelques jours plus tôt, au Monde, M. Edmond Maire.

« Nous ne souhaitons pas être partie prenante ou donner l'impression d'être partie prenante dans les discussions en cours entre les trois partis de gauche concernant l'actualisation du programme commun (...). » vient de répondre la C.F.D.T. pour écarter poliment l'invitation que lui avait faite le P.C. à une rencontre commune. Au même moment, M. Séguin insistait sur l'indépendance de la C.G.T. à l'égard des partis et « demain de la gauche au pouvoir ».

Les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T., qui doivent se rencontrer mercredi 31 août, affirment vouloir donner la priorité aux relations inter-syndicales et à « l'organisation de l'action unitaire » des travailleurs sur leurs revendications. Cette concordance des propos signifie-t-elle que l'on va vers la réalisation d'une sorte de « programme commun » C.G.T.-C.F.D.T., dans l'immédiat, pour des actions revendicatives d'urgence et, à moyen terme, pour des propositions harmonisées à soumettre à un futur gouvernement de gauche ?

Ce serait aller bien vite en besogne que de l'affirmer.

Certes, la reprise des négociations salariales des prochains jours dans les secteurs public et nationalisés va conduire les deux syndicats à des actions communes.

Mais, sans renier leur accord d'unité d'action, la C.G.T. comme la C.F.D.T. mettent plutôt l'accent sur leur spécificité. L'autonomie qu'elles proclament avec une égale force à l'égard des partis politiques va de pair avec la volonté d'affirmer leur personnalité et leur originalité aux yeux des travailleurs. Si la concurrence entre la C.G.T. et la C.F.D.T. n'a pas la forme agressive qu'elle a prise entre le P.C. et le P.S., elle n'en reste pas moins réelle.

La confédération de M. Séguin, qui a entrepris, il y a un peu plus d'un an, un effort de propagande et de recrutement pour élargir son audience, entend d'autant plus la poursuivre que les résultats n'ont pas été, jusqu'à présent, à la mesure de ses espoirs. Et si la gauche arrive au pouvoir, elle veut être en mesure, d'une part, de faire les pressions nécessaires sur un gouvernement à majorité socialiste qui serait tenté de « temporiser », d'autre part, d'empêcher les foudres ou les débordements d'une C.F.D.T. qu'elle soupçonne de n'être pas tout à fait guérie de sa « maladie infantile » de gauchisme.

Quant à la C.F.D.T., déçue de l'accueil plus que mitigé qui a été fait à sa « plate-forme de revendications et d'objectifs » présentée au printemps et toujours aussi réservée à l'égard d'une C.G.T. pétrée de « marxisme scientifique », elle tient à populariser ses propres conceptions de transformation de la société.

Certes, les deux partenaires envisagent de mettre au point, d'ici aux législatives, une plate-forme commune de revendications prioritaires à soumettre à un éventuel gouvernement de gauche. Mais ils ne se hâtent pas, l'un et l'autre, de vouloir renforcer ses propres positions avant une telle négociation. Le « programme commun » des syndicats n'est pas encore pour demain.

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux Grandes Ecoles

Les concours d'entrée aux grandes écoles sont des épreuves difficiles. P.C.S. s'adresse aux bacheliers B. C. D. conscients de ces difficultés et motivés par les débouchés des écoles commerciales.

Développée au sein d'un centre d'enseignement supérieur de réputation : l'Ecole Supérieure Libre.

P.C.S.

Enseignement Supérieur Privé

1 rue Bougainville, 75001 PARIS - Tél. 531-32-89

DEMANDE D'ADMISSION EN ANNÉE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES

NOM :
PRÉNOM :
Date et lieu de naissance :
Bacheliers : Série B Série C Série D
Langues :
Adresse :
Connaitre au visuel : ☐ HEC ☐ ESCP ☐ ENSICA
Autres écoles :

صكناحت الأصل

CONSUMMATION

Des secteurs inégalement touchés

L'enquête sur l'évolution récente de la consommation et les perspectives pour les prochains mois que nous avons menées auprès des différents milieux professionnels montre que les secteurs sont inégalement touchés par la stagnation du pouvoir d'achat des ménages.

● TEXTILES : l'automne sera meilleur

Pour les fabricants de textiles, 1976 avait été une année de reprise (+ 7 % en volume) après la chute de 1975 (- 15 %). Mais, à partir de mars-avril 1977, les tendances de nouveau étaient mauvaises (- 2 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre).

M. de Bohan, directeur du Centre textile de conjoncture et d'observation économique, fait toutefois remarquer que les évolutions ont été assez différentes selon les produits. C'est le coton qui a le plus souffert. La laine est restée stable, le recul des « pelignés » étant compensé par un progrès des « cardes », qui ont bénéficié de la forte demande de pull-overs pour des raisons diverses qui tiennent à la fois à la température et à la mode. La production des fibres, quant à elle, est restée stable à un niveau assez bas, les usines ne tournant dans l'ensemble qu'à 75 % de leur capacité de production.

Au stade final, c'est-à-dire dans les industries de l'habillement, la production a légèrement diminué au premier semestre pour les vêtements d'homme. Curieusement, une forte demande de vêtements féminins a soutenu la production de certains articles. Mais les commandes passées par le commerce en robes, jupes, vestes, pantalons ont été excessives. On a pécunié ici par excès d'optimisme au début de l'année. Et le second semestre s'en ressentira. En bonneterie, la production s'est stabilisée à un haut niveau pour les chandails, à un niveau médiocre ailleurs. En revanche, l'industrie automobile a été à l'origine d'une forte demande pendant tout le premier semestre (tissus nécessaires à l'équipement des véhicules).

Enfin, dans le commerce de détail, après des mois de mars, avril, mai, juin, très plats, juillet a marqué un net redressement (+ 3,3 % en volume par rapport à juillet 1976). Cette reprise a surtout été le fait des vêtements d'homme, dont la demande avait été médiocre pendant les premiers mois de l'année. En revanche, les ventes de vêtements féminins, fortes au début de 1977, se sont ralenties. Des magasins comme la Samaritaine, après enquête auprès de la direction, ont réalisé de gros chiffres d'affaires sur les ventes de vêtements d'enfants.

La nette reprise de juillet n'a pourtant pas été suffisante pour compenser le recul des premiers mois. Globalement, d'après les chiffres que nous ont fournis les syndicats professionnels, les ventes au cours des sept premiers mois de l'année ont été inférieures d'environ 10 % (en francs constants) à celles de la même période de 1976.

D'une façon générale, les pronostics des fabricants aussi bien que ceux des commerçants pour les prochains mois ne sont pas trop pessimistes. Productions et ventes ont cessé de baisser et vont se stabiliser. Les stocks vont se dégonfler. M. Lombard, directeur des Nouvelles Galeries, estime même que l'amélioration va être continue, d'ailleurs favorisée par « un mode très commercial basé sur de petites pièces faciles à porter et souvent bon marché ».

● ELECTRO-MÉNAGER : un mauvais premier semestre

Les fabricants se plaignent d'un mauvais premier semestre qui aura vu les ventes en baisse de plus de 10 % en volume par rapport à la même période de l'année dernière, et cela malgré des exportations qui se sont nettement développées. Une reprise s'est pourtant amorcée en juillet.

Dans le commerce, l'électro-ménager n'a pas non plus brillé par ses résultats. Au B.H.V., par exemple, si les quatre premiers mois de l'année ont été bons, mai et juin (- 8 % en volume), juillet (- 20 %) ont été franchement mauvais. La direction espère ainsi cette médiocrité : « Les dix-huit mois précédents avaient été très bons, donc ce secteur, ce qui a provoqué une saturation de la demande. C'est un phénomène cyclique que nous connaissons : à une bonne année succède presque toujours une mauvaise période. Mais, toujours selon la direction du B.H.V., la guerre des prix relancée par les grandes surfaces complique la situation en modifiant la distribution des cartes. En fait, le commerce traditionnel se plaint de la guerre des prix relancée par les grandes surfaces du style Carrefour, Carrefour, Auchan.

Les responsables des grandes maisons de commerce ne nous ont, en effet, pas caché que la médiocrité des résultats de certains rayons (l'électro-ménager notamment) s'expliquait notamment par le déplacement d'une partie de la demande vers les commerces à faible marge bénéficiaire. « Les spécialistes comme Darty ont commencé à s'effriter sur les super- et les hyper-marchés. Nous devons, à notre tour, suivre à la rentrée », nous a, par exemple, déclaré M. Jean-Pierre Boulou, directeur général du B.H.V.

Le son de cloche est à peu près le même aux Nouvelles Galeries, bien qu'on n'y fasse pas allusion à la guerre des prix.

Dans l'ensemble, les pronostics faits pour les prochains mois vont de l'incertitude (la Samaritaine) à un relatif optimisme (les Nouvelles Galeries).

● AMEUBLEMENT : pas d'amélioration

Dans le secteur de l'ameublement aussi, les résultats du premier trimestre ont été médiocres. Si, au B.H.V., « il n'y a pas eu de baisse de volume », on se réfère à l'année 1976, qui avait été faible. Le directeur général des Nouvelles Galeries, M. Lombard, qui pourtant estime que la conjoncture va dans l'ensemble s'améliorer d'ici la fin de l'année, ne prévoit aucun redressement dans ce secteur.

● LOISIRS : bons résultats

Dans ce secteur très vaste, qui couvre aussi bien les articles de camping et de

jardinage que la librairie, les disques, la photo et les chaînes haute fidélité, les résultats ont généralement été bons, parfois même très bons.

À la FNAC, le premier trimestre a été satisfaisant malgré un mois de janvier médiocre et la faiblesse de certains secteurs comme le son (appareils de radio notamment). La librairie « a très bien marché », de même que la HI-FI et les disques. La télévision a été mauvaise, le « boom » qu'avait créé la troisième chaîne ne jouant plus aucun effet de stimulation sur les secteurs les plus dynamiques du produit qui souffre en période de crise, nous a-t-on déclaré à la FNAC, où l'on rappelle que le premier poste TV couleur fut acquis par un gardien d'immeuble. Les ventes d'appareils photo et de caméras ont été moyennes ; le sport s'est amélioré à partir d'un niveau bas.

Au deuxième trimestre — toujours à la FNAC — avril et juin ont été bons, mai mauvais. Dans l'ensemble, les disques, la librairie et à un moindre degré le sport, la photo cinéma sont restés bons. Les secteurs les plus dynamiques, aux Nouvelles Galeries, les affaires ont été bonnes également notamment pour les articles de sport, de camping, de jardinage, de bricolage. Même impression au B.H.V., sauf pour les rayons photo et jardinage (mais ce dernier avait fourni d'excellents résultats en 1976).

Le premier semestre ayant été satisfaisant, les prévisions pour les mois à venir paraissent, par contrepoint, un peu grises. Mais la plupart de nos interlocuteurs nous ont donné l'impression de nous parler fermement sur une relance de la consommation par le gouvernement, qui aurait évidemment de l'effet sur la conjoncture de fin d'année.

● AUTOMOBILES : tassement progressif

Après un excellent début.

Après quatre mois exceptionnels au cours desquels les ventes de voitures ont été supérieures de 11,8 % en moyenne à celles de l'an passé, la demande a commencé à se tasser à partir du mois de mai. L'année a été marquée par un tassement progressif des ventes. En juillet, à néanmoins stimulé les ventes jusqu'à l'été et au total les immatriculations auront progressé de 6,6 % au premier semestre par rapport à l'an passé. Les résultats de juillet, en revanche, ont été mauvais : les ventes auraient baissé de 10 % environ, et le ralentissement sensible des prises de commandes au cours de l'été laisse prévoir un second semestre médiocre, les immatriculations étant inférieures à celles du second semestre 1976.

Au total cependant et compte tenu du premier semestre record, l'industrie automobile devrait terminer l'année 1977 à un niveau équivalent à celui de 1976, qui avait été fort bon.

● VACANCES ET TOURISME, départs aussi nombreux, mais des économies

Les agences de voyages ont pour la première fois en 1977 supporté les effets du ralentissement de la croissance économique. Ni le bon des prix, ni les excès de la fin 1973 ni la crise économique mondiale de 1974-1975 n'avaient touché les activités. Cette année, si les locations, le remplissage des hôtels et des restaurants, les voyages ont été aussi nombreux que les années précédentes, les dépenses par personnes ont été moindres.

Un syndicat général de l'industrie hôtelière comme un syndicat national des chaînes hôtelières (Sofitel, Novotel, Sheraton...), on nous a indiqué que le vacancier français 1977 avait fait des économies sur la durée de son séjour, sur le nombre de plats commandés à table, etc.

Cependant, le tourisme de week-end et de jours fériés se développe beaucoup. Les prévisions des professionnels sont optimistes et, dans de nombreux hôtels, on affiche déjà complet pour les week-ends d'automne. ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

ALAIN VERNHOLES.

EMPLOI

Durée et ancienneté du chômage

COMBIEN de temps, en moyenne, met un chômeur pour retrouver un emploi ? Quatre mois et demi, sept mois ou neuf mois et demi ? Les chiffres, fournis tantôt par l'Agence nationale pour l'emploi, tantôt par l'INSEE, ne concordent pas car ils recouvrent deux notions différentes : la durée et l'ancienneté du chômage. La durée correspond au nombre de jours mis par un demandeur d'emploi pour trouver un travail ; elle ne peut donc être calculée qu'au moment du reclassement du chômeur ; l'ancienneté, en revanche, est une évaluation à un moment déterminé du temps depuis lequel une personne est à la recherche d'un emploi.

Ainsi l'enquête-emploi de l'INSEE, qui est effectuée auprès d'un échantillon de plus de soixante mille ménages représentatifs de la population française, ne permet pas d'évaluer la durée, mais l'ancienneté moyenne du chômage de la population disponible à la recherche d'un emploi. Cette ancienneté était de neuf mois et demi en mars 1977. Analysant cette enquête dans le Monde de l'économie du 9 août, nous avons employé le terme de « durée » du chômage de façon inappropriée pour désigner en fait, l'ancienneté du chômage.

L'ANPE publie des statistiques mensuelles correspondant à ces deux

mesures. « L'ancienneté moyenne des demandes d'emploi en fin de mois » est la moyenne du temps d'inscription des demandeurs d'emploi figurant dans ses fichiers. Elle était de deux cent seize jours (environ sept mois) en mars 1977, soit inférieure de deux mois et demi à l'ancienneté de chômage calculée par l'INSEE. L'écart entre ces données s'explique largement par le fait que l'enquête INSEE touche un certain nombre de chômeurs qui ne sont pas inscrits à l'ANPE (25 % de la population disponible à la recherche d'un emploi). Cette Agence nationale pour l'emploi donne aussi la ventilation en pourcentage des demandes d'emploi, selon la durée des dépôts de dossiers, qui permet de mieux connaître l'ancienneté du chômage. En mars 1977, 38,6 % des demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'ANPE depuis moins de trois mois ; 44,4 % depuis trois à douze mois ; enfin, 17 % des demandeurs figuraient dans ses fichiers depuis plus d'un an.

Par ailleurs, l'ANPE fournit une estimation mensuelle de « la durée d'attente des demandes satisfaites », qui est la moyenne du nombre de jours écoulés entre les dates d'inscription des chômeurs et leurs dates de radiation des services. Cette statistique mesure donc les flux d'entrées et de sorties de

l'agence. Elle porte actuellement sur environ deux cent mille personnes chaque mois, soit un cinquième des demandes d'emploi. La durée moyenne des demandes satisfaites était de cent trente-trois jours, près de quatre mois et demi, en mars 1977, temps nettement inférieur à celui de l'ancienneté moyenne des dépôts de dossier, car cette statistique enregistre, en particulier, un certain nombre de demandeurs d'emploi (12 % à 15 %) inscrits récemment à l'agence et dont le reclassement est fort rapide. Elle n'est cependant pas exactement représentative de la réalité, puisqu'un certain nombre de demandeurs d'emploi sont radiés de l'agence — sans avoir pour autant retrouvé un travail — parce qu'ils ne pointent plus.

Selon que l'on parle de durée ou d'ancienneté du chômage, on mesure mieux respectivement les flux ou les stocks de demandeurs d'emploi. Cette distinction montre la coexistence de deux populations différentes : les chômeurs « de courte durée », qui se réintègrent rapidement sur le marché du travail et les chômeurs « de longue durée », qui, passé un certain seuil d'attente, voient leur chance de trouver un emploi s'amenuiser.

* Service « Economie et Statistique » n° 88, Mai 1977.

PRÉRETRAITE OU RETRAITE A SOIXANTE ANS

(Suite de la page 11.)

L'idée générale qui sous-tend cette disposition est simple. La garantie de ressources n'est pas faite pour les salariés ayant atteint soixante-cinq ans ; si, volontairement ou involontairement, ils se trouvent sans emploi, ils relèvent des assurances-vieillesse, légale et complémentaire. Et il n'y a pas de logique aux auteurs de l'accord du 13 juin d'en décider de même pour tous ceux qui, tant sur le plan de la Sécurité sociale que sur celui des régimes complémentaires, se voient reconnaître les mêmes droits que s'ils avaient atteint soixante-cinq ans.

Apparemment, cette idée générale est parfaitement cohérente. Et cependant, en excluant du bénéfice de la garantie de ressources les incapables au travail, les anciens déportés, les anciens O.S., les femmes, etc., on risque fort, par le plus étrange des paradoxes, de les pénaliser gravement.

Des écarts importants

Distinguons deux hypothèses : Première hypothèse les intéressés (les totalisés au moins cent cinquante trimestres d'assurance. Dans ces conditions, nous répliquons : on comment voudrait qu'ils soient pénalisés ? Ils vont bénéficier, au titre de l'assurance-vieillesse du régime général, d'une pension de 50 %, puisque cette assurance leur procure automatiquement soixante-cinq ans, et leur régime complémentaire, sur la base de cette même fiction, ajoutera une retraite dont le montant sera d'au moins 30 %. Total : 80 % de la pension. On retombe sur le chiffre de la garantie de ressources.

On retombe... mais au prix de raccourcis qui font froid dans le dos. Pour la simple raison que les règles de l'assurance-chômage sont devenues devenues, minima, maxima — ne cadrent pas du tout avec celles des assurances-vieillesse.

D'abord, pour que ces comparaisons aient une signification, il faudrait que les pourcentages se rapportent aux mêmes bases de calcul. Or, ce n'est pas le cas. La pension de l'assurance-vieillesse du régime général est calculée à partir d'une moyenne de salaires établie sur dix ans, la garantie de ressources sur les dix dernières années de salaires. Dans le cas d'une carrière ascendante — cas plus fréquent que l'inverse ne serait-ce qu'en raison des avantages généraux liés à l'ancienneté — le second mode de calcul est forcément plus favorable. Un salarié qui a commencé au

SMIC gagne 3 000 F par mois à soixante ans. Moyenne de ses gains des dix dernières années : 2 400 F. Garantie de ressources s'il démissionne : 70 % de 2 400 = 1 680 F. Mais si par malheur l'intéressé totalise quarante et une années d'assurance et a exercé pendant cinq ans, au cours des quinze dernières années, des travaux exceptionnellement pénibles, il sera, de ce fait, exclu de la garantie. La Sécurité sociale, lui, prêtant soixante-cinq ans, lui versera une pension de 50 % de 2 400 F, soit 1 200 F. La retraite complémentaire ne comblera pas la différence entre ces 1 200 F et les 1 680 F auxquels il aurait eu droit s'il n'avait fait l'erreur de quitter pendant quarante et un ans et d'exercer des travaux exceptionnellement pénibles.

De tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

Et de tels écarts entre les derniers gains et la moyenne des salaires des dix dernières années sont trop peu fréquents pour que ce cas soit exemplaire. Ce n'est pas sûr, si, justement, pour pousser à la démission, les employeurs se mettent à gonfler les derniers salaires. Mais envisageons à l'inverse le cas du manoeuvrier dont les gains sont restés très stables, toujours très proches du SMIC, et qui, à soixante ans, se trouve dans un état physique lamentable : incapable au travail ? Exclusion de la garantie ! Exclusion catastrophique... dans la mesure où cette garantie assure des allocations minimales de 1 450 F par mois et 1 575 F s'il y a une personne à charge — qui, en réalité, peut représenter jusqu'à 95 % des salaires les plus faibles ; et qui sont sans équivalent dans l'assurance-vieillesse. Notre manoeuvrier n'a vraiment pas de chance d'être incapable au travail : voilà qui va lui coûter fort cher !

BIBLIOGRAPHIE

« La Mafia du médicament »

L'INDUSTRIE pharmaceutique a pour vocation de fabriquer des médicaments destinés à soigner les maladies dont souffre l'humanité. « Mais derrière cet objectif admirable se cachent des initiatives moins vertueuses, plus prosaïques », écrivent les auteurs d'un ouvrage sur ce sujet, d'inspiration écologiste. « Faire des profits avec les médicaments, telle est l'intention première », lit-on dès la présentation de l'ouvrage. Pour parvenir à ce résultat, les grandes sociétés multinationales fraudent.

La Mafia du médicament entend démontrer comment les groupes pharmaceutiques se prennent pour gagner de l'argent, beaucoup d'argent, et ce au détriment de la collectivité et d'une certaine qualité de la recherche. La structure des prix dans cette industrie fait la part trop belle aux matières premières et aux principes actifs, pris globalement en compte pour 40 %, alors que la recherche y figure seulement pour 5 % (6,5 % même, si l'on ne retient que la recherche fondamentale).

« Nous touchons ici le fond du problème », écrit Jean-Pierre Lizio, « puis que c'est à ce niveau que la manipulation est opérée. » Avec force détails, il suit, cartésien à l'appui, les itinéraires empruntés par les matières premières et les principes actifs utilisés dans les médicaments avant de parvenir sur leurs lieux de fabrication. L'objet de ces déplacements est toujours le même : grossir exagérément, par touches successives, le coût des produits grâce à

la technique dite des boîtes postales ou des intermédiaires, de façon à pouvoir alimenter les comptes secrets que lesdites firmes ont ouverts un peu partout dans le monde et dont le contrôle échappe entièrement au fisc. J.-P. Lizio s'en prend aussi aux fausses innovations, aux « soupes » sans propriétés thérapeutiques véritables, aux spécialités dont l'emploi est réputé dangereux et qui contiennent d'être vendues pour une histoire de gros sous.

La visite médicale n'est pas épargnée. A cet égard, l'auteur dénonce avec vivacité les pressions intolérables exercées par les laboratoires sur le corps médical pour le contraindre à prescrire. Différents moyens sont employés : les escadrons de charme, les cadeaux et pots-de-vin sous toutes leurs formes, les week-ends de santé et les voyages à l'étranger, sous le fallacieux prétexte de favoriser les rencontres et la réflexion, en un mot d'améliorer la connaissance. Les congrès ont bon dos.

Tout y passe, jusqu'aux techniques complexes et fâcheuses en vigueur, dont les groupes capitalistes se servent pour minimiser leurs marges bénéficiaires : amortissement dégressif, provisions excessives. L'auteur n'oublie pas les grandes laboratoires, il les accuse, rien ni personne ne trouve grâce à ses yeux. A croire que les firmes pharmaceutiques n'abritent que des fripons et des voleurs.

Trop, c'est trop. J.-P. Lizio et l'équipe qui a collaboré à cette publication (1)

ont le courage de leurs accusations, dont toutes, loin s'en faut, ne sont pas formulées en l'air. Ils ont aussi le mérite de mettre en lumière des trafics peu recommandables auxquels certaines firmes se livrent ou se livrent encore. Mais ils ont tort d'en rajouter.

A travers leurs écrits, l'on perçoit d'od le coup est porté. Tel qui n'avait pu trouver en son temps l'audience espérée auprès de la grande presse se trouve dans cet ouvrage une tribune à sa dimension. Au surplus, l'interprétation des faits est parfois tendancieuse, les auteurs s'en servent un peu trop pour soutenir une thèse politique favorable à la nationalisation du secteur pharmaceutique.

Quoi qu'il en soit, l'âge d'or de la pharmacie est aujourd'hui à peu près révolu et il restera à prouver que les firmes incriminées sont coupables de tous les maux qu'on leur impute. Au demeurant, la recherche d'un profit est le droit à payer pour entrer dans le futur. N'est-ce pas l'économiste soviétique Lieberman qui écrit : « Aucune société ne peut exister si elle ne crée pas les moyens de sa subsistance ».

ANDRÉ DESSOT.

(1) La Mafia du médicament a été réalisée avec la collaboration de Jean Claude, technicien de la recherche, Jean-Louis Dupuy, cadre supérieur, et de nombreux militants de la C.G.T., notamment du Syndicat national des instituteurs et cadres des industries chimiques. Editions sociales, collection « Notre temps ».

Blonde

Comment le

LES

مكتبة الأصل

SPORTS

AUTOMOBILISME

Lauda remporte le Grand Prix des Pays-Bas devant Laffite

Malheurs et réussite de l'équipe Ligier

Zandvoort. — Il est un peu plus de 13 heures, à Zandvoort. Le départ du Grand Prix des Pays-Bas sera donné dans deux heures, et pourtant les monoplace de formule 1 procèdent aux traditionnels essais effectués avec le plein d'essence, l'essence et l'essence, les essais chronométrés ont eu lieu, bien entendu, avec le minimum de carburant, de telle sorte que les voitures, allégées autant que possible, rivalisent de vitesse. Dimanche, les pleins faits, il s'agit de vérifier le comportement de la voiture avec 200 kilos de plus. Les constructeurs et les pilotes ne sont pas contents que ces essais se déroulent si tard.

D'habitude, sur les autres circuits, ils ont lieu tôt le dimanche, de manière que les mécaniciens aient éventuellement la possibilité de remettre en ordre de marche les voitures, quelle que soit la nature de l'incident mécanique. Il faut, par exemple, trois ou quatre heures pour changer un moteur, et si un pilote, ce dimanche, casse le sien ou connaît la moindre alerte suspecte pendant les essais avec le plein d'essence, le travail de réparation sera trop court. Si la séance a lieu aussi tard, c'est qu'il est interdit de faire du bruit avant 13 heures dans la zone résidentielle de Zandvoort (la plage d'Amsterdam) et de proposer une distraction pénale aux Néerlandais à l'heure des services religieux. Les constructeurs ont bien protesté. Rien à faire. C'est la règle.

Et précisément, Jacques Laffite ne boucle que quelques tours au début des essais. Il est arrêté par une fuite d'huile. Sous la tente où travaille l'équipe Ligier, c'est presque une catastrophe. C'est avec cette voiture en version « longue » que Jacques Laffite a réalisé le deuxième temps des essais après Mario Andretti (Lotus) et si l'avarie se révèle grave, il faudra que Laffite prenne le départ du Grand Prix des Pays-Bas avec la voiture de réserve en version « courte ». Laffite choisit l'autre monoplace parce qu'elle s'inscrit mieux dans les courbes du sinuex circuit de Zandvoort.

et le fait est qu'il a bouclé son tour le plus rapide en 1 min. 19 sec. 3/10 alors qu'avait la voiture de réserve, son meilleur temps est de 1 min. 20 sec. 4/10.

L'heure du départ approche et, à l'évidence, la cause qui a provoqué l'arrêt de la Ligier est sans appel. Guy Ligier grogne dans son coin. Il sait déjà que Laffite ne pourra pas courir avec la bonne voiture et qu'avec l'autre, il devra supporter un handicap de l'ordre de une demi-seconde à une seconde au tour. Autant dire qu'à ce moment-là c'est le pessimisme qui prévaut chez Ligier alors que chacun s'affaire avec célérité à préparer la voiture de réserve.

De notre envoyé spécial

Amabilités bien senties

Andretti, meilleur temps des essais, dont la Lotus est de loin la plus rapide de toutes les monoplace, rate son départ, et cette petite faute aura de grandes conséquences sur le déroulement du Grand Prix des Pays-Bas. Car James Hunt (Mac Laren), qui s'est montré le plus vite en action, va le pousser à commettre une erreur dont Laffite et Lauda tireront profit. Au sixième tour (sur soixante-quinze en tout) Andretti porte son attaque prématurément, il a le regard à la supériorité manifeste de sa Lotus. On comprend d'ailleurs mal qu'Andretti, un vétéran de trente-six ans, rompt à toutes les situations. N'est pas en la patience d'attendre le bon moment pour dépasser Hunt à coup sûr. Au contraire, il vient à sa hauteur dans la grande courbe qui suit la ligne droite, la Lotus et la Mac Laren sont de front, et, à la sortie, personne ne cède le passage. Andretti et Hunt s'accrochent. Hunt abandonne, Andretti revient en course après un tête à queue, mais Laffite et Lauda sont passés sans dommages. Jacques Laffite est en tête du Grand Prix, et c'est la première fois qu'une telle situation se présente pour l'équipe Ligier.

Seul Laffite semble rester confiant. Il a pris l'habitude de ces revers de fortune et il sait que tout peut arriver dans un Grand Prix. C'est même quand tout va trop bien qu'il est plutôt inquiet, pas dans l'adversité. Et puis c'est avec cette voiture de réserve qu'il a gagné en Suède son premier Grand Prix, et il est persuadé que même si elle est moins compétitive à Zandvoort, compte tenu des caractéristiques du circuit, il conserve malgré tout une bonne chance de se bien classer. Le moteur Matra, au moins, est puissant, et c'est assez rare depuis quelques mois pour que Laffite, en fin de compte, garde sa confiance.

Andretti l'envole au diable et Hunt, assuré d'avance, n'est pas content. Mario Andretti n'est pas de ceux que l'on impressionne ou que l'on bouscule, même s'il porte les torts.

Au fil des tours, Lauda a pris trois secondes d'avance sur Laffite, et les positions paraissent bien établies. Au gré des dépassements, l'écart varie d'une demi-seconde à l'avantage de l'un ou de l'autre, mais si rien de décisif ne se produit, Lauda a course gagnée. Il contrôle parfaitement la situation, selon son habitude, l'œil en permanence sur ses rétroviseurs pour bien surveiller le point bleu de la Ligier qui navigue dans son sillage. Patrick Tambay (Ensign), au fur et à mesure des abandons, a pris la troisième place et la Renault à turbocompresseur de Jabouille occupe même la sixième place. La voiture ne présente pas encore, tant s'en faut, un bien grand danger, mais elle produit une bien meilleure impression qu'au Grand Prix de Grande-Bretagne. Chez Renault, en tout cas, on a réussi à résoudre le problème thermique posé par le turbocompresseur. Au trentième tour, Jabouille part en tête-à-queue et l'abandonne six tours plus tard, suspension arrière gauche endommagée.

Le fin est proche. Laffite, qui n'a sans doute jamais aussi bien conduit, se rapproche de Lauda au point de revenir presque dans ses roues. Face d'émotion chez l'Allemand qui en a vu d'autres, et qui sait que sa Ferrari a le petit quelque chose en plus pour résister à une telle velléité de Laffite. Lauda garde 1 sec. 9/10 sur la ligne d'arrivée. C'est sa troisième victoire de l'année, et aussi la quasi-assurance de remporter le titre de champion du monde.

Le dernier coup du sort est pour Patrick Tambay. A deux tours de la fin, il tombe en panne d'essence. Au lieu de troisième, il se classe cinquième, mais désormais tous les constructeurs ont à l'œil ce jeune pilote français qui, en quelques courses, a fait des merveilles au volant d'une voiture bien moins puissante que d'autres.

FRANÇOIS JANIN.

VOILE

LA COURSE AUTOUR DU MONDE

Une aventure grisante et coûteuse

De Portsmouth, quinze voiliers, dont six anglais et quatre français, ont pris, le 26 août, le départ pour une nouvelle course autour du monde de 27 000 milles (50 000 km), qui exigera huit mois. A la durée de ce voyage, il faudrait ajouter de longues semaines de démarches : celles qu'ont souvent dû effectuer les chefs de bord et équipiers pour obtenir le financement de leur aventure grisante et coûteuse. Beaucoup de bateaux portent le nom de leur commanditaire.

Les voiliers mesurent de 16 à 25 mètres et emmènent en général une dizaine de navigateurs ou navigatrices. L'un d'eux est commandé par l'Anglais Clive Francis. Son mari fait partie de l'équipage. Marie-Cristine Ridgway, qui accompagne son mari, le grand marin John Ridgway, responsable de Debenhams (17 mètres), s'est montrée très prévoyante : elle s'est fait opérer de l'appendicite et arracher les dents de sagesse pour éviter tout ennui ultérieur.

A bord du géant Great-Britain-II, de 25 mètres, les seize équipiers, dont une femme, ont versé chacun 4 000 livres (34 000 F) pour financer leur voyage. Le français Neptune, de 18 mètres, a été construit au prix de bien des sacrifices. Le plus petit, l'italien de Rome (15,60 mètres), a un équipage européen.

Le Cap, Auckland, Rio-de-Janeiro sont les trois escales de cette course en quatre étapes. Les deux dernières verront Eric Tabarly et son Pen-Duick-VI se joindre aux concurrents, à partir de janvier 1978. Dès le départ, Condor (24 mètres), confié aux grands navigateurs Robin Knox-Johnston et Leslie Williams, a pris la tête. Il est le favori, en temps réel, avec Great-Britain-II. En temps compensé, la compétition est naturellement beaucoup plus ouverte.

Malgré le grand public s'intéresse-t-il au temps compensé ? — Y. A.

THREE QUARTER TON CUP

Les premières retombées commerciales

De notre envoyé spécial

La Rochelle. — Le troisième parcours olympique, dont le départ avait été différé d'un jour à la suite d'une manifestation organisée par une association de pêcheurs, a été interrompu par le mauvais temps. Le départ a eu lieu à 14 heures, mais les conditions de mer et de vent ont empêché la poursuite de la course. Les participants ont été regroupés à la fin de la journée et ont pu profiter d'un bon repas. Les premières retombées commerciales de cette compétition sont déjà visibles. Les organisateurs ont vendu des centaines de billets pour la course, et les sponsors ont été nombreux.

La course au large, ultime épreuve qui se déroule les 29 et 30 août, peut apporter des retombées à cette hiérarchie, mais, parmi les bateaux qui ont marqué ce championnat du monde, certains ont déjà obtenu l'attention de chalandiers. Ils seront construits en série et proposés au public dans quelques mois.

Ainsi, l'Esophage-Boogie va être réalisé et commercialisé par une entreprise espagnole. Pour Jean Berret, qui a créé ce voilier, l'année 1977 sera celle de la réussite. Son jeune, vainqueur de la Mini-Ton Cup en juillet dernier, va être construit par le chantier de Brémard de Talmont (Vendée). Pour son petit Cap-Baba, de 5,50 mètres, la série est pratiquement lancée puisque les deux premiers exemplaires sont engagés dans la nouvelle Micro Cup organisée au début de septembre à Lorient.

Depuis, le jeune architecte rochelais élargi son champ d'action. Pensant au championnat du monde de la catégorie, qui aura lieu en août 1978 à Flensburg (R.F.A.), il vient de dessiner son premier one tonner, qui va être

réalisé à Paimpol, en bois moulé, par des amateurs, et qui pourrait grandir en taille au cours de l'été, bénéficiant ainsi de beaucoup de temps pour sa mise au point.

C'est à Samsara que semble s'intéresser le grand chantier rochelais Michel Dufour, qui pourrait commercialiser ce trois quarts. Pourquoi celui-ci plutôt que le brillant Esophage-Boogie ? Peut-être parce que cette coque très classique de l'Argentin German Frens, ancien collaborateur de l'Américain Olin Stephens, a été jugée, à tort ou à raison, plus acceptable par un large public.

Bientôt tous les chantiers en vue proposeront des bateaux de compétition utilisables en croisière. Si la plaisance croisière, surtout des promeneurs, ceux-ci s'intéressent de plus en plus à des modèles ayant fait leurs preuves. C'est pourquoi des championnats du monde pour voiliers de compétition habitables, comme cette Three Quarter Ton Cup, offrent beaucoup plus d'intérêt que certains ne l'imagine.

YVES ANDRÉ.

LES RÉSULTATS

Bascoch (R.D.A.) en deux manches (11 sec. 50 et 11 sec. 31).

Pour la première manche : Heesloth (R.D.A.) bat Tiac (Tch.) en deux manches (11 sec. 31 et 11 sec. 16).

Les deux Français, Pontet et Vermeulen, terminent respectivement sixième et huitième.

POURSUITE PROFESSIONNELLE

Finale : Bruin (R.F.A.), 6 min. 0 sec. 23 bat Knudsen (Norvège), 6 min. 6 sec. 78.

Pour la troisième place : Hoffmann (G.-B.), 6 min. 7 sec. 49 bat Baert (Belg.), 6 min. 12 sec. 87.

DEMI-FOND AMATEURS

Finale : 1. Minoboo (P.-B.), 3. Calender (Esp.), 3. Podiesch (R.F.A.).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (Troisième journée)

GRUPE A

*Marignac b. Toulon 3-0

*Toulon b. Fontainebleau 3-0

*Saint-Dié b. Béziers 2-0

BIBLIOGRAPHIE

« ENCORE HEUREUX QU'IL AIT FAIT BEAU »

de Jean-Paul Aymon

Saisie par la « plaisance » au cours de vacances en Bretagne, la famille Laurent achète et utilise successivement plusieurs voiliers. Le père, la mère, les deux garçons et le chien prennent tour à tour la parole, au fil des chapitres, pour raconter cette quête du bateau idéal, qui s'accompagne de bien des aventures.

Le livre vaut par le rappel divertissant des mille et un problèmes qui se posent au navigateur. Sa lecture apprendra beaucoup de choses à ceux qui se disposent à découvrir la voile. Ceux qui la connaissent déjà s'amuseront d'y trouver quelques « clefs » dont le déchiffrement n'a rien d'un casse-tête.

★ Editions maritimes et d'ouest-mor, 226 pages, 30 F.

Athlétisme

Pour le premier match de sa tournée européenne, l'équipe de France a été battue par la Suisse (113 à 59), le 27 août à Lugano. Les Français se sont par contre imposés 53 à 41. L'équipe de France était entraînée par de Saint-Nicolas d'Arce, de Roussau, de Tracnel, de Bellot et de Franc-Gonzalez.

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savagnot.

Imprimé par la S.A.R.L. le Monde, 5, rue de la Harpe, 75001 Paris-12.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

Automobilisme

FORMULE 1

Championnat du monde des conducteurs

Grand Prix des Pays-Bas à Zandvoort

1. Lauda (Ferrari) 2. Laffite (Ligier) 3. Schenckler (42 pts) 4. Reutemann (35 pts) 5. Andretti (32 pts) 6. Hunt (22 pts) 7. Nilsson (20 pts) 8. Mass (18 pts) 9. Laffite (16 pts), etc.

CHAMPIONNATS DU MONDE SUR PISTE À SAN-CRISTOBAL

VTTESSE AMATEURS

Finale : Grechko (R.D.A.) bat

AVIRON

Onze sur quatorze pour la R.D.A.

Les habitués du « Bosbaan », le magnifique bassin d'aviron situé dans le bois d'Amsterdam, creusé à la pelle et à la pioche par mille cinq cents chômeurs durant les années de crise économique qui précèdent la seconde guerre mondiale, n'avaient jamais vu une telle domination : onze des quatorze titres mondiaux ont été gagnés par les bateaux de la République démocratique allemande. Pour la première fois depuis la création de ces championnats, les Allemands de l'Est ont même remporté toutes les épreuves féminines.

La Grande-Bretagne, avec sa victoire dans le deux de couple hommes, a été le seul pays occidental victorieux. L'équipe de France a dû se contenter de présenter deux bateaux en finale : le quatre de couple (Vello, Imbert, Bauri et Ribou), qui terminera cinquième, et Corinne le Moel qui prit la sixième place en skiff. Seule consolation pour les Français, la troisième victoire consécutive de leur quatre de pointe sans barreur (Michal et André Fidar, Coupart, Pelegrin) dans la catégorie des « moins de 70 kg » inaugurée en 1974. Il est vrai que les pays de l'Europe de l'Est ne s'intéressent pas à cette catégorie.

Plus que jamais l'écart se creuse entre les pays occidentaux, où l'aviron est essentiellement pratiqué par des universitaires, et les pays de l'Est européen, où il est considéré comme une discipline sportive majeure.

JEUX UNIVERSITAIRES

Deux éclairs dans la grisaille

Les neuvièmes Jeux universitaires ont pris fin le 28 août à Sofia. Dix jours de compétition pour deux performances de niveau mondial : le bilan, au plan sportif, est plutôt décevant. C'est le 21 août, peu après 17 heures, que le Cubain Alejandro Casanas porta le record du monde du 110 mètres haies à 13 secondes 21, et, moins de quatre-vingt minutes plus tard, son compatriote Alberto Juantorena améliora son propre record sur 800 mètres en 1 minute 43 secondes 44. Ce devait être tout. Le plus vieux record des Jeux universitaires, celui établi en 1961 à Sofia par le Soviétique Valéri Brumel au saut en hauteur (2 mètres 25), ne fut même pas amélioré malgré la présence du champion olympique, le Polonais Wlodek.

Pour les compétitions de natation dominées par les États-Unis, vainqueurs de douze des vingt et une épreuves, ce fut pire encore. Il est vrai que les Allemands de l'Est s'étaient abstenus de participer à ces Jeux, et que le seul recordman du monde présent était le Canadien Graham Smith.

A l'heure du bilan, l'Union soviétique (31 médailles d'or, 36 d'argent et 28 de bronze) arrive largement en tête devant les États-Unis (19, 11, 14), la Bulgarie (15, 10, 12), la Roumanie (11, 10, 14) et le Japon (5, 5, 1). Avec deux médailles de chaque métal, la France se classe douzième. Pour sa première apparition à la République populaire de Chine (1 médaille d'argent et 2 de bronze) arrive au vingt et unième rang, juste derrière la République démocratique d'Allemagne. Toutefois, le principal enseignement de ces Jeux reste qu'il est de plus en plus difficile, quel que soit le régime politique, de concilier études universitaires et compétitions de haut niveau. — G. A.

NATATION

Cinq records du monde battus à Berlin-Est

Cinq records du monde ont été battus les 27 et 28 août à Berlin-Est au cours de la troisième rencontre République démocratique allemande-États-Unis, qui a pris fin sur une victoire allemande (176 à 168). L'écart entre les deux nations les plus fortes dans le monde est cependant moins important que lors des matches précédents, disputés en 1971 et 1974.

Le premier record a été amélioré par l'Américain Joe Bottom sur 100 mètres papillon et c'est en fait le plus « vieux » record du monde qui disparaît. Il avait été établi en 1972 à Munich par Mark Spitz, qui, on s'en souvient, avait tenu le gage de remporter sept médailles d'or assorties de sept records du monde, quatre en courses individuelles et trois en relais. Les records en relais ont naturellement été vite battus et Spitz avait aussi perdu ceux du 100 mètres nage libre, du 200 mètres nage libre et du 200 mètres papillon. Il ne lui restait que le record du 100 mètres papillon, sans doute le meilleur de tous au plan chronométrique (54 sec. 27). Il est revenu à celui qui s'était d'ailleurs classé deuxième aux Jeux de Munich (54 sec. 50). Joe Bottom, vingt-deux ans, 1,94 m, a réalisé 54 sec. 18 à Berlin-Est, soit 9/100e de mieux que Mark Spitz, qui aurait pu, au demeurant, gagner beaucoup plus vite s'il n'avait été contraint à Munich de prendre part à autant de courses en si peu de temps et donc de répartir ses forces.

Brian Goodell, champion olympique du 400 et du 1 500 mètres à Montréal (1976), demeurant le meilleur nageur du fond et de demi-fond, il avait gagné la finale olympique du 400 mètres et établi le précédent record en 3 min. 51 sec. 93. A Berlin-Est, samedi 27 août, il a parcouru la distance en 3 min. 51 sec. 56, soit 37/100e de mieux. Brian Goodell n'a en rien été aidé par son compatriote Mike Bruner, deuxième de l'épreuve mais nettement distancé (3 min. 55 sec. 89).

Le troisième record masculin est aussi revenu aux Américains, comme il se doit — le partage est sans équivoque : les États-Unis ont la plus forte équipe masculine, la R.D.A. la plus forte équipe féminine. Il s'agit de celui du relais 4 x 100 mètres nage libre, qui datait des championnats du monde qui ont eu lieu à Cali, en Colombie, en 1975. Si les Américains n'ont pas fait mieux depuis, c'est que le relais 4 x 100 mètres nage libre a été supprimé du programme olympique en 1976 et que seule l'occasion de réunir l'équipe nationale a manqué depuis deux ans. Jack Babashoff (50 sec. 31), Joe Bottom (50 sec. 45), Rick Demont (50 sec. 40) et Montgomery (50 sec. 55) l'ont amélioré de 3 sec. 74 (3 min. 21 sec. 11 contre 3 min. 24 sec. 85).

Christiane Knacke (R.D.A.) a, au plan individuel, partagé la vedette avec Joe Bottom. Si Bottom a nagé plus vite que Spitz sur 100 mètres papillon, Christiane Knacke a, la première, réalisé moins d'une minute sur la même distance et dans le même style. Elle a aussi battu le premier des records (59 sec. 78 contre 1 min. 13/100) détenu par sa compatriote Kornelia Ender, aujourd'hui retirée de la compétition. Le cinquième record mondial a été battu par Ulrike Tauber (R.D.A.) sur 200 mètres quatre nages (3 min. 15 sec. 55 contre 3 min. 15 sec. 95). — F. J.

Troisième place : Corée du Sud bat U.R.S.S., 3-2 (12-15, 15-13, 15-12, 8-15, 15-12).

Jeux universitaires

BASKET-BALL

MESSIEURS

FINALES. — Première place : États-Unis bat U.R.S.S., 87-68.

Troisième place : Tchecoslovaquie bat Canada, 74-61.

Quatrième place : R.D.A. bat France, 74-67.

DAMES

Première place : U.R.S.S. bat États-Unis, 107-80.

Deuxième place : Bulgarie bat Cuba, 60-40.

Quatrième place : France bat Danemark, 62-42.

ESCAQUE

TOURNOI PAR ÉQUIPES

1. Roumanie (Angelsen, Popa, Zharu, Barancu) 2. France (Blond, Dubois, Baril, Laroche) 3. U.R.S.S.

VOILE

FINALES. — Première place : Bulgarie bat Tchecoslovaquie, 3-1 (15-2, 15-12, 15-11).

Hippisme

Le prix François-André, disputé à Deauville et réservé pour les parts couplées gagnantes et tierces, a été gagné par Forward Leap, nain de Bessalles et de Piuma Al Viento. La combinaison gagnante est 12-19-15.

Sports équestres

Le championnat d'Europe junior de 28 août à Fontenay-le-Comte a été remporté par l'Allemand de l'Ouest Stephanus devant le Français Pierre Croné et un autre Allemand, Otto. Par équipes, l'Allemagne s'est imposée devant la République fédérale d'Allemagne et la Pologne.

Voile

COUPE DE L'AMERICA

Australa mène par 2 victoires à 0 contre Santa dans le finale des challenges après avoir battu son rival de 35 secondes le 27 août.

ملتان، لاہور

Une fondation à cinq étoiles

Deux semaines de films à Montréal

• **Sous-titres anglais**

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE

هكذا من الأصل

ANITA RIND.

Le Monde
dossiers et documents
NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE

S DROITS DE L'HOMME

Vacances en France

Le numéro : 2,50 F

Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

victoria, devient l'homme de confiance de César Borgia. Celui-ci ne sert ni servir de lui pour venir à bout du duc de Ferraris.

L'adaptation française de l'*Voyage romantique* de Victor Hugo. Du mouvement et de l'action (mélodramatique) pourtant. Et Jean Sarrailh est très bon dans un double rôle.

FRANCE-CULTURE

7 h. 22. Poésie : Robert Dunaun (reprise) à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50 ; H. A. Matthissen : 6 h. 8. Les oeuvres de la connaissance (rediffusion) : 6 h. 8. Le tour du monde en quatre-vingt jours : 6 h. 8. L'école : 6 h. 50. Sagesse d'Athènes, sagesse des autres : 9 h. 7. Matière ou l'immatériel : 10 h. 43. Un quart d'heure au théâtre : 11 h. 4. La folie du honneur : 11 h. 53. Le folklore dans la musique hongroise (Bartok, Kodaly) : 12 h. 5. Partir privé : 12 h. 43. Panorama :

13 h. 30. Libre parution, variétés : 14 h. 5. « Guerre et Paix » : 14 h. 5. Les nouvelles : 14 h. 45. Après-midi de France-Culture... Magazine international à 15 h. 25. Anthologie : à 15 h. 23. Mogenon, par G. Médard : 15 h. 34. Les nouvelles : 15 h. 34. La musique contemporaine hongroise : 15 h. 30. Bonnes nouvelles, grands comédiens : 19 h. 23. Sciences : l'instant Fausset :

19 h. 2. Dialogues : La guerre permanente, avec MM. A. Joxe et J.-B. Pinelati : 21 h. 30. Musiques de notre temps : 22 h. 30. Entretiens avec F. Mauriac (rediffusion) : 23 h. De la nuit :

FRANCE-MUSIQUE

De 2 h. à 7 h. Musique Intercontinent : 7 h. 43. Quatuor pittoresque : J. Baillera : 8 h. 23. Noire et blanche : 9 h. 4. Petites formes : 9 h. 30. La neige du jeu : 12 h. 4. La chanson : 12 h. 40. Jazz classique : 13 h. 15. Séries postales : 14 h. Mélodies sans paroles : 14 h. 45. Symphonies : 15 h. 45. Symphonies du maître : (Bizet) : à 15 h. 32. N. de Grigny, Beethoven, Berlioz : 17 h. Studio 107 : 18 h. 2. Route, magazine musical sur route : 18 h. 35. Musique : 19 h. 10. Aubade nocturne :

20 h. 30. Présentation de la soirée lyrique : 21 h. 15. Festival de Montreux-Vully : les services musicaux : 21 h. 15. Concerto : Kolakowska, A. Milwasky et Pimpance (Weismann), avec J. Arcoz, E. Ignatowicz : 22 h. 4. Les fouleuses de perçotes : 0 h. 10. Iberica : 0 h. 2. à 7 h. Musique Intercontinent.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 30 AOÛT

— M. Yvon Bourges, ministre de la défense, est l'invité du Journal de France-Inter, à 13 heures :

— M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., participe au magazine d'Europe 1 à 19 h. 15.

— *M. Yvon Bourges*, ministre de la défense, est l'invité du journal de France-Inter, à 13 heures ;

— *M. Georges Séguy*, secrétaire général de la C.G.T., participe au magazine d'Europe 1, à 19 h. 15.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,69
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE

1, place Bir-Hakeim - El-Biar - ALGER
recherche pour son Ecole de Formation de Hassi-Messaoud

— DEUX (2) INSTRUCTEURS de FORAGE :

Profil du poste :

- Formation de base : Ingénieur
- Chef de chantier ayant au moins dix (10) ans d'expérience
- Formation pédagogique moyenne
- Bilingue souhaité (anglais-français)

— DEUX (2) INSTRUCTEURS en MÉCANIQUE :

Profil du poste :

- Ingénieur en mécanique
- Ayant au minimum cinq (5) ans d'expérience
- Connaissance du matériel de forage souhaitée
- Bilingue souhaité (anglais-français)

— DEUX (2) INSTRUCTEURS d'ÉLECTRICITÉ :

Profil du poste :

- Ingénieur en électro-mécanique
- Ayant au minimum cinq (5) ans d'expérience
- Expérience dans l'industrie pétrolière souhaitée
- Bilingue (anglais-français)

— Conditions de travail et de vie agréables

Salaires intéressants avec possibilité de transfert de 85 % pour agents étrangers

Rythme de travail : quatre (4) semaines de travail, deux (2) semaines de récupération au pays d'origine et frais de transports pris en charge par la Société.

ENTREPRISE DE BATIMENT

recherche pour chantier extérieur
MOYEN-ORIENT
COMPTABLE QUALIFIÉ
capable mesurer administration complète du chantier : Paie personnel - Déclarations douanes - Tenue comptes - Caisses, etc., ayant quelques années d'expérience dans l'industrie.
Anglais indispensable
Conditions intéressantes.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 8.010 à TOULON. 136-140, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

IMPORTANT
GROUPE FRANÇAIS
recherche pour
AFRIQUE NOIRE

JEUNES DIPLOMÉS E.S.C.

débutants, débutantes
Langue anglaise souhaitée.
Situations intéressantes.
Perspectives d'avenir
après formation.
Libres rapidement.

Adr. C.V. et prétent. n° 23.308, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Indre, 75002 Paris.

Pour entretien dispositif de télévision éducative Algérie

TECHNICIEN

de MAINTENANCE TÉLÉVIS.

Connaissance des magnétoscopes I.V.C. nécessaires.

Adr. C.V. et prétent. n° 40020, Service Audio-Visuel, 10, rue de l'Université, Paris-7.

Fam. allemande, 3 enf. (5-8-10)

Cherche J. F. AU PAIR

aide ménage, 19 ans, 7252/4485

Heinz Göttschman

Restaurant Zur Post

D-7252 Bad Schönbörn 1.

EUROSIL G.M.B.H. IN MUNICH

The number one European manufacturer of CMOS integrated circuits for watches and clocks seeks English speaking MOS engineers.

2 PROCESS ENGINEERS

with at least 3 years experience in semiconductor technology (prefer MOS), experience in silicon gate an advantage, to work on production wafers, fabrication yield and process improvements, introduction of new products and the introduction of 4" wafer processing.

1 PRODUCT ENGINEER

familiar with MOS integrated circuit design and testing and able to interface with process engineers on product problems. To work on yield improvement, defining test and processing problems.

This rapidly growing company offers challenging opportunities with excellent salary and fringe benefits.

Send resume to :

Mrs MOELLER, EUROSIL GmbH - Weitenburgerstr. 6

D-8000 München 80 - Phone : 19-49-89/91 20 61.

French Engineer, Firm (Paris) desires contact rapidly

CIVIL ENGINEERS

Of British nationality with 10 years' experience in developing countries in works, supervision in field of

ENGINEERING STRUCTURES

Interested Engineers: With a knowledge of the French language. May be offered a long-term contract as independent consultant in a developing English-speaking country. Kindly write (long hand letter, resume and annual compen.). Mentioning ref. advert. Nbr 759/128.

ZAIRE (KINSHASA)

ETABLISSEMENT PUBLIC

recherche

2 FORMATEURS

SPECIALITES :

— MODÉLISATION films et vidéos.

— POLYTECHNIQUE audiovisuelle.

Adr. lettre manusc. et C.V. à I.N.A. av. de l'Europe, Pte 107, 92400 BRY-SUR-MARNE.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

responsable du personnel

75 000 F. +

SEARLE

Dans le cadre de son expansion en France, la Division pharmaceutique du Groupe Multinational SEARLE crée un IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE à proximité de NICE (SOPHIA-ANTIPOLIS - futur centre de développement et de Recherche Scientifique de la CÔTE D'AZUR) et souhaite prochainement mettre en place son responsable du personnel. Sous la responsabilité du Directeur administratif et en liaison avec le siège, il sera chargé de l'Administration du Personnel du Centre.

Il interviendra dans les domaines du recrutement, des classifications, rémunérations et avantages sociaux, de la formation et des relations syndicales. Le titulaire devra posséder une première expérience de la Fonction. Personnel accueilli de préférence dans un environnement scientifique. Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente sous la référence 703185/M à mentionner sur l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS DE BRETAGNE (Brest)

recherche

PROFESSEUR ANGLAIS

- De préférence bilingue anglais-français ;
- Niveau maîtrise ou équivalent ;
- Minimum 5 ans d'expérience et bonne pratique de l'audio-visuel ;
- Connaissance anglaise technique dans le domaine des télécommunications souhaitée.

Ecrire ENST BRB - B.P. 556 - 29278 BREST Cedex ou tél. (081) 45-01-00, poste 44.

MOTOROLA

Semiconducteurs

CENTRE ELECTRONIQUE DE TOULOUSE

recherche

ANALYSTES DE GESTION

débutants ou 1 à 2 ans d'expérience
grandes écoles de gestion, I.S.A., M.B.A., spécialisation contrôle budgétaire et comptabilité anglo-saxonne.

COMPTABLE GÉNÉRALISTE

2 ou 3 ans d'expérience
D.E.C.S. ou similaire nécessaire.
Anglais courant indispensable.

Adresser curriculum vitae et prétentions à

MOTOROLA

BP3411 - 31023 TOULOUSE

ORGANISME D'ETUDES ET DE RECHERCHE

recherche

INFORMATICIEN (NE)

(Grande Ecole, M.I.A.O.E., M.B.A.) pour gestion et exploitation d'une importante base de données urbaines.

CHARGÉ (E) D'ETUDES

expérimenté (e) ayant de solides connaissances techniques et économiques dans le domaine de l'habitat.

Adr. C.V. + prêt. au LABORATOIRE LOGEMENT, 8, rue des Michottes - 54000 NANCY.

TEXAS INSTRUMENTS

DIVISIONS EUROPEENNES

chef de produits grand public pour l'Europe

(Réf. E.C.D. 877-191)

dont les principales fonctions seront de :

- préparer, proposer et faire approuver les stratégies,

- la politique des prix (après analyse de la concurrence) pour les produits dont il aura la charge.

- définir les nouveaux produits et participer à leur développement

- maintenir la liaison entre les centres de développement aux USA et les divers Marchés Européens.

Connaissances micro-processeurs hautement appréciées.

Anglais courant impératif.

Formation : Ingénieur électricien, électronique + formation en marketing.

ingénieur de planning systèmes digitaux

(Réf. D.S.D. 877-201)

chargé :

- des prévisions de production

- d'assurer l'interface entre les usines de production (Texas) la marketing et le planning (Europe)

- d'études concernant les politiques de stockage et de distribution.

Anglais indispensable.

Formation : Ingénieur + connaissances complémentaires en gestion.

Postes à pourvoir à VILLENEUVE-LOUBET (Nice).

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., photo, prétentions à Mme LE GUET, T.I.F., B.P. 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

VOLKSWAGEN FRANCE SA

recherche pour sa DIVISION PIÈCES DE RECHANGE ET ACCESSOIRES

un responsable du service administratif

Il aura, au sein de la Division une fonction de contrôle sur l'ensemble des prix, des coûts, des frais et des budgets.

Dans le cadre de cette mission, il assurera les relations avec les différents services administratifs de la Société (Finances, Informatique, Analyses Financières).

Le poste sera confié à un candidat ayant une bonne fonction administrative et financière (niveau DEC); bon organisateur et bon gestionnaire, il aura une expérience de la comptabilité analytique et de l'informatique.

Le poste est situé à VILLERS-COTTERETS.

Envoyer CV avec photo et prétentions au Département du Personnel - B.P. 62 - 02600 VILLERS COTTERETS, sous référence PRA/82.

INGENIEUR électronicien ou informaticien

Devenez

INGENIEUR de VENTES

pour la Division SEMI-CONDUCTEURS de

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Premier fabricant mondial de semi-conducteurs (1500 personnes en France dont 300 Cadres)

Vous vendrez des produits de très haute technologie (microprocesseurs, mémoires, circuits digitaux...)

Vous aurez :

- des marchés importants dans les secteurs informatique, télécommunications ou grand public...

- une culture technique sans cesse valorisée.

Vos qualités personnelles s'affirmeront dans :

- la négociation aux plus hauts niveaux

- l'établissement des prévisions de vente

- la participation aux stratégies commerciales.

Poste à pourvoir à LYON.

Pour faire acte de candidature, écrire sous la référence SCM 877-231 avec C.V., photo, prétentions à Mme LE GUET T.I.F. - B.P. 5, 06270 Villeneuve-Loubet.

L'ÉCOLE DE COMMERCE INTERNATIONAL E.C.I.

recrute sa promotion 1978

Stage de format, de cadres moyens à l'exportation (de janvier 1978 à novembre 1978)

REMUNERATION MENSUELLE DE 110 000 DU S.M.I.C. A 110 000 DU SALAIRE ANTERIEUR

CONDITIONS D'ADMISSION :

- être âgé de 21 à 35 ans ;

- niveau d'études : classes terminales de l'enseignement secondaire ;

- très bonne connaissance d'une langue étrangère ;

- expériences professionnelles obligatoires 1 an min. ;

- pour les jeunes gens, être libérés des O.M.

S'adresser à M. LE DIRECTEUR DE L'E.C.I., 6, rue de Rougillon - 58100 LORIENT.

مكتبة الأصل

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CARNAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Société de la métallurgie banlieue NORD-OUEST
recherche

ANIMATEURS DE FORMATION

SPECIALISES

- Soit dans le domaine technique pour former les ouvriers professionnels, la maîtrise et techniciens ;
- Soit dans le domaine des relations humaines pour action à divers échelons hiérarchiques.

CES POSTES EXIGENT :

- Un niveau d'études supérieures ;
- Une expérience pédagogique indispensable ;
- Une connaissance de l'anglais satisfaisante.

Ad. C.V. détaillé et prétentions sous n° 24.227 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

Chef d'Agence Paris Constructions Métalliques
130 000 F/an +

Notre Société, filiale d'un important groupe Français, crée ce poste pour accentuer encore sa présence sur le marché et structurer son service commercial.

Homme de contact, justifiant d'une réelle connaissance du milieu et d'une expérience de ses rouages humains, techniques et financiers, ce cadre, rattaché au Directeur Commercial, devra être un des moteurs de notre expansion.

Il aura à encadrer une petite équipe technico-commerciale et sera Responsable de la recherche, de la négociation et du suivi de ses chantiers.

Salaires de départ non inférieurs à 130 000 F/an. Frais remboursés.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaires actuels et photo (réc) à réf. 108 64, r. des Parfums Bourgeois, 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE 4/11 CANDIDATS

emplois régionaux

SOCIÉTÉ D'IMPORTANCE NATIONALE RECHERCHE POUR SON IMPLANTATION DE TOURS

ingénieur

Diplômé ETP-AM ou équivalent

Chargé de suivre les opérations de construction de logements, depuis l'appel d'offres jusqu'à la réception définitive, le titulaire du poste devra justifier d'une expérience de 2 à 3 ans dans l'immobilier.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence 2410 à

OR Organisation et publicité 21 rue de la République, 92000 NANTERRE

NOUVELLE FILIALE, UNE ENTREPRISE IMPTE LEADER FRANÇAIS DE SA SPECIALITE

SITUÉE A PERPIGNAN
recherche pour secondar son directeur général

CHEF DES VENTES

Formation Ecole supérieure de commerce ou équiv. pour former et diriger une équipe commerciale dont il participera au recrutement.

Expérience vente de biens d'équipements industriels et/ou de biens d'équipements de la maison. Connaissance chauffage et traitement des eaux souhaitée.

Rémunération annuelle 30 000 F. Envoyer C.V. et photo récente à : SOLEXTIL S.A. domaine Beau-Soleil, zone Industrielle Nord, 66000 PERPIGNAN.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour renforcer l'équipe commerciale

L'AGENCE AQUITAINE POTOU-CHARENTÉ
SIEGE A BORDEAUX

Candidats dynamiques et efficients :
- LIBRE O.M.
- V.L. OBLIGATOIRE ;
- STATUT V.L.P.
Situation stable et lucrative. Ad. C.V. manuscrite et photo, en 75017 M. REGIE-PRESSE, 20 bis, rue Beaumais, Paris-8.

TECHNICIEN SUPERIEUR
mécanique, métallurgie, électricité, 35 ans environ. Capable assumer importantes responsabilités.

Envoyer C.V. à Société RIVEX, 92000 DRANES.

ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL EXPERIMENTE
Diplômé Directeur C.V.L. adhérents et permis conduire transport en commun. Adress. candidature et C.V. : M.J.C. de Camille Prayère, Résidence Sainte-Jeanne, chemin des Chênes-Vers, 81100 CANNES - LA BOCCA.

sema
Première Société Européenne de Conseil
recherche pour sa Division INFORMATIQUE

ingénieurs-formateurs

ayant 4 à 6 années d'expérience dont une au moins en pédagogie. Ils seront chargés de la conception et de la diffusion des séminaires standards ou spécifiques à un client. Diplômés de Grandes Ecoles, ils devront avoir des compétences précises en gestion ainsi qu'une expérience en informatique et en organisation. Des missions de longue durée à l'étranger sont à prévoir. (Réf. 10150 M)

analystes programmeurs

De formation Informatique (I.U.T., Inst. Prog.) la pratique de l'Assembleur IBM et d'un moins un langage évolué act. exigé. Expérience professionnelle de 2 ans minimale. (Réf. 10153 M)

analystes programmeurs débutants

Niveau DUT, formés au Cobol et à l'Assembleur, connaissance du GAP 2 appréciée.

Les candidats devront être disponibles pour des déplacements et des séjours en province.

Adresser C.V., photo, prétentions et date de disponibilité, en indiquant la référence du poste à :

sema selection
Centre Metra- 16/18, rue Barbès 92126 Montrouge

3m
Usines de Beauchamp (Val d'Oise)
recherche pour compléter son département

ingénieur

- débutant ou ayant une première expérience.
- de formation mécanique ou chimie, anglais indispensable.
- connaissances en informatique, TIME-SHARING, recherche opérationnelle ou M.T.M., souhaitées.

Il sera chargé des études d'organisation de la production (implantation, méthodes de stockage et manipulation, optimisation des coûts de fabrication, études de temps et de rentabilité, liaison informatique/production).

Devant agir en conseiller (position still), le candidat retenu possèdera un excellent contact humain à tous niveaux et un sens de persuasion.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE avenue Boule - 92230 BEAUCHAMP

volvic
PROGRAMMEUR

ayant de préférence un an d'expérience. Connaissances souhaitées : BASIC 2/40, FORTRAN pour participer à un démarrage en cours et à l'écoulement de nouveaux projets.

Lieu de travail : BOURG-LA-REINE.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à : Sté VOLVIC, S.P. 41, 92340 BOURG-LA-REINE.

REVUE INFORMATIQUE
recherche pour renforcer l'équipe commerciale

CONTACT Publ. 48, Chaussée d'Antin, 75009 Paris, 20-61-49.

RECHERCHE POUR PARIS

CHEF DE SERVICE

- Age minimum 32 ans ;
- Bilingue français-anglais ;
- Expérience organisation et commandement ;
- Efficace, contacts aisés pour gestion services généraux et suivi administratif.

Expérience entreprise anglo-saxonne souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à MINET Publicité, 25 et 36/38 AT 40, rue Olivier-de-Serres, Paris (19e), qui transmettra.

Important Cabinet révision COMPTABLE recherche COLLABORATEUR

D.E.C. et un certificat supér., ayant min 3 ans exp. révision. Ecrire en indiquant C.V. à MINET Publ., 25 et 36/38 AT, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra. Discretion absolue assurée.

CENTRE DE RECHERCHE
banlieue Sud-Ouest
recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

avec formation complémentaire PH.D.M.S. et stabilité, autom. Ecr. C.V. à Adressa Gestion, 55, av. Europe - 78140 Vélizy.

Départ. de SEINE-ET-MARNE recrute par concours sur titres Ingénieur Chimiste ou Centre départementale de lutte contre la pollution. Titulaire diplôme ingénieur chimiste, licence ou maîtrise en sciences naturelles, comportant option « traitement des eaux ». Adr. cand. : Préfecture Seine-et-Marne, Serv. Personnel, 77000 Meaux, av. 1^{er} sept. 1977.

Offre statut, pr 1^{er} septembre à une femme laborieuse, ord., plein, ayant suivi cours Ecole du Travail et ayant l'expérience commerciale. Formation assurée. Ec. P.D., B.P. 255-06, PARIS-9.

B.E.T. Versatiles recherche DESINATEUR PROJETEUR
2^e échelon - T.M. - 75004-72.

SOC. IMPORTAT. ELECTRON. MESURES PHYSIQUES

INGEN. TECHN.-COMMERC.
excellent vendeur par tempérament et expérience pour CAPTEURS et CHAINES ASSOC.

Formation technique spécialisée, connaissance du marché, polyvalence confirmée dans postes analogues et anglais nécessaires.

Envoyer C.V. manuscrit et prêt. à n° 46-55, P.A. SVP, 37, rue de Général-Foy, 75008 Paris.

Rech. des Hm. jms Femme
emball. capables de collaboration textile en gros. Ecrire Expansions France Textiles, 7, rue de Paradis, Paris (10^e).

SEDAP
recherche

PROGRAMMEUR COBOL OS

PROGRAMMEUR ASSEMBLEUR OS

PROGRAMMEURS PL 1

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PL 1

Pour ces postes 2 ans d'expérience minimum. Téléphonez : M. GUILLAUME, 346-13-35.

Le service TRAVAUX d'une importante société
recherche pour

SON GROUPE COURANT FAIBLE COURANT FORT

1 RESPONSABLE NIVEAU INGENIEUR

CONDUCTEURS DE TRAVAUX

Ad. curriculum vitae + photo à ORGA CONSEIL, 64, rue du Ranelagh - 75016 Paris.

Premier groupement d'entreprises indépendantes de distribution de matériaux de construction - second-cœurve, 30 entreprises adhérentes, 1,5 milliard de C.A. (h.L.) cherche son :

directeur de marketing

Celui-ci devra, outre une fonction d'études et marketing proprement dite, animer, coordonner et contrôler une équipe de conseillers régionaux (6 personnes), et être un conseil efficace et persuasif pour mettre en application le résultat de ses études.

Ce collaborateur de haut niveau aura :

- l'aptitude à concevoir un projet et à y faire adhérer ses interlocuteurs (patrons de PME),
- la capacité de dynamiser son équipe,
- une solide expérience de la distribution et du terrain,
- une forte motivation à faire évoluer les hommes et les méthodes.

Envoyer CV détaillé et manuscrit, sous référence 12.582 M à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

Ford

L'EXPRESSION INFORMATIQUE : notre moyen de communication à l'échelle européenne.

Pour Ford Europe, implanté dans 15 pays avec 22 unités de production, une gestion efficace implique un langage commun et la rapidité de communication.

Notre solution : des systèmes informatiques puissants et sophistiqués qui permettent de traiter l'information à tous les niveaux.

D'une part, la participation au développement, la mise en place, l'adaptation et le fonctionnement au Siège des systèmes conçus par Ford Europe, et d'autre part, le développement de systèmes propres à notre entreprise seront de l'entière responsabilité du

DIRECTEUR DE L'INFORMATIQUE

De formation Ingénieur Grandes Ecoles, nous lui demandons sur le plan pratique une expérience similaire et la connaissance de notre matériel : Univac 90/30 (131 K, 6 disques, 1 unité de bande).

Sur le plan personnel, c'est bien sûr un dirigeant qui saura animer une équipe importante.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. à Ford France S.A., Direction du Personnel, 344, avenue Napoléon Bonaparte, 92504 RUEIL-MALMAISON.

DU PONT-DE-NEMOURS FRANCE
recherche pour son département Produits et Matières Plastiques

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

dont la mission est d'assurer et de promouvoir la vente de produits industriels de haute technicité en France et éventuellement en Europe.

Jeunes et aimant la vente, les candidats doivent pouvoir justifier d'une formation d'ingénieur mécanicien ou chimiste, parler et écrire couramment l'anglais, la connaissance d'autres langues étant pour eux un atout supplémentaire.

Leurs activités vont les amener à se déplacer : il leur faut aimer voyager et être prêts à accepter ultérieurement une offre d'emploi au sein de la Société à l'étranger.

Les candidatures et la rémunération souhaitée sont à adresser, sous référence n° 404 M à DU PONT-DE-NEMOURS FRANCE S.A. Service du Personnel, 9, rue de Vienne - 75008 Paris.

TOTALGAZ
Compagnie Française des Gaz Liquéfiés

animateur de formation

Pour contribuer à la formation de notre Personnel, nous recherchons un jeune animateur de formation.

De formation supérieure, il aura le goût de la pédagogie et une première expérience professionnelle, de préférence dans la vente.

Sa mission consistera à réaliser des programmes pédagogiques et à animer des actions de formation.

Écrivez à : Service Formation 84, rue de Villiers 92539 Levallois Perret

Ne joignez ni curriculum vitae, ni photographie, nous enverrons un questionnaire à chaque candidat.

Logabax
informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION
recherche

RESPONSABLE SERVICE PROMOTION - ETUDES - MARKETING

PROFIL :

- Formation supérieure commerciale ;
- 30 ans minimum ;
- Bonne connaissance de l'allemand ou de l'anglais.

MISSION :

- Animation d'une équipe d'une dizaine de personnes chargées des actions de support commercial au lancement et à la diffusion de nos produits en France et à l'étranger.
- Analyse du marché et de la concurrence.
- Création de la documentation commerciale.
- Journal d'information.
- Plan de publicité.
- Promotion et animation commerciale.
- Organisation des expositions et manifestations.
- Coordination des actions avec nos filiales.
- Suivi du budget du service.

Lieu de travail : EVRY (91)

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 181 à M. B. CHALLET, LOGABAX, Bureau Evry II, 523, terrasse de L'Agora, 91000 EVRY.

DIRECTEUR EXPORTATION
PRODUITS DE BEAUTÉ JEANNE GATINEAU

recherche

2 CHEFS DE ZONE

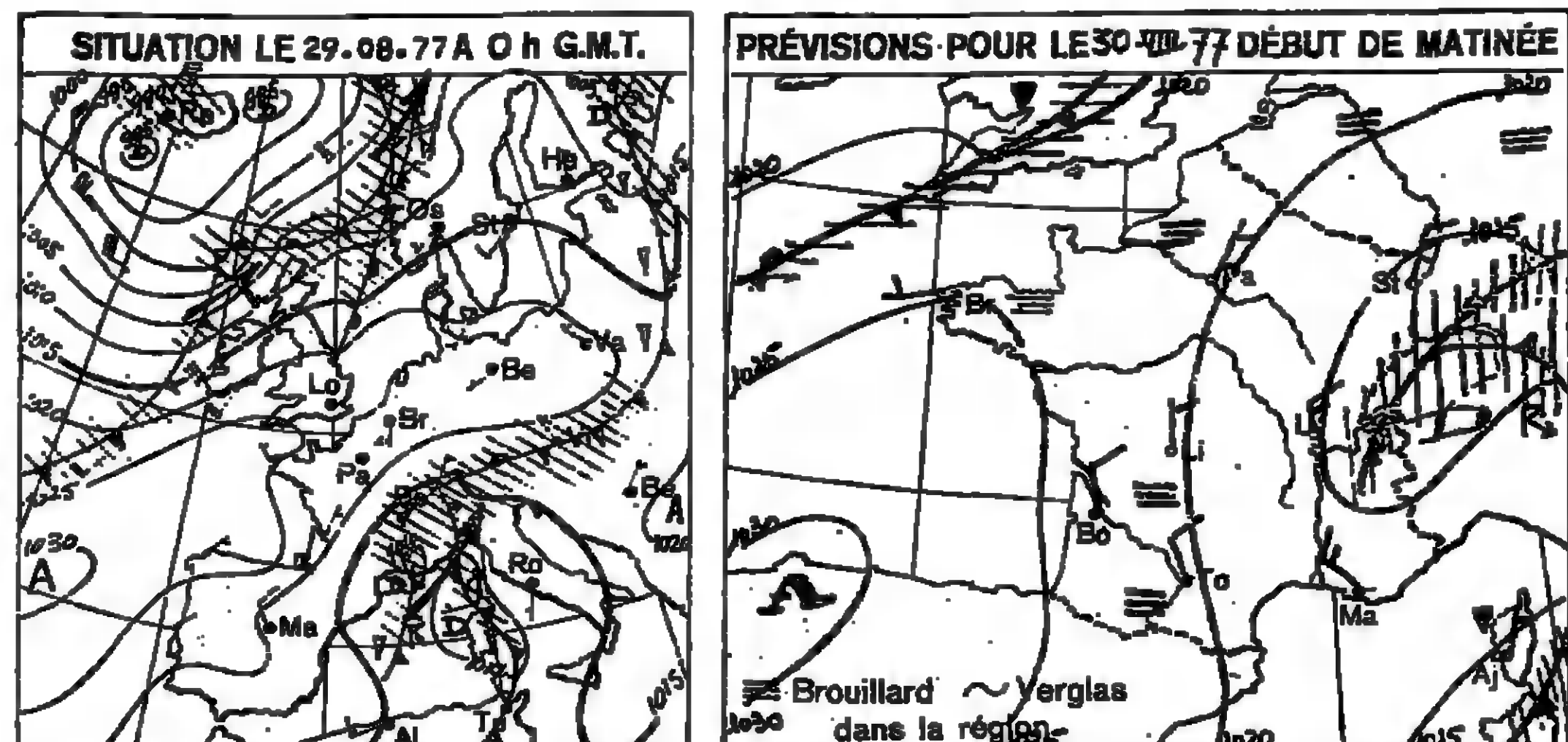
dont 1 parlant couramm. ANGLAIS et ESPAGNOL, l'autre parlant couramm. ANGLAIS et ALLEMAND pour

- sous sa responsabilité, animer, contrôler réseau agents et filiales existantes dans le cadre d'un budget annuel ;
- mettre au point stratégie de vente par pays dans un groupe de marchés ;
- se déplacer sièges sociaux et terrain valeur 8 mois l'an ;
- expérimenter vente Produits de Beauté de prestige appréciée.

Env. photo, lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et prétentions à ADEF, S.P. 20-06 - 75022 PARIS CEDEX 08, qui transmettra. Discretion assurée.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige ▽ averse ☀️ orages ➡ Sens de la marche des fronts
 — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 29 août à 0 heure et le mardi 30 août à 24 heures :
 Les basses pressions de la Méditerranée occidentale ne se déplacent que très lentement vers l'est. Elles continueront de diriger sur le sud et l'est de la France des masses d'air assez humides et instables. Le reste du pays sera en bordure des hautes pressions qui s'étendent de l'ouest du Portugal au nord de l'Allemagne, mais qui s'affaibliront. Mercredi, un temps souvent très nuageux persistera du pourtour méditerranéen à l'est du Massif Central, aux Alpes et au Nord-Est avec des pluies passagères ou des averse parfois accompagnées d'orages. Les vents seront irréguliers, mais assez forts à force sur les côtes, et les températures varieront peu.
 Sur le reste de la France, le matin on notera des éclaircies, mais aussi des brumes ou des brouillards, localement denses au lever du jour. Après leur dissipation, le temps sera nuageux avec des éclaircies. Les nuages deviendront cependant plus nombreux dans la journée au voisinage des côtes de la Manche. Les vents seront faibles. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison et les températures maximales varieront peu.
 Lundi 29 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 020,3 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.
 Températures du premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 29 août ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 : Alacolo, 28 et 19 degrés ; Biarritz, 20 et 14 ; Bordeaux, 20 et 12 ; Brest, 18 et 9 ; Clermont-Ferrand, 18 et 9 ; Clermont-Ferrand, 18 et 9 ; Dijon, 21 et 15 ; Grenoble, 18 et 14 ; Lille, 18 et 8 ; Lyon, 18 et 14 ; Marseille, 24 et 16 ; Nancy, 22 et 13 ; Nantes, 21 et 10 ; Nice, 22 et 17 ; Paris-Le Bourget, 21 et 11 ; Pau, 20 et 12 ; Perpignan, 22 et 16 ; Rennes, 19 et 7 ; Strasbourg, 22 et 13 ; Tours, 20 et 10 ; Toulouse, 21 et 10 ; Poitiers, 21 et 10 ; Valenciennes, 19 et 7 ; Zuylen, 22 et 13.
 Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 18 et 7 ; Athènes, 31 et 23 ; Berlin, 23 et 11 ; Bonn, 21 et 9 ; Bruxelles, 19 et 8 ; Casablanca, 23 et 20 ; Copenhague, 19 et 10 ; Genève, 19 et 14 ; Lisbonne, 23 et 15 ; Londres, 19 et 8 ; Madrid, 23 et 13 ; Moscou, 23 et 12 ; New-York, 32 et 21 ; Palma-de-Majorque, 22 et 15 ; Rome, 30 et 21 ; Stockholm, 15 et 7 ; Téhéran, 33 et 20.

Visites et conférences

MARDI 30 AOUT
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : 14 h. 30, devant l'église Saint-Gervais, Mme. Allas : « Le quartier Saint-Gervais au Moyen Âge ». 15 h., 113 rue de Provence, Mme. Hulo : « Les couillues d'un grand bourgeois ». 15 h. 45, rue des Ecoles, Mme. Le...

grecques : « L'université et la Sorbonne ». 15 h., Angle rue de Tournon, rue de Valenciennes, Mme. Couval : « Marie de Médicis dans le jardin du Luxembourg ». 10 h. 30, porche central, façade principale, (Caisse nationale des monuments historiques). 15 h., 15, 4, quai des Célestins : « De la charité à la misère : les auxiliaires de la Brivilliers » (Mme. Barbier). 15 h., avenue Paul-Doumer : « Tombes illustres au cimetière mondain de Passy » (Paris et son histoire). 10 h. 30, 21, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Le Saint-Louis ». 15 h., façade église Notre-Dame-des-Victoires : « Passages pittoresques, traboules de la place des Victoires au jardin du Palais-Royal » (Visages de Paris).

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Journal officiel
 Est publié au Journal officiel du 28 août 1977 :
UN DECRET
 ■ Relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générés par les entreprises.
 ■ Nominations de magistrats.
 ■ Par décret publié au Journal officiel du 25 août, sont nommés :
 ■ Avocat général à la cour d'appel de Douai : M. Pierre Truche (maintenu en position de détachement auprès de l'École nationale de la magistrature).
 ■ Procureurs de la République : à Libourne, M. Bertrand de Looze de Plaisance ; à Foix, M. Georges Pons ; à Bonneville, M. Claude Zevaco.

Formation

LES STAGES DE L'UNION FÉMININE CIVIQUE ET SOCIALE

L'Union féminine civique et sociale (région parisienne) organise deux cycles de formation : « Formation municipale », destinée aux élus (neuf jours, entre le 13 octobre 1977 et le 9 juin 1978) et « Formation à la consommation » (trois sessions de quatre jours, entre le 8 novembre 1977 et le 30 mai 1978). Les inscriptions sont ouvertes quinze jours à l'avance ; le prix de la première formation est de 50 F par jour (150 F) ; celui de la seconde est de 200 F par session (500 F pour les trois sessions).
 * U.F.C.S. région parisienne : 4, rue Sérurier, 75003 Paris. Tél. : 272-17-26 et 272-19-12.

Le centre de perfectionnement de l'institut national agronomique Paris-Grignon propose une session sur « Milieu naturel et aménagement du territoire » du 18 au 21 octobre. Cette session a lieu au centre de Grignon de l'INRA, dans les Yvelines.
 * Inscriptions : ADEPRINA, 16, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Cédex 05. Tél. : 297-39-79 et 337-96-34.

L'institut supérieur de pédagogie organise, du 5 au 9 septembre, plusieurs sessions destinées aux enseignants et formateurs : didactique (« problèmes actuels de l'enseignement du français », niveau 2) ; « statut et pratique de la créativité littéraire » ; « initiation théorique et pratique à la grammaire nouvelle » ; philosophie et audiovisuel (« initiation ») ; technique et pédagogie du cinéma, premier niveau ; « anglais » ; « enseignement du français » ; « technologie et audiovisuel » ; « la presse » (« l'école »). Deux autres sessions ont également lieu début septembre : « diapositives dessinées » (du 1^{er} au 3) et « entretien du matériel » (3 et 3).
 * Renseignements et inscriptions : I.S.P., 51, quai aux Fleurs, 75004 Paris. Tél. : 433-54-22.

L'association pour la recherche et l'intervention psychosociologiques (ARIP) organise, à l'occasion des stages et des séminaires, elle offre aux participants une brochure détaillée sur ses différentes activités prévues pour le dernier trimestre de 1977.
 * ARIP : 6 bis, rue Sachaumont, 75002 Paris. Tél. : 236-46-56 et 57.

L'institut d'éducation permanente Léo-Lagrange organise des stages d'animateurs en centre de vacances et de loisirs, ouverts aux jeunes âgés de plus de dix-sept ans. Ces stages préparent au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur.
 * Institut d'éducation permanente Léo-Lagrange : 21, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 524-43-41, poste 47.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

L'association lecture-expression-formation (ALEF) organise des sessions de formation à la lecture pratique, à la lecture structurée, aux lectures anciennes.
 * ALEF : 44, rue de Valenciennes, 75004 Paris. Pour Paris : M. Sticher, 113, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 548-41-59.

CARNET

Naissances

— Sybil et Xavier de Sarrau ont la joie de vous annoncer la naissance de :
 Anatole,
 le 18 août 1977,
 75, rue de l'Assomption,
 75016 Paris.
 — Lydia et Jean-Louis Bismuth ont la joie de faire part de la naissance de leur fille,
 Bérénice-Joanna,
 le 24 août 1977.

Décès

Maurice HENRIOT
 Saint-Brice, Courcelles.
 Mme Maurice Henriot, née Nicole Charbonneau, son épouse.
 Mme Nicole Henriot, sa mère.
 Mlle Marie-Hélène et Martine Henriot.
 M. Alain Henriot.
 Ses enfants :
 Le général et Mme Escarra.
 L'amiral et Mme Schweitzer.
 Ses frères et sœurs.
 Les familles Charbonneau et Henriot.
 ont la douleur de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 chevalier de la Légion d'honneur,
 croix de guerre 1939-1945,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais,
 survenu le 29 août 1977, à
 Saint-Brice-Courcelles.
 La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 août, à 15 heures, en l'église de Saint-Brice-Courcelles, 51370 Saint-Brice-Courcelles.
 (Né le 31 juillet 1913 à Paris. M. Maurice Henriot était docteur en droit et diplômé de l'École libre de sciences politiques. Il a fait toute sa carrière dans le réseau étranger du Crédit Lyonnais où il était entré en 1927 ; il était devenu successivement directeur de la succursale du Crédit Lyonnais à New-York, directeur de la Banque d'El Estero (filiale du Crédit Lyonnais) à Téhéran (en 1957) et directeur du Crédit Lyonnais pour l'Espagne (en 1962). Nommé en 1966, directeur adjoint au siège, il avait créé l'agence du Crédit Lyonnais à New-York, dont il était devenu (en 1971) directeur vice-président, avant de prendre la présidence de la Banque centrale de compensation et d'être nommé directeur honoraire au siège.)
 — La direction générale du Crédit Lyonnais a le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.
 — Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

— Nous apprenons le décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 directeur honoraire
 du Crédit Lyonnais.
 — Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Banque centrale de compensation ont le profond regret de faire part du décès de
 M. Maurice HENRIOT,
 président.

Anniversaires

— Mme Denis Jacob et ses enfants, Michel, Laurent, François et Vincent.
 — Mme Georges Jacob, M. et Mme Henri Jacob et leurs enfants.
 — M. et Mme Alain Jacob et leurs enfants.
 — M. et Mme James Hyndman et leurs enfants.
 — M. et Mme Yves Chausseret et leurs enfants.
 — M. Philippe Jeanneret, Mlle Laurence Jeanneret, ont la douleur de faire part du décès de
 M. Jules-Louis JEANNERET,
 leur époux, père, beau-père, grand-père,
 survenu le 29 août 1977, dans sa cinquante-cinquième année.
 Les obsèques auront lieu le mercredi 31 août 1977, à 10 h. 30, en l'église de Saint-Piat (Bourg-Neuf-Loir).
 Cet avis tient lieu de faire-part.
 Domaine Saint-François-d'Assise, 12, hameau des Bourvillais, 75170 La Celle-Saint-Cloud.

— Mme Jules-Louis Jeanneret, M. et Mme Alberto Dominguez et leurs enfants.
 — M. Robert Jeanneret et ses enfants, M. et Mme Yves Chausseret et leurs enfants.
 — M. Philippe Jeanneret, Mlle Laurence Jeanneret, ont la douleur de faire part du décès de
 M. Jules-Louis JEANNERET,
 leur époux, père, beau-père, grand-père,
 survenu le 29 août 1977, dans sa cinquante-cinquième année.
 Les obsèques auront lieu le mercredi 31 août 1977, à 10 h. 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 15, rue Cortambert, Paris (16^e), où l'on se réunira.
 16, rue Pétrarque, 75116 Paris.

— Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Société Ramo ont la douleur de faire part du décès de
 M. Jules-Louis JEANNERET,
 président d'honneur
 de la Société Ramo,
 ingénieur professionnel de France, conseiller honoraire
 du commerce extérieur,
 chevalier de l'Ordre national du Mérite,
 officier des Palmes académiques,
 survenu le 29 août 1977, dans sa cinquante-cinquième année.
 La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 août, à 10 h. 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 15, rue Cortambert, Paris (16^e), où l'on se réunira.

— Nous apprenons le décès de
 M. Jules-Louis JEANNERET,
 président d'honneur
 de la Société Ramo,
 ingénieur professionnel de France, conseiller honoraire
 du commerce extérieur,
 chevalier de l'Ordre national du Mérite,
 officier des Palmes académiques,
 survenu le 29 août 1977, dans sa cinquante-cinquième année.
 La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 août, à 10 h. 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 15, rue Cortambert, Paris (16^e), où l'on se réunira.

— Nous apprenons le décès de
 M. Jules-Louis JEANNERET,
 président d'honneur
 de la Société Ramo,
 ingénieur professionnel de France, conseiller honoraire
 du commerce extérieur,
 chevalier de l'Ordre national du Mérite,
 officier des Palmes académiques,
 survenu le 29 août 1977, dans sa cinquante-cinquième année.
 La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 août, à 10 h. 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 15, rue Cortambert, Paris (16^e), où l'on se réunira.

— Nous apprenons le décès de
 M. Jules-Louis JEANNERET,
 président d'honneur
 de la Société Ramo,
 ingénieur professionnel de France, conseiller honoraire
 du commerce extérieur,
 chevalier de l'Ordre national du Mérite,
 officier des Palmes académiques,
 survenu le 29 août 1977, dans sa cinquante-cinquième année.
 La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 août, à 10 h. 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 15, rue Cortambert, Paris (16^e), où l'on se réunira.

— Nous apprenons le décès de
 M. Jules-Louis JEANNERET,
 président d'honneur
 de la Société Ramo,
 ingénieur professionnel de France, conseiller honoraire
 du commerce extérieur,
 chevalier de l'Ordre national du Mérite,
 officier des Palmes académiques,
 survenu le 29 août 1977, dans sa cinquante-cinquième année.
 La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 août, à 10 h. 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 15, rue Cortambert, Paris (16^e), où l'on se réunira.

— Nous apprenons le décès de
 M. Jules-Louis JEANNERET,
 président d'honneur
 de la Société Ramo,
 ingénieur professionnel de France, conseiller honoraire
 du commerce extérieur,
 chevalier de l'Ordre national du Mérite,
 officier des Palmes académiques,
 survenu le 29 août 1977, dans sa cinquante-cinquième année.
 La cérémonie religieuse sera célébrée le

STOCKHOLM : une course de vitesse entre le gouvernement et les syndicalistes

LA FRANCE SIXIÈME CLIENT DE LA SUÈDE

